

n° 477
AVRIL
2019
4,80 €

silence

EXPLORONS LES ALTERNATIVES

MARCHES POUR LE CLIMAT ET GILETS JAUNES

CULTIVER LA BIODIVERSITÉ EN PALESTINE

écologie • alternatives • non-violence



Relocaliser la monnaie

Quel est l'intérêt des monnaies locales complémentaires (MLC) ?

D'abord, l'essor des différentes MLC répond à un constat simple : le système économique actuel est en crise systémique, comme en témoigne le krach de 2008. En effet, l'économie contemporaine rime avec finance démesurée, spéculation, évasion fiscale, instabilité, au profit d'intérêts privés. La monnaie locale permet à l'inverse de se réappropriier l'outil monétaire et d'en comprendre les fondements. Elle permet de dynamiser l'économie locale car l'intégralité de l'argent utilisé reste sur le territoire, à l'inverse de l'euro où

il peut être amené vers la finance spéculative ou les paradis fiscaux.

De plus, les professionnel·les doivent en général respecter une charte de valeurs autour du respect de l'humain, de la nature et du territoire pour intégrer le réseau.

Enfin, les monnaies locales possèdent souvent des fonds de garantie dans des banques éthiques comme la NEF ou le *Crédit coopératif*, qui financent des projets écologiques et solidaires, ce qui amplifie l'impact de celles-ci.

Quelles difficultés rencontrent aujourd'hui les monnaies locales pour se généraliser ?

Après avoir sondé des utilisateurs et utilisatrices et des professionnel·les de *La Gonette*, monnaie complémentaire lyonnaise, nous avons pu diagnostiquer plusieurs problèmes qui rendent ces monnaies alternatives encore peu utilisées. D'abord, notre principal constat est le manque de diversité qu'offre la monnaie locale au sein du réseau des professionnel·les. En effet, il est difficile de vivre au quotidien uniquement en MLC, certains domaines d'activité restant peu représentés.

Ensuite, nous remarquons un certain manque de compréhension de la part des utilisateurs et des utilisatrices

potentiel·les : dès lors que les achats effectués en MLC peuvent également l'être en euros, l'intérêt n'est pas évident. Les personnes ayant déjà une consommation éthique en euros considèrent la monnaie locale comme un intermédiaire supplémentaire inutile, ne percevant pas que leur argent ira rapidement dans une banque privée puis sur les marchés financiers.

Enfin, les monnaies locales restent peu connues ; elles le sont essentiellement dans les cercles militants, qui ont justement déjà une démarche de consommation engagée, ce qui réduit son impact.

Comment dépasser ces freins ?

Nous avons envisagé diverses solutions. Il s'agirait d'abord de mailler le réseau de professionnel·les pour réaliser une boucle complète entre commerces et lieux de production. Ainsi, cela permettrait d'augmenter le nombre de professionnel·les utilisant les MLC, puisqu'ils et elles auraient moins de difficultés pour re-dépenser leurs MLC et ainsi les faire circuler, mais aussi d'augmenter le nombre d'utilisations, puisque les choix seront plus grands.

Un travail de communication s'impose également, afin de montrer l'intérêt profond de la démarche aux utilisateurs et utilisatrices et aux professionnel·les potentiel·les. Il s'agit donc de donner l'envie d'agir en ce sens, en expliquant en quoi notre modèle rompt radicalement avec l'ordre économique en place. Nous pensons qu'il faudrait un système d'incitation à l'utilisation des MLC.

C'est pourquoi nous envisageons de participer à des événements où le paiement en *Gonettes* serait moins onéreux par rapport à l'euro par exemple.

Enfin, la généralisation de ce système passera nécessairement par un soutien politique, pour construire le triptyque citoyen·nes, professionnel·les et collectivités. *L'Eusko*, au Pays Basque (première MLC d'Europe), s'appuie certes sur une identité locale forte, mais aussi sur un soutien des collectivités locales (possibilité de payer certaines activités publiques en MLC, rémunération des fonctionnaires en partie en MLC, promotion de celle-ci), ce qui lui confie un rôle plus important. En outre, cette MLC a explosé grâce au numérique, qui sera également instauré en 2019 à Lyon pour faciliter et fluidifier les dépenses, sans passer par la contrainte du déplacement et des billets.

RUPTURE D'UN BARRAGE AU BRÉSIL



LASSERPE

LA LOI ANTI-CASSEURS, UNE LOI QUI VA TROP LOIN



LASSERPE

ALGÉRIE : BOUÏEFUKA PARÉ POUR UN CINQUIÈME MANDAT



LASSERPE

LOI SANÏÉ : LA WÏE CONTRE LES DÉSERTS MÉDICAUX



LASSERPE

■ DOSSIER EXPLORONS LES ALTERNATIVES !

05 À la découverte des alternatives en Midi-Pyrénées

En Midi-Pyrénées, le groupe local de jeunes de l'association CCFD-Terre Solidaire est parti en 2018 à la rencontre des alternatives dans leur région, accompagné par des jeunes de Youngs Charitas. Trois voyages en Tarn-et-Garonne, Gers, et Ariège.

11 Le Tour des coopératives d'activités en 80 jours

De juin à septembre 2018, en Normandie, une équipe de salarié-es-entrepreneu-ses a décidé de se mobiliser pour faire connaître le modèle entrepreneurial coopératif. Retour sur ce tour à vélo dans les départements de l'Orne et de la Manche.

■ CHRONIQUES

19 Bonnes nouvelles de la terre :

En Isère, Gilets jaunes et villageois-es dénoncent la pollution de *Lactalis*

22 Action non-violente - mode d'emploi :

Le boycott

29 Un lieu à soi :

Une caravane de femmes contre l'atome

22 Chroniques terriennes :

Ma contribution au grand déblat...

■ BRÈVES

- 14 Alternatives • 16 Environnement • 18 Agriculture
18 Climat • 19 Paix et Non-violence • 20 Nucléaire
21 Énergies • 22 Femmes, hommes, etc.
23 Politique • 24 Société • 25 Transports
25 Nord/Sud • 26 Santé • 27 Santé • 27 Annonces
28 Agenda • 41 Courrier • 42 Livres

■ ARTICLES

29 Marches pour le climat et Gilets jaunes : une colère rouge et verte !

Quel regard porter sur le moment politique que nous vivons, marqué par l'émergence simultanée des Marches pour le climat et des Gilets jaunes ? Le vert et le jaune auraient-ils en commun... le rouge ? Les regards croisés de Corinne Morel-Darleux, militante écosocialiste et conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes, Vincent Liégey, essayiste et co-auteur de l'ouvrage *Un projet de Décroissance*, et Didier Aubé, de la Commission Écologie de l'union syndicale Solidaires.

34 Jai Jagat : balises pour une économie non-violente

La non-violence est la source première de l'éthique, elle est fondamentale. Elle se vit dans l'absence d'intention de nuire à qui que ce soit : à la nature, à tout être vivant.

36 Cultiver la biodiversité en Palestine

La Palestine Heirloom Seed Library, Bibliothèque des graines patrimoniales de Palestine, est animée du même esprit que le mouvement Slow Food en Italie. Elle repose sur l'idée que personne ne peut être vraiment libre s'il ou elle n'a pas la souveraineté sur sa nourriture.

38 La crise migratoire et le mode de vie impérial

Comment penser des réponses alternatives à la "crise migratoire" présentée par les médias ? Nous publions ici des extraits d'un texte de Miriam Lang qui propose de s'attaquer à la source du problème : le mode de vie impérial de certains pays du Nord.

48 Kubra Khademi, l'émancipation au bout des pinceaux

Kubra Khademi est une artiste afghane née en 1989. Forcée de fuir l'Afghanistan à cause de son travail artistique contestataire, elle réside et travaille aujourd'hui à Paris. Peintre, plasticienne et performeuse, elle explore sa place de femme et de réfugiée dans ses pratiques.

Prochain dossier
**Justice
environnementale**



Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées le 27 février 2019.

Editeur : Association Silence - **N° de commission paritaire** : 0920 D 87026 - **N° ISSN** : 0756-2640 - **Date de parution** : 2^e trimestre 2019 - **Tirage** : 4600 ex. - **Impression** : Imprimerie Notre-Dame, 38330 Montbonnot - **Administrateurs** : Pascal Antonanzas, Eric Cazin, Francis Levasseur - **Directrice de publication** : Gaëlle Ronsin - **Comité de rédaction** : Martha Gilson, Guillaume Gamblin, Danièle Gonzalez, Gaëlle Ronsin, Anaïs Zuccari - **Pilotes de rubriques** : Michel Bernard, Annick Bossu, Patrice Bouveret, Frédéric Burnel, Philippe Crassous, Gwenvael Delanoë, Monique Douillet, Baptiste Giraud, Natacha Gondran, Divi Kerneis, Dominique Lalanne, Jean-Pierre Lepri, Francis Levasseur, Pascal Martin, Jocelyn Peyret, Mimmo Pucciarelli, Nils Svahnström, Pinar Selek, Xavier Sérédine - **Maquette** : Damien Bouveret (www.free-pao.fr) - **Dessins** : Lasserpe - **Correctrices** : Bernadette Bidaut, Sonia Conchon, Monique Douillet, Isabelle Hernandez, Camille Michau, Emmanuelle Pingault, Clotilde Rouhouse - **Photographes** : Nathalie Amen-Vals, Marion Angot, Arnaud Bertrand/Reporterre, CCFD, Eric Coquelin, Erik Delamotte, Boris Horvat, Hans Hillewaert, Patrice Latron, Tony Maxwell, Fred Scheiber, Pekka Tahkola - **Et pour ce n°** : Sophie Barbot, Michel Bernard, Arnaud Bertrand, Pauline Boittin, Damien Bouveret, Isabelle Cambourakis, Les jeunes du CCFD en Midi-Pyrénées, Alain Dangoisse, Monique Douillet, Jérôme Houard, Stéphen Kerckhove, Miriam Lang, Pascal Martin, Serge Perrin, Jocelyn Peyret, Emmanuelle Pingault, François Veillerette, Francis Vergier - **Couverture** : CCFD - **Internet** : Damien Bouveret, Maud - **Développement supports informatiques** : Christophe Geiser (e-smile.org) - **Archives** : Mimmo Pucciarelli.

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. Textes : sauf mention contraire, la revue autorisée, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. Illustrations : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

Association Silence
9 rue Dumenge,
69317 Lyon Cedex 04
Tél. : 04 78 39 55 33
www.revuesilence.net

Abonnements : Claire Grenet : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Dépositaires, stands et gestion** : Olivier Chamarande : mardi et jeudi : 10h-12h / 14h-17h · **Rédaction** : Guillaume Gamblin et Martha Gilson : lundi et mercredi : 10h-12h / 14h-17h

Virements bancaires : IBAN : FR76 4255 9100 0008 0032 9651 126
Code BIC : CCOPFRPPXXX

Pour la Belgique : contact et règlement à Les Amis de la Terre, Belgique, 98 rue Nanon – 5000 Namur - Belgique, Tél. : 0032 81 39 06 39, IBAN : BE24 5230 8042 8738 - Code BIC : TRIOEBBB

ÉDITORIAL

Une revue à faire et à écrire soi-même

On ne le dit pas assez, mais *Silence* n'est pas une revue comme toutes les autres ! Éditée sous forme associative, elle est portée par un peu plus de 200 bénévoles, ainsi qu'une petite poignée de salarié-es à temps partiel.

Il en va ainsi de la centaine de stands qui sont tenus chaque année partout en France, de la mise sous pli et de l'envoi postal chaque mois, de la gestion de l'association, de la correction des textes, etc.

Et pour la rédaction des articles, c'est la même chose ! Oui, *Silence* est une revue participative, et chaque mois, de nombreuses personnes dont ce n'est pas le métier écrivent des articles dans votre revue préférée. Parfois nous le leur avons demandé. Parfois ces personnes nous proposent spontanément de réaliser un reportage sur un lieu qui les a marqué, ou de publier une analyse de leur crû.

L'une des vocations principales de *Silence*, ce qui fait battre son petit cœur fragile, c'est d'explorer les "alternatives" aux mille couleurs : coopérative, ferme autogérée, habitat groupé, ZAD, municipalité rebelle, maison des semences, lieu écoféministe, centre de ressources sur la non-violence, lieu de vie qui s'autonomise du nucléaire, de la voiture, de l'argent ou d'internet, etc.

Et la bonne nouvelle, c'est que *Silence* compte sur vous pour explorer toutes ces initiatives passionnantes, émancipatrices et porteuses d'avenir qui se trouvent près de chez vous, et pour nous proposer une petite bafouille à leur sujet. Avec de grandes photos ou de jolis dessins.

Vos propositions seront toujours reçues avec bienveillance... Alors à vos vélos, à vos stylos, et à bientôt ! (1)

L'équipe de Silence

(1) En plus de cela, pour tout reportage publié dans la revue, nous vous offrons avec plaisir un abonnement gratuit.



La botte de paille, idéale pour la photo de groupe !



Les jeunes du CCFD en pleine discussion : découvrir des alternatives, ça donne de quoi rêver !

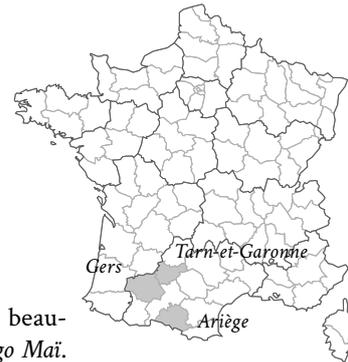


Initiation à la restauration au Château-Neuf des Peuples (Gers)



À la découverte des alternatives en Midi-Pyrénées

En Midi-Pyrénées, le groupe local de jeunes de l'association *CCFD-Terre Solidaire* est parti en 2018 à la rencontre des alternatives dans leur région, accompagné par des jeunes de *Youngs Charitas*. Trois voyages en Tarn-et-Garonne, Gers et Ariège.



LE PROJET DE *L'ALTERCARAVANE EN MIDI-Pyrénées* c'est ça : partir à la rencontre des alternatives qu'il y a près de chez nous. C'est organiser soi-même des week-ends, à chaque fois dans un département proche, y partir à trente jeunes, en remplissant bien les voitures, en prenant avec soi toute sa curiosité pour aller découvrir ces belles initiatives trop méconnues.

À LA RENCONTRE D'ALTERNATIVES TARN-ET-GARONNAISES

Au matin du premier jour, le groupe est reçu à Saint-Antonin-Noble-Val, par Sarah, au *Baz'art*. Un lieu de création et de partage autour du textile (un savoir-faire de la ville depuis le Moyen Âge), un espace pour créer ensemble qui est aussi un espace d'éducation populaire, d'échanges et de transmission de savoirs. Résidence d'artistes, lieu d'organisation d'ateliers collectifs, le *Baz'art* possède aussi une "fripe chic". Enfin, le café associatif, lieu de vie et de rencontres, organise régulièrement des soirées.

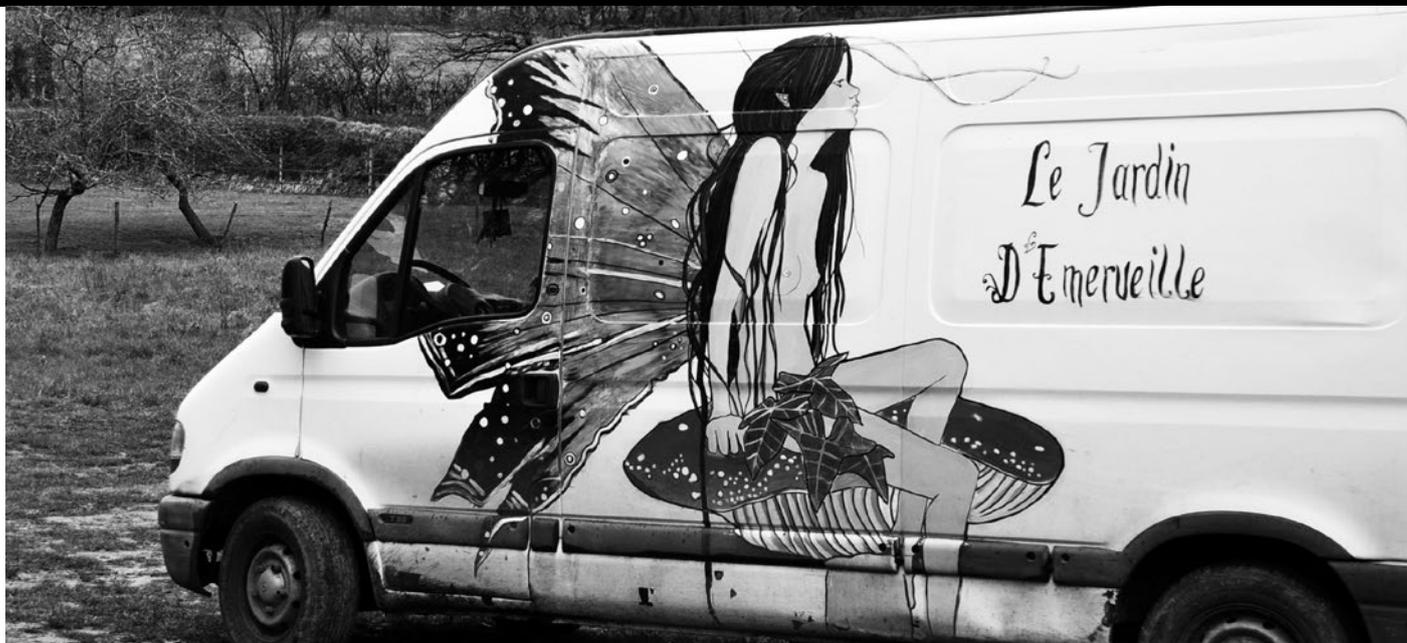
C'est ensuite Rémi et Coline qui accueillent la trentaine de jeunes à Vaour dans le *Jardin d'Émerveille* (voir encadré page 6).

Arrivé-es enfin à Verfeil-sur-Seye, on ne remarque pas d'emblée la particularité du village. Ici, il y a des années, se sont installées parmi les habitant-es des

personnes qui souhaitent vivre en mettant beaucoup en commun, un peu sur le modèle de *Longo Maï*. Aujourd'hui une quarantaine de personnes et leurs enfants partagent le quotidien, les biens, les dépenses, dans un mode d'organisation fait avant tout de bon sens, de simplicité, et de spontanéité. Ayant rénové des appartements dans le village pour y vivre, elles s'occupent d'une ferme, d'un grand atelier de menuiserie et d'un atelier de métallurgie. Tout cela sert à la fois pour le collectif et pour les activités professionnelles de certain-es. Une maison ancienne du village – un ancien café – a été achetée par le collectif et est devenue la maison commune dans laquelle notre groupe de passage est accueilli. Le repas du soir y est pris ensemble dans une grande convivialité !

Le *CCFD-Terre solidaire* a pour mission de combattre les causes structurelles de la faim. En effet, la pauvreté de masse a comme principale origine notre consommation de masse. Sur une planète aux ressources limitées, les abus des un-es font le manque des autres. À travers nos échanges avec toutes ces personnes, nous avons trouvé des exemples de cohérences, des pistes de sortie pour échapper au productivisme ambiant, à la consommation de masse, et mener une vie qui a du sens. Nous sommes parti-es pour nous laisser bousculer et c'est ce qui s'est passé.

Vous aussi, allez dans votre département rencontrer celles et ceux qui se sont engagé-es dans une autre façon de vivre. Vous ne le regretterez pas !



▲ Derrière ce camion, on devine le Jardin d'Émerveille et ses expérimentations ethnobotaniques.

Jardin d'Émerveille

Rémi, installé depuis 8 ans, a créé le Jardin d'Émerveille, un lieu de permaculture, basé à Vaour dans le Tarn en Occitanie. Coline a participé au projet pendant plus de 3 ans, pour gérer la communication, l'administration, la comptabilité et s'occuper un temps du potager. Rémi raconte son arrivée à Vaour "Il y a 15 ans, j'avais des crêtes multicolores, je crachais du feu pendant le Festival de Vaour. Pour les anciens du village, j'étais un punk, ils ne s'imaginaient pas que j'étais travailleur". Aujourd'hui, les habitant-es viennent aux journées portes ouvertes et les enfants à la chasse aux œufs de Pâques. Coline ajoute "On fait beaucoup de troc de matériaux, services, compétences avec les autres structures agricoles du secteur".

Pour Rémi, la permaculture c'est "une philosophie, un art de vivre, qui permet de créer des systèmes résilients, durables qui prennent soin de l'humain et de la terre et qui produisent en abondance des ressources que l'on peut ensuite partager équitablement entre tous". "Chaque élément a plusieurs fonctions et chaque fonction est remplie par plusieurs éléments. Le poulailler est installé dans une serre. En plus de produire des œufs, de la viande, des fientes... les poules vont produire de la chaleur en hiver. Chaque chose a une place, une fonction. C'est bénéfique. Ce principe-là, on le conçoit dans tout" nous explique Coline. Les principes de la permaculture sont aussi transposés aux rapports sociaux. "Ici on expérimente le vivre-ensemble, on apprend à s'accepter comme on est, le peu qu'on apprend entre nous, on le retransmet. On accueille beaucoup de gens en transition... On essaie de transmettre comment on gère nos émotions, comment on communique" développe Rémi.

- Jardin d'Émerveille, lieu dit Al Barthas, 81140 Vaour, tél.: 05 63 53 37 61, remi.kulik@laposte.net.

Notre premier week-end se termine à Montpezat-de-Quercy au *Domaine de Lafage*. Il s'agit d'une ferme en polyculture-élevage, dont l'équipe travaille en bio et biodynamie depuis 1992. Ses 12 hectares de vignes côtoient 24 hectares cultivés en prairie ou céréale qui nourrissent les vaches. Considérées comme la pierre angulaire du système, les vaches permettent de concocter plusieurs préparations biodynamiques qui alimentent les vignes. Parallèlement, Kevin s'attache à consulter consciencieusement les cycles de végétation de sa vigne ainsi que le calendrier

lunaire et planétaire, afin d'obtenir les meilleures raisins possibles. "Les fermes sont essentielles, ce sont des lieux de vie à dimension sociale forte, insiste-t-il. Être paysan, c'est aussi un rôle social".

À LA RENCONTRE D'ALTERNATIVES GERSOISES

Pour le début de ce deuxième week-end de *L'Altercaravane*, Thierry et Marie-Hélène ont préparé les croissants ! Le duo accueille chez lui, le temps d'une semaine, des personnes venues de toute la France, pour apprendre à construire leur propre yourte. L'association *Yourtetoile* s'est constituée pour recevoir les participant-es. Une ancienne bergerie s'est transformée en atelier de menuiserie. Un grenier aménagé au-dessus de la maison sert d'atelier de couture. Grâce aux formations dispensées par l'association, 600 yourtes ont été construites en 2018 ! Thierry livre sa vision : sa motivation première, ce qui lui tient à cœur, c'est que, grâce à la yourte, "on sort du schéma classique : j'ai un métier, j'emprunte, j'achète un terrain dans un lieu pas très joli et je rembourse un crédit sur 20 ans". C'est un acte militant, un "combat contre l'argent", pour ne pas être enchaîné une partie de sa vie.

Pour changer de registre, rien de mieux après des yourtes que d'aller visiter le Château de Belmont. Camille et Léo ont décidé de réhabiliter cet immense château tombant en ruine pour y construire un projet au service du bien commun : le *Château-Neuf des Peuples* (voir l'encadré page 7).

En poursuivant notre périple à Auch, rue de la Convention, nous nous rendons à l'entrée de... *La Convention* (voir l'encadré page 8) et nous rencontrons Manu qui nous accueille avec enthousiasme. Ici se trouve un habitat partagé hors du commun, porté en 2018 à la biennale d'architecture de Venise pour représenter la France !



▲ On se sent toute petite devant le Château-Neuf des Peuples.

Le lendemain, la dernière visite gersoise a lieu sous la pluie, mais personne ne regrette d'être venu-e rencontrer Patrick et Thomas à la *Ferme Canopée* (voir l'encadré page 10), un subtil mélange entre l'individuel et le collectif au service de projets agricoles durables et de l'installation des jeunes !

À LA RENCONTRE D'ALTERNATIVES ARIÉGEOISES

À la ferme du Turol, on ne devine pas qu'il y a ici bien plus qu'un élevage de brebis. C'est le cœur du projet *Laines Paysannes* (voir l'encadré page 9) qu'Olivia a lancé avec Paul en 2016, dans le but de valoriser la laine et de faire vivre une filière locale de textile. À force de travail, d'aide de bénévoles, d'amis-es, le projet a fini par créer plusieurs emplois.

Pour la suite du parcours ariégeois, le groupe se dirige vers Sainte-Camelle où se trouve un écovillage créé en 2011. Dane et Alain vivent en collectif depuis 22 ans. À Sainte-Camelle, les habitant-es cherchent à recréer un écosystème de village, en ayant sur un lieu des activités complémentaires et une entraide bienveillante. Dane insiste sur l'attention qu'il faut porter au relationnel dans un projet commun comme celui-là. Une dimension très bien vécue à Sainte-Camelle qui propose même à des collectifs en formation ou déjà formés de venir quelques jours pour profiter de l'expérience acquise ici.

Non loin de là se trouve un autre lieu collectif : *Le collectif de Pourgues* où Jérôme accueille les visiteu-ses. Début 2017, celui-ci quitte sa vie parisienne pour venir en Ariège fonder avec d'autres un lieu basé sur les valeurs et le fonctionnement de "l'École Démocratique".

Celle-ci donne aux enfants la liberté de choisir ce qu'ils et elles ont envie de faire, sans programme, emploi du temps ni évaluation.

Château-Neuf des Peuples

Camille Lecœur (32 ans) est originaire de région parisienne et est un ancien circassien. C'est un héritage familial qui lui a fait changer le cours de sa vie. Camille avait alors plusieurs choix face à lui : soit repartir en voyage, soit mettre cet argent au service d'un projet qu'il jugeait noble et porteur de sens. C'est finalement accompagné de son ami d'enfance Léo Ferreira (27 ans), musicien, qu'il a choisi cette deuxième option.

Camille et Léo ont décidé de réhabiliter le château de Belmont, renommé par eux *Château-Neuf des Peuples*. Ce patrimoine gersois qui date du 17^e siècle s'étend sur un domaine de 5 hectares et se compose de 2 500 m² de bâtiment. Depuis un an, l'imposante bâtisse est rénovée au gré de chantiers participatifs, par des bénévoles, jeunes ou moins jeunes, mu-es par l'envie de participer à la réalisation du rêve des deux initiateurs du projet.

L'objectif est de répondre à une problématique réelle du territoire, et de créer un lieu d'activités à la fois artisanales et artistiques dans l'enceinte du château. Camille et Léo souhaitent en effet proposer à des artisan-es, créatrices d'entreprises, associations, artistes de la région, de louer à loyer modéré des espaces du château, pour des cours, des stages ou des espaces de travail. Cela pouvant prendre diverses formes, allant de la musique à l'art, le travail sur le jardin, la menuiserie, ou encore le travail social.

Ils aimeraient aussi que ce château soit un lieu permettant d'ouvrir la culture et l'art à tou-tes, grâce à l'accueil de groupes de personnes âgées, en réinsertion professionnelle ou en situation de handicap. Camille et Léo souhaitent ainsi recréer de l'activité économique sur ce territoire rural délaissé, et mettre en valeur ses nombreuses ressources et potentialités.

- Le Château-Neuf des Peuples, Lieu-dit Le Château, 32190 Belmont, chateauneufdespeuples.com

L'écovillage de Pourgues réunit aujourd'hui 21 adultes et 9 enfants dans un cadre où chacun-e a la possibilité de faire ce qu'il ou elle veut à condition que cela ne transgresse pas la liberté des autres.

Continuant vers les montagnes, dans le massif du Plantaurel, la ferme collective de Bragat sera le dernier lieu de l'aventure Ariégeoise. Avant de visiter la ferme, nous discutons avec Serge et Marcel du *Comité Écologique Ariégeois* qui se sont déplacés jusqu'ici pour partager leur expérience dans le combat pour la défense de la biodiversité :



▲ Ce n'est pas rien de rénover un château !

La Convention

Au printemps 2013 Sylvie et Fred effectuent une première visite du lieu situé à Auch. Un groupe de six personnes se forme ensuite pour réfléchir à la faisabilité d'un projet d'habitat partagé. Après un an de réunions, et l'ouverture à des propriétaires bailleurs, le collectif achète un ensemble de 3000 m² de foncier dont 1800 m² habitables, répartis sur 6 niveaux en terrasses, avec une vue imprenable. Monastère du 17^e siècle puis école privée et institut médico-éducatif, abandonné pendant 5 ans : tout est à imaginer pour y accueillir 15 foyers ! Pour répartir les lots, le collectif a pris en compte les besoins et les capacités financières de chacune et a créé 16 logements entre 40 et 140 m², des appartements dans le bâtiment principal aux grands duplex avec cour. Aujourd'hui, 30 personnes de tous âges et de toutes situations habitent dans ce lieu atypique. Une des plus grandes clés pour que l'alchimie fonctionne est d'articuler, de respecter à la fois le privatif et le collectif. Pour cela, deux bâtiments des années 40-50 ont été démolis pour réduire les vis-à-vis et transformer cet espace en terrasse et jardins. Étant donné la difficulté de l'accès pour faire les travaux, les gravats ont été évacués à la brouette thermique jusqu'à remplir 80 bennes de chantier. Un travail de forçat ! Aujourd'hui *La Convention* a le statut de copropriété classique, sur lequel se greffe une association de partage. Le projet veut associer les enjeux sociaux, solidaires et des enjeux écologiques. Il a permis l'accès à la propriété pour des ménages qui ne l'auraient pas pu autrement, grâce au projet collectif. Ce projet d'habitat partagé repose sur la récupération des matériaux et la création de liens de solidarité avec la mutualisation des outils, un système interne de récupération, de partage et d'entraide. Chaque mois, tou-tes les habitant-es se retrouvent pour une journée festive de travaux en commun, les "mingas".

• La convention, 18 rue de la convention, 32000 Auch, laconvention-habitatpartage.org

"Il faut être raisonnables dans la gestion de la nature, et en ce moment ce n'est pas le cas, c'est toujours une inflation, une demande supplémentaire. La paix n'est pas toujours dans les campagnes, notamment avec ces contraintes qu'on veut faire peser sur nos paysages et à nos gens". La campagne ariégeoise a aussi ses Grands Projets Inutiles Imposés à combattre. Le comité, qui agit sans violence, a remporté quelques succès, comme l'interdiction de chasser cette année le grand Tétraz, un bel oiseau qui se raréfie dans les Pyrénées.

Puis c'est Sylvestre qui raconte l'histoire de la ferme de Bragat. Avec ses deux frères et des ami-es venu-es d'Alsace, ils et elles se sont installé-es en Ariège en 2016 pour concrétiser leur projet d'installation agricole en collectif. Actuellement le lieu héberge 18 personnes, la production est vendue sur place, sur les marchés ou via des paniers en Amap. Chaque lundi après-midi, une réunion permet d'organiser la semaine, les trajets, le fonctionnement global, les éventuelles absences à gérer, par consensus. Et Sylvestre de témoigner : "Il y a une grande attention à l'autre, et beaucoup d'écoute, plus que dans les autres collectifs où j'ai vécu, et ça change tout ! Par exemple, un tel n'a pas parlé, je vais lui donner la parole car j'ai envie d'avoir son avis. Sur le collectif de base, on n'était pas 8, on était 9 : 8 individus et un collectif".



▲ La Convention, à Auch. Qui aurait dit que cet ancien monastère se transformerait en habitat partagé ?

IL SUFFIT DE TRAVERSER LA RUE...

Après autant de rencontres, il est possible de témoigner de l'expérience irremplaçable que constituent de telles visites. On connaissait les films-documentaires, comme *Demain*, où les actrices sillonnent le monde en avion caméra en main. Mais là c'est bien plus réel. On rencontre des personnes, et pas seulement des projets. Des personnes en chair et en os, avec qui on peut apprécier un temps de convivialité et poser nos questions, aborder les questions délicates, les contradictions, les difficultés rencontrées, sans que rien ne soit coupé au montage.

On rencontre des gens qui sont à 1h de chez nous, des gens comme nous finalement, comme tout le monde. On se rend compte que ce n'est pas le bout du monde, que nous aussi nous pouvons oser réaliser nos projets. Pour cela, l'expérience que nous ont partagée tous ces gens nous servira pour passer au travers des difficultés habituelles. Par exemple nous avons été frappé-es par le nombre de projets mis en difficulté à causes de séparations, amoureuses ou amicales, et sur la fréquence à laquelle le relationnel est abordé. Tous ces contacts sont aussi pour nous des points de départ pour concrétiser nos idées. C'est le contact direct avec des êtres humains qui donne vraiment envie de se lancer.

Les jeunes du CCFD en Midi-Pyrénées ■

Laines Paysannes

Tisserande de formation, Olivia découvre les métiers de la laine et de la teinture végétale en Amérique Centrale. De retour en France, elle se rend compte que la laine n'est pas considérée comme une ressource, alors qu'elle est présente sur tout élevage de moutons. Pour redonner de la valeur à ce produit noble, elle se forme auprès de celles et ceux qui savent et font encore. Elle expérimente beaucoup. À la suite de sa rencontre avec Paul, le duo décide de créer *Laines Paysannes* en 2016. Paul et Olivia commencent de manière expérimentale avec la laine du troupeau de Paul. Le tissage à la main a permis de commencer par faire des pelotes de laine à tricoter, des chaussettes et des couettes.



En 2018, ce sont 5 000 kg de laine achetée à 12 éleveur-ses membres, qui sont transformés. Le pari est réussi : créer des vêtements et des accessoires de literie à partir de la laine récoltée localement en Ariège, dans le Gers, l'Aude et l'Hérault, avec une traçabilité parfaite.

Cécile, Marie et Sarah ont rejoint l'équipe de *Laines Paysannes* pour créer, gérer et mieux communiquer sur l'association, en phase de transformation en SCIC. Dans ce processus qui nécessite de nombreux savoir-faire : le tri, le lavage, le cardage, le filage, le tissage, tout est une problématique d'échelle et de maillage du territoire. "Quand on est tout petit c'est compliqué". Comment faire laver 5 tonnes à une entreprise voisine qui n'en fait que 400 kg par semaine ? Pas possible de faire des chaussettes fines avec du fil épais fabriqué par la filature voisine... "On fait avec ce qu'on a comme industrie", et dans le domaine de la laine, il n'y a pas beaucoup de transformateurs en France. Avant toutes ces étapes, il y a le travail "sur le terrain" avec les éleveur-ses : les sensibiliser et les former sur la qualité de la laine, faire du lien, réunir un groupe... Toujours avec la volonté de faire le plus possible avec ce qu'offre le territoire.

• **Laines paysannes**, Ferme de Tourol, 09100 Bonnac, lainespaysannes@gmail.com, laines-paysannes.fr



La Ferme Canopée

Patrick Adda, 53 ans, habite à Auch après avoir quitté la région parisienne, il y a 15 ans. Impliqué dans de nombreux projets associatifs et citoyens sur le territoire, il a pris la mesure des enjeux agricoles en côtoyant des fermes. Il a alors décidé de monter le projet de la ferme *Canopée* en 2012 pour répondre aux problématiques d'installation des jeunes, de diversification des productions agricoles, de sécurité alimentaire et d'utilisation des énergies fossiles.

La ferme *Canopée* est une ferme de 40 hectares acquise en 2012 par Patrick. Ce lieu a vocation à accueillir des jeunes souhaitant se lancer dans l'agriculture, en leur permettant de louer et développer leur propre terrain de travail via un bail rural à clauses environnementales. Cinq personnes se sont installées en maraîchage depuis 2016.

Le but du projet est de créer un écosystème diversifié, un modèle qui marche. Un cahier des charges encadre les valeurs portées par les habitant·es du lieu. Il est axé sur des valeurs de préservation de l'environnement, de préservation des sols, de bien-être animal, d'agroforesterie et une distribution locale des produits.

Chacun·e est indépendant·e, de la production à la commercialisation. L'avantage de ce mode de fonctionnement : chaque personne a son propre rythme, ses propres objectifs de production, de qualité de vie, de rémunération... et n'est pas obligée d'organiser son travail de manière collective. Dans tous les cas, elles peuvent compter sur le soutien de "leur voisin·e de parcelle" et sur l'accompagnement de Patrick pour les aspects économique et la mise en réseau. Le fonctionnement permet une mutualisation de machines, du hangar et d'événements collectifs (chantiers, marché à la ferme...). Un mélange entre l'individuel et le collectif au service de projets agricoles durables et de l'installation des jeunes !

• La Ferme Canopée, 32260 Sansan, www.lafermecanopee.com

Bien vivre sur son territoire pour vivre en paix

Le groupe a enregistré des interviews des personnes rencontrées, à partir du thème "*Bien vivre sur son territoire pour vivre en paix*", pour interroger les porteur·ses de projets locaux sur le sens qu'ils et elles donnent au "bien vivre", à la paix, à la manière de la vivre au quotidien, au lien qu'ils et elles font entre leur projet et leur territoire, de quelle manière ils et elles favorisent le "vivre ensemble".

Les interviews sont écoutables sur [https://soundcloud.com/CCFD Terre Solidaire Sud Ouest](https://soundcloud.com/CCFD_Terre_Solidaire_Sud_Ouest)

Le groupe a aussi fait une carte des alternatives répertoriées en Midi-Pyrénées sur [http://umap.openstreetmap.fr/Jeunes CCFD - cartes des alternatives](http://umap.openstreetmap.fr/Jeunes_CCFD_cartes_des_alternatives)

Contact du groupe local du CCFD : ccfd31ja@netcourrier.com

Contacts des alternatives citées :

- Le BaZart, 13 rue Saint-Angel, 82140 Saint-Antonin, lebazart.fr, tél.: 05 63 65 60 06.
- Communauté de Verfeil-sur-Seye, association "Le petit Verfeillais", rue centrale, 82330 Verfeil-sur-Seye, lepetitverfeillais@gmx.fr.
- Domaine de Lafage, 3340 route de Paris, 82270 Montpezat-de-Quercy, tél.: 05 63 02 06 91.
- Yourtetoiles, Au Poc 32300 Estipouy, <http://yourtetoiles.com>, Thierry Hullin, thierry@aupoc.com.
- Ecohameau Sainte Camelle, 09100 Saint-Victor-Rouzaud <http://ecovillagestecamelle.fr>, contact@saintecamelle.fr.
- École démocratique de Pourgues, Ecovillage de Pourgues, Pourgues, 09130 Le fossat, info@villagedepourgues.coop, www.villagedepourgues.coop.
- Comité écologique ariégeois, contact@cea09ecologie.org, cea09ecologie.org, tél.: 05 61 01 94 23
- Ferme de Bargat, 09240 Suzan, lesbeescornues@riseup.net, lesbeescornues.toile-libre.org.



▲ C'est à vélo que l'équipe de Crescendo a décidé de partir à la rencontre des coopératives d'activités.

Le Tour des coopératives d'activités en 80 jours

De juin à septembre 2018, en Normandie, une équipe de salarié·es-entrepreneus·es a décidé de se mobiliser pour faire connaître le modèle entrepreneurial coopératif. Retour sur ce tour à vélo dans les départements de l'Orne et de la Manche.



LA COOPÉRATIVE D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI, c'est une entreprise qui propose une alternative à l'entrepreneuriat classique. Le porteur ou la porteuse de projet bénéficie du statut d'entrepreneur-salarié, est indépendante et crée son activité, en même temps que salarié·e de la coopérative dans laquelle il et elle exerce, avec une protection sociale complète. Pour faire connaître cette façon d'entreprendre, avec la CAE *Crescendo*, à laquelle nous appartenons, nous nous sommes lancées dans un tour à vélo de trois mois, façon Jules Verne. Le but était de tisser des liens entre territoires et coopératives, de collaborer à un projet commun et de partager des moments conviviaux et fédérateurs.

HUIT ÉTAPES AU COMPTEUR

Le challenge comptait huit étapes. Nous avons rejoint une fête communale, un marché, un festival... Pour, à l'arrivée, partager avec celles et ceux qui le souhaitaient notre expérience de la création d'activité au sein de *Crescendo*. Nous sommes allées à la rencontre des projets : une ferme gérée de manière collective, un salarié-entrepreneur devenu associé de la coopérative...

Nous avons également organisé une étape avec une *Maison Familiale Rurale* et une autre avec une *Coopérative Jeunesse de Services*.

Cette aventure, c'est aussi des champs de coquelicots et de bleuets, une ruche au coin d'un champ, l'évocation de souvenirs, des pauses sucrées... On s'est émerveillé, on a appris et testé, on a pique-niqué et

dégusté, on a échangé, ri, créé ou resserré des liens... Parce que c'est aussi ça la coopérative !

UNE FORMULE QUI SE DÉVELOPPE

En l'espace de 10 ans, quatre CAE se sont développées sur le territoire Orne-Manche. *Crescendo*, qui a initié l'événement, est une coopérative généraliste (artisanat, informatique, bien-être, etc.).

Ce fut la première à voir le jour, en 2009. Il existe maintenant une coopérative des métiers du bâtiment, une coopérative agricole et une coopérative dédiée à la formation. Au cœur de celles-ci, on y retrouve l'humain et la coopération.

À elles quatre, elles représentent un réseau de plus de 230 entrepreneus·es installés sur un territoire qui s'étend de Cherbourg à Argentan et d'Avranches à Mortagne-au-Perche... Avec le *Tour des CAE*, nous souhaitons mettre en lumière ces hommes et ces femmes qui offrent une réponse aux enjeux de développement et d'attractivité de nos territoires.

Dans le rétroviseur, il y a des entrepreneus·es qui ont répondu de manière volontaire à l'appel, des organes de presse locale et nationale qui ont relayé l'initiative, des créateurs et créatrices en herbe informés·es...

Une deuxième édition ? Un passage de relais ? Un tour régional ou national ? Tout est possible, les cheveux au vent !

Pauline Boittin et Sophie Barbot, membres de Crescendo ■

Crescendo est une coopérative généraliste implantée à Flers (Orne) depuis 2009. Elle compte 130 entrepreneus·es (chiffre 2017) avec des activités très variées : jardinage, artisanat, assistance administrative, etc.

■ CRESCENDO Coopérative d'Activité et d'emploi
25 rue Jules Gévelot
61100 FLERS
Tél.: 02.33.64.43.42
crescendo.cae@orange.fr
www.crescendo-cae.fr

Charlène Poret et Anne Vandenberghe, *Les Ateliers de Chapo Bourrache et Coquelicot*

30 et 57 ans

Nous voulons vivre de nos savoir-faire et ne voulons pas nous lancer seules dans l'aventure. Nous avons trouvé à Crescendo soutien, échanges, partages qui nous permettent d'aller de l'avant.

- **Les ateliers de ChaPo**, Charlène Poret, La Ratterie, 61420 Livaie, tél. : 06 77 72 62 43, <http://broderiechapo.fr>. Charlène, brodeuse, dentellière et teinturière, propose des formations, des conférences, des animations et des créations d'arts textiles.
- **Bourrache et Coquelicot**, bourracheetcoquelicot@gmail.com, tél. : 06 73 63 11 29, <https://bourrache-et-coquelicot.com>. Anne cueille, produit sirops et confitures avec les plantes cueillies et propose des animations et formations sur la cueillette et la cuisine des plantes sauvages.



Marion Angot

Régine duval

Yoga Granville

Voilà 8 ans que j'ai intégré la CAE Crescendo et je suis maintenant associée. J'apprécie d'être indépendante dans mon travail et accompagnée dans le suivi de mon activité.

- **Cours de Yoga et de Do-In**. Association "Détente Yquelonnaise", salle de la mairie, 130 rue de la Grange Dimière, 50400 Yquelon, tél. : 02 33 90 78 84, <https://www.yogagranville.fr>

Clément Majchrzak *Abcyclette*

29 ans

J'aime l'idée de défendre aussi les acquis sociaux liés au salariat. Accompagner le Tour des CAE à vélo... une évidence pour ABCyclette!

- **Abcyclette**, info@abcyclette.xyz. Réparation à domicile et animation vélo.



DR



Patrice Croci *Bocage E Vous*

52 ans

La force de ce modèle est de pouvoir progresser à sa vitesse en contrôlant les charges souvent très élevées lors d'une création d'activité alors que l'on n'a pas encore réalisé de chiffre d'affaires.

- **Bocage E Vous**, tél.: 06 61 77 29 52, bocagevous@gmail.com. Production de paillage bois et développement de services pour le maintien des haies bocagères, Coutances et sa région.

Pauline Boittin *La Gomette*

28 ans

Le Tour des CAE, c'est l'opportunité de valoriser le statut d'entrepreneus-e-salarié-e et d'échanger avec toutes les personnes que tente l'aventure de la création d'activité, à la force de nos mollets.

- **La Gomette**, contactlagomette@gmail.com, tél. : 0679528137, <http://www.la-gomette.net>. Communication, consultante et formatrice.

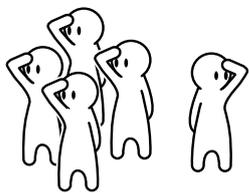


Elsa Glückmann-Bertoli *En langue des signes autrement*

33 ans

Crescendo s'occupe de l'administratif ce qui me permet d'être plus performante sur le terrain. De plus, la coopérative m'accompagne avec des temps de formation : marketing, commercial, comptable, etc.

- **En langue des signes autrement**, elsa.gluckmann@gmail.com, tél. : 06 69 63 44 48, <https://elsagluckmann.blogspot.com>. Interprète en Langue des Signes Française.



En Isère, Gilets jaunes et villageois·es dénoncent la pollution de Lactalis

Dans le Vercors, les Gilets jaunes ont manifesté samedi 16 février dans un village, avec les habitant·es. Le but : protester contre le géant du lait, Lactalis, dont une fromagerie déverse ses eaux usées dans l'Isère.



Arnaud Bertrand/Reporterre

Direction départementale du territoire, L'Étoile du Vercors rejette chaque année dans la rivière l'équivalent des eaux usées d'une ville de 8 000 à 10 000 habitant·es.

"Plus de poissons, moins de poisons"

Ils et elles sont une centaine de Gilets jaunes, du coin et des départements voisins, à avoir quitté leurs ronds-points pour cette journée d'action. Dans une ambiance bon enfant, les premiers tractages commencent. Objectif : mettre l'accent sur un dossier qui empoisonne une commune et une région autant que redonner un souffle nouveau à la contestation. "Il faut se battre au niveau local, explique Julien Terrier, à l'origine de cette initiative, cibler des entreprises comme Lactalis aujourd'hui et dénoncer ces pratiques."

"Au début du mouvement, on a été présentés comme opposés à l'écologie alors que c'est une de nos batailles ! On veut une société, une agriculture humaine et respectueuse de l'environnement, pas des lobbies", lancent Katy et Patrick, Gilets jaunes drômois-es.

Au cœur du dossier, le traitement des eaux. En 2011, la station intercommunale d'assainissement sortait de terre au prix de 22 millions d'euros. Aujourd'hui, elle est sous-utilisée et tourne à 40 % de son potentiel de traitement selon le syndicat mixte d'assainissement pour la Bourne et la Lyonne Aval. Alors que l'entreprise voisine s'est raccordée sans sourciller, L'Étoile du Vercors s'y refuse, Lactalis souhaitant construire une station d'épuration autonome. Et ce, même si les canalisations de la station publique ont été prolongées devant sa porte. De quoi faire entrer dans une colère froide Nathalie, voisine de l'usine depuis 14 ans : "Je ne comprends pas que nous soyons obligés de payer notre raccordement à la station publique et pas Lactalis."

10 heures, samedi 16 février 2019. Une file de gilets fluo converge non loin de la fromagerie de L'Étoile du Vercors, propriété depuis 2011 du leader mondial du lait, Lactalis. L'opération, rendue publique, a suffisamment été prise au sérieux par la direction de l'usine pour qu'elle décide de suspendre son activité — entre 46 000 et 58 000 litres de lait traités par jour.

La fromagerie, créée en 1942 et qui emploie 147 salarié·es, est l'un des points de ralliement isérois en ce 14^e acte de mobilisation des Gilets jaunes. Motif de la contestation : les effluents que l'usine déverse dans l'Isère, résidus de lait et substances chimiques de désinfection. Une pollution qui perdure depuis plusieurs décennies malgré le combat des élu·es locaux. Selon la

En partenariat avec : www.reporterre.net



Cyclotour d'Europe musical



Le Cyclotour à Cracovie en Pologne autour de la musique Klezmer.

Alexandre Hagenmuller a parcouru 12 000 kilomètres à vélo en 2017 et 2018 en empruntant essentiellement les pistes Eurovélo à travers 22 pays dont la Suisse, la Slovaquie, le Monté-

négro, l'Albanie, la Turquie, la Roumanie, la Hongrie, l'Autriche, la Pologne, l'Allemagne et la Belgique. Son objectif : "Prouver que la musique peut faire tomber la barrière des différences." Il a rencontré des dizaines de groupes de musique et a enregistré des morceaux avec 47 d'entre eux, afin de créer ensemble un album musical européen. L'ensemble des appareils électriques nécessaires à l'enregistrement notamment ont été alimentés par une dynamo et une mini-batterie solaire. Alexandre et l'équipe qui l'accompagne ont créé une exposition et un film à partir de cette expérience. À son retour, l'équipe a créé le Decibel'Europe Tour, qui organise notamment des concerts à Nantes et à Bordeaux les 12, 13 et 14 avril 2019 avec d'autres musicien·nes européen·nes.

◆ Cyclotour d'Europe musical, europemusicbiketour.wixsite.com

» Ardèche

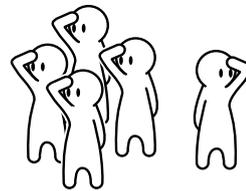
Mésange et libellule

Cette association basée à Aubenas organise des sorties nature pour les enfants dans l'esprit des pédagogies ancrées dans la relation avec la nature.

Apprendre à connaître et à aimer la nature pour en prendre soin, par le plaisir, la découverte, le jeu, l'exploration. Cela va de la demi-journée au stage de plusieurs jours.

◆ <https://mesangeetlibellule.com>





Médias



♦ **"Pourquoi est-il si bon de consommer ?"**, revue *Projet*, n° 367, décembre 2018, 13 €. Tous les numéros de la revue *Projet* passionnent, car ils ont cette qualité de nous informer sans nous orienter, de nous faire réfléchir sans nous infléchir. Et ce numéro sur la consommation, son histoire,

le poids des injonctions contemporaines et de la publicité, mais aussi sur les moyens de s'en éloigner, est le bienvenu. Revue donnant largement la parole à des universitaires, on trouve néanmoins au détour d'une page un article de Marguerite de Larrard, maraîchère en Haute-Garonne et militante pour la "sobriété heureuse". Un numéro riche et à l'écriture abordable.



♦ **États d'urgence**, n° 2, éd. *Libertalia*, 4^e trimestre 2018, 160 p., 18 €. Un collectif de photographes qui travaille sur les questions sociales, avec une large place dans ce numéro aux migrations actuelles. Également au

sommaire : une grève à la Poste, Notre-Dame-des-Landes, etc.



♦ **Abeilles en liberté**, n° 1, janvier 2019, 8,90 €. Nouvelle revue consacrée aux pollinisateurs et à la biodiversité. Revue trimestrielle qui fait la part belle aux images, elle se propose d'explorer les initiatives qui favorisent l'émergence d'un autre rapport à la nature, loin des chemins de la productivité, en se centrant particulièrement sur les abeilles, mais pas seulement. www.abeillesenliberte.fr



♦ **Acrimed** a lancé, avec l'appui de la revue *Silence* et d'autres associations, des organisations de journalistes, des médias, des syndicats et des organisations politiques une déclaration commune pour se "*mobiliser pour une réappropriation démocratique des médias*". Réponse au traitement trop souvent méprisant et partiel du mouvement des Gilets jaunes, cette tribune voit dans la défiance envers les grands médias l'opportunité de questionner les orientations éditoriales de ceux-ci et d'affirmer l'importance de la réappropriation démocratique des médias. À retrouver sur le site d'*Acrimed*, "Réapproprions-nous les médias !", publié le 18 février 2019.

» Rhône

Une verveine pour les Sans-terre

À Lyon, depuis 2003, le groupe de soutien au mouvement brésilien des Sans-terre cultive de la verveine et la vend pour financer les projets sur place. Tous les premiers mardis du mois, c'est l'opération "Verveine solidaire". Le collectif se réunit dans un bar associatif, *De L'autre côté du pont*, pour effeuiller et ensacher de la verveine, qui sera ensuite vendue au profit du mouvement des Sans-terre au Brésil. Le projet est collectif : un couple de maraîchères de la *Confédération paysanne*, Dominique et Françoise Vianney, mettent à disposition des terres, et là, les soutiens mettent la main à la terre : les militant-es se sont initié-es au jardinage et plantent, désherbent et récoltent la verveine. Les paquets s'accumulent, et les résultats sont là : 1 500 € récoltés par an (un sachet de verveine de 32 g est vendu 3 €). Des mains vertes et un soutien cohérent pour un mouvement qui depuis les années 1980 a récupéré 7,5 millions d'hectares de terres, qui permettent à 350 000 familles de vivre de leur travail dans le cadre de coopératives rurales.



♦ **Contact** : Les amis des Paysans Sans-terre du Brésil -Rhône, Centre Culturel Œcuménique JP Lachaize, 39 rue Georges Courteline, 69100 Villeurbanne, <http://amisdessansterre.blogspot.com>, solen.prieur@gmail.com

» Paris

Vivre d'amour et de drêche ?



La drêche vous connaissez ? Ce résidu du brassage de céréales est généralement utilisé pour alimenter les bovins. Avec l'essor des agrocarburants entre autres, leur quantité s'est accrue à ne plus savoir qu'en faire : il s'en produit 50 000 tonnes par an en France. La drêche se retrouve notamment comme résidu du brassage de la

bière. Il n'a pas échappé à certaines personnes que cette substance est un produit comestible, riche en fibres et source de protéines. D'où l'idée de transformer les drêches issues de brasseries biologiques en aliments pour les humains. C'est le pari lancé et réussi par la *Drêcherie*, atelier parisien qui fabrique, en utilisant cette substance, des bâtonnets apéritifs (*Brewsticks*) et du pain (*L'origine du pain*). Aujourd'hui ces deux entreprises artisanales ont décidé de se rapprocher de leur source d'approvisionnement, la *Brasserie de l'Être*, dans le 19^e arrondissement de Paris. Déménagement prévu pour 2019, s'ils récoltent suffisamment de fonds pour cela. La drêche, une piste supplémentaire pour se nourrir en période d'insécurité alimentaire.

♦ **Brasserie de l'Être**, 7 ter rue Duvergier, 75019 Paris, <https://brasseriedelesetre.paris>

♦ **L'origine du pain**, 15 rue Barrelet de Ricou, 75019 Paris.

» Ile-et-Vilaine

Des toilettes sèches en immeuble, c'est possible !

Les habitats participatifs se multiplient, et l'*Ôôberge* à Dol-de-Bretagne est en train d'être construite. Les travaux de ce projet d'habitat participatif doivent se terminer fin 2020. Un habitat de plus, mais une première en matière d'assainissement écolo. C'est le premier bâtiment collectif d'habitation en France à permettre le tri à la source des excréments. Suivis par l'organisme HLM de l'intercommunalité (maître d'ouvrage des bâtiments) et la Scop *Ecosec*, qui développe des sanitaires collectifs écolos, les futur-es habitant-es

de l'*Ôôberge* ont pu mettre en place un système innovant. Assis-es sur le siège d'une toilette sèche, leurs urines descendront par gravité dans des tuyaux prévus à cet effet, jusqu'à une cuve située sous la terrasse du futur bâtiment commun. Au lieu de tirer la chasse d'eau, les usagè-res actionneront, grâce à une pédale à pied, un ingénieux système de tapis roulant qui conduira les matières fécales et le papier toilette dans un réceptacle à l'arrière de chaque cabinet. La VMC, qui aspire l'air intérieur des habitations,

sera connectée via l'intérieur des toilettes, ce qui empêchera tout reflux des mauvaises odeurs. Une séparation des urines et des selles "à la source", qui permettra de transformer le caca en engrais de qualité, et aux urines d'être valorisées par des agricult-rices pépiniéristes. Un projet novateur qui montre qu'il est possible d'imaginer une nouvelle filière d'assainissement. **Contact** : habitatdol@gmail.com. (Source : *L'Âge de Faire*, n°138, février 2019)



» Allemagne

Un peu de répit pour la forêt d'Hambach



La forêt d'Hambach est un lieu de résistance depuis plusieurs mois pour les écologistes et elle est devenue emblématique du mouvement climatique allemand. Cette forêt est en effet menacée de destruction au profit d'une mine de charbon, et l'opposition à cette destruction s'est faite farouche. Alors que le groupe énergétique allemand RWE prévoyait d'y démarrer l'abattage des arbres en octobre 2018, des mois de manifestations s'y sont opposés et une ZAD s'est installée dans les arbres. Les autorités de la région ont finalement annoncé mi-février 2019 qu'aucun déboisement n'aurait lieu avant 2020. En parallèle, la "commission charbon" chargée d'étudier les scénarios possibles de sortie allemande du charbon a recommandé de préserver définitivement la forêt de Hambach. Cette commission a aussi précisé que l'Allemagne a jusqu'en 2038 pour fermer l'ensemble de ses centrales au charbon, qui alimentent encore plus d'un tiers de la population en électricité. Si la forêt millénaire de Hambach n'a donc a priori pas besoin d'être rayée de la carte, la vigilance reste de mise, après la célébration de cette victoire d'étape.

» Alsace

Une décharge d'amiante dans un parc naturel ?



Deux énormes trous de 3 700 m² chacun et de 10 mètres de profondeur pour entreposer 150 000 tonnes de déchets et de gravats de chantier contenant de l'amiante (3 500 m³ par an), pour une durée de 30 ans. Tel est depuis 2015 le projet d'Axest, filiale de l'entreprise Sotravest, sur le territoire de la commune de Niederbronn-les-Bains (Bas-Rhin). Le tout, au cœur du Parc Naturel Régional des Vosges du Nord. Un collectif d'habitants et d'associations, *Non à l'amiante*, s'est constitué pour lutter contre ce projet. Il met en avant d'autres techniques plus écologiques pour traiter ces déchets. Il agit via l'information du public localement, une pétition, des manifestations et par le biais juridique en attaquant ce projet. Le 17 janvier 2019, le tribunal administratif de Strasbourg a apporté un verdict en demi-teinte, en annulant l'arrêté autorisant l'entreprise à exploiter ce site de stockage, mais en n'empêchant pas l'enfouissement pour les six mois à venir. Une manière de renvoyer la balle au préfet.

♦ *Contact du collectif : Association Héron, 5 rue des baigneurs, 67110 Reichshoffen, www.antiamiante-niederbronn.fr*

» Éducation

Affiche ta nature

Affiche ta nature est une campagne lancée par le *Printemps de l'éducation* (mouvement pour un renouveau de l'éducation), début février 2019. Les enseignant-es de toutes les écoles qui passent du temps dans la nature avec leurs classes sont invités à témoigner par le simple envoi d'une photo. L'objectif ? Témoigner qu'on peut faire énormément de choses dans la nature. La récolte se clôturera en juin 2019. Une fois ces photos récoltées, ce sera l'heure du bilan : combien d'enseignant-es vont au contact de la nature avec leurs classes ? La campagne souhaite créer une dynamique de convergence qui regrouperait les écoles alternatives et les enseignant-es du système classique et montrer au ministère l'importance du rapport au vivant. Cette campagne se clôturera lors d'une Agora des colibris sur l'éducation programmée, les 15 et 16 juin 2019 à Paris.

♦ *Printemps de l'éducation, 48 rue d'Alésia, 75014 Paris, <https://printemps-education.org>*



» Isère - Chamrousse

Eau de source VS station de ski, la guerre est ouverte



En 2016, des travaux effectués sur la piste olympique de Chamrousse ont provoqué des coulées de boue et une turbidité (caractère trouble) telle qu'ils ont contaminé le captage

de Fontfroide, qui alimente en eau potable cinq communes (Saint-Martin d'Uriage, Vaulnaveys, Herbeys, Poisat, Venon et Brié-et-Angonnes).

Cette eau, désinfectée jusque-là aux ultraviolets (procédé le plus neutre pour rendre l'eau potable), si pure qu'elle est même à l'origine des magasins *L'Eau Vive*, a changé de goût en 2016. Depuis, une forte odeur de chlore s'en dégage. L'Association des eaux de Casserousse (Asec) se monte alors pour comprendre ce qui s'est passé et défendre la santé des habitants. Mais c'était sans compter le projet d'agrandissement de la station, Chamrousse 2030. Malgré l'endettement des stations et leurs besoins toujours accrus en eau, le plan de 28 millions d'euros débloqués en 2016 par la région Rhône-Alpes pour l'achat de

canons à neige a été complété pour un nouveau plan de 28 millions d'euros dans le cadre du programme 2018-2021. Ce plan a démarré en janvier 2019. Un des projets ? La construction d'une usine à neige ! Les eaux souillées par cette usine risquent bien d'alimenter et de polluer le captage de Fontfroide. Le projet, soutenu par le maire de Chamrousse et la station, sera difficile à stopper, mais les récentes mobilisations citoyennes ont montré qu'il est possible d'inverser le sens du ruissellement ! (Source : *Le Postillon*, n°49, hiver 2019)

On veut des paysan·nes, pas des robots !



Les 11 et 12 décembre 2018, lors du Forum national de la robotique agricole qui se tenait à Toulouse, une vingtaine de personnes ont interrompu le directeur de l'entreprise de tracteurs autonomes John Deere pour lire une tribune intitulée "Nous ne voulons pas que les robots remplacent les paysans". Voici quelques

échantillons de ce beau texte adressé au gratin de l'informatisation de l'agriculture.

"(...) Quel sera le résultat de l'agriculture dite "augmentée" que vous cherchez à imposer ? Des robots-maraîchers et de la surveillance des cultures par drones ? En apparence et dans l'immédiat, des gains de puissance et de précision, pour ceux qui les utiliseront. Mais le résultat le plus massif et durable sera la dépendance encore accrue des agriculteurs à l'égard des grandes industries. Depuis plusieurs dizaines d'années déjà, ils sont dépendants d'un complexe bancaire et industriel écrasant : Crédit agricole, géants de la chimie, des semences et de l'agroalimentaire...

Les exploitants qui auront la brillante idée d'acquiescer/d'accepter vos joujoux électroniques seront en prime tenus par les Gafam (Google, Amazon, Facebook, Apple et Microsoft) et les multiples acteurs capitalistes qui gravitent dans leur orbite. Plus que jamais, ils n'auront la maîtrise de rien sur leur ferme ; ils comprendront

de moins en moins le fonctionnement de leurs outils de travail ; ils se couperont de la réalité sensible et vivante des champs, des plantes et des animaux.

(...) Ce ne sont pas vos robots qui vont subitement rendre l'élevage ou le maraîchage rentables — au contraire, ils feront probablement encore baisser les prix des produits à la vente. Ces activités sont déjà tellement industrialisées, et pourtant elles sont sous perfusion permanente d'argent public. Plutôt que des satellites, des capteurs et des robots, elles nécessitent une main-d'œuvre nombreuse pour partager le travail, des rapports coopératifs, une déspecialisation...

(...) Les machines en question, loin de donner naissance à des pratiques agricoles moins polluantes (y croyez-vous vous-mêmes ?), vont aggraver à l'échelle mondiale le saccage des milieux naturels. La fabrication de toute la quincaillerie informatique apporte aujourd'hui une contribution majeure à la catastrophe écologique en cours. (...)"



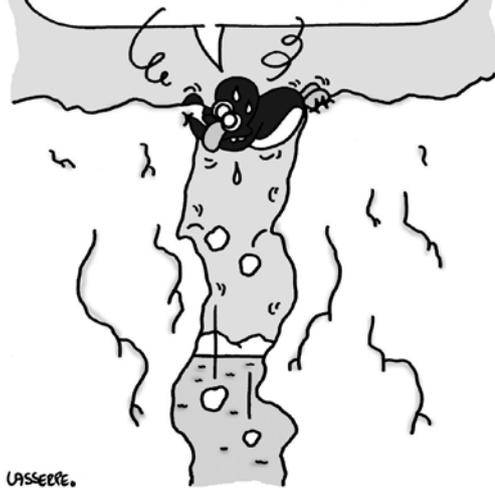
Climat

Le climat, notre affaire à tou·tes !

Le ministre de la Transition écologique et solidaire n'a pas pris la mesure des revendications ni de l'urgence climatique. Dans une lettre du 15 février 2019, il répond à plus de deux millions de signatures à l'Affaire du siècle, en rejetant la responsabilité sur les citoyen·nes, en tentant de les monter les unes contre les autres. Il affirme que les réponses à l'urgence "sont loin de susciter une adhésion évidente et systématique de la part des citoyens", faisant référence à des "hostilités franches", des "conservatismes nichés" ou encore des "clivages", notamment contre la taxe carbone avec le conflit des "gilets jaunes" ou le développement des énergies renouvelables. Refusant de reconnaître la responsabilité et le rôle de l'État dans la réglementation des pollutions et de la production, et donc la lutte contre le réchauffement climatique, François de Rugy affirme sans rougir : "Le gouvernement actuel est sans nul doute celui qui a poussé l'ambition le plus haut en fixant dès le début du quinquennat l'objectif d'atteindre zéro émission de CO₂, soit la "neutralité carbone", d'ici 2050".

UN IMMENSE GAGER MENACE DE SE DÉTACHER DE L'ANTIARCTIQUE

MAGNEZ-VOUS DE RÉDUIRE LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ! JE NE VAIS PAS LE RÉTENER LONGTEMPS !



» Crète

Résistance au projet d'aéroport de Kastelli

Après Notre-Dame-des-Landes, Kastelli ! Au sud-est d'Héraklion, sur la petite île grecque de Crète, les autorités veulent construire un aéroport international, le deuxième plus grand de Grèce, en lien avec un consortium d'industriels (GMR Aéroports Limited et GEK Terna). Le projet, qui s'étendrait sur une surface de 6 000 hectares, nécessiterait de couper 200 000 oliviers. Il pourrait accueillir des avions plus gros qu'aujourd'hui pour toujours plus de tourisme en avion, et comporterait un grand espace commercial. Sur place, la résistance s'organise contre ce projet gigantesque et imposé qui se ferait au détriment des Crétois·ses, contrairement aux promesses d'emplois mises en avant. Par ailleurs, des archéologues ont annoncé début 2019 la présence probable de trois villages antiques (de l'époque minoenne, de 2700 à 1200 avant J.C.) enfouis sous l'emplacement du futur chantier. La confirmation d'une telle nouvelle viendrait mettre de sérieux bâtons dans les roues des bulldozers qui s'approprient à déferler. Malgré tout, la résistance et la plus grande vigilance restent aujourd'hui de mise, et une lutte risque bien de devoir être menée pour éviter cette énième aberration écologique et sociale.



Paix et Non-violence

» CHRONIQUE

L'ACTION NON-VIOLENTE : MODE D'EMPLOI

Serge Perrin

Le boycott

"Chaque fois que vous dépensez de l'argent vous votez pour le type de monde que vous voulez"

Anna Lappe

Nous avons vu que la grève est la non-collaboration des travailleu-ses à leur exploitation. Le boycott est la non-collaboration des consommateur-ices. C'est un moyen de pression économique pour un changement de pratique de l'entreprise ou de l'État boycotté.

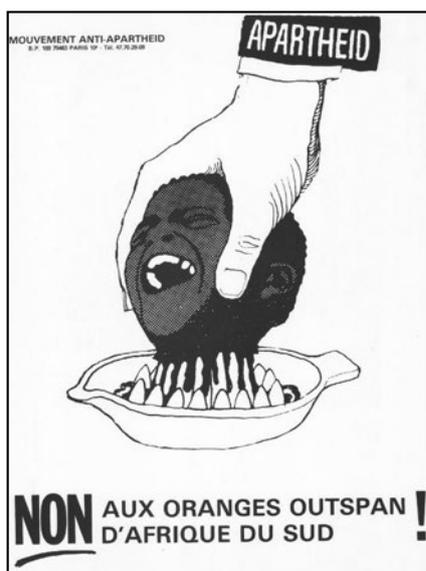
Parmi les boycotts célèbres on peut citer : le refus des tissus anglais puis de la taxe sur le sel en Inde par Gandhi, les bus de Montgomery par les noirs en 1955 avec Martin Luther King, les oranges *Outspan* d'Afrique du Sud en France dans les années 1970 et aujourd'hui la campagne BDS (Boycott, Désinvestissement, Sanction) vis-à-vis d'Israël.

Un impact économique mais aussi politique

Le succès d'un boycott va être fonction de l'objectif : celui-ci doit être précis et atteignable. Il faut aussi un lien clair entre le choix de l'entreprise à boycotter et la revendication exprimée.

L'impact d'un boycott va dépendre de la capacité à faire baisser sensiblement le chiffre d'affaire de l'entreprise. Mais l'impact sur l'image de l'entreprise joue un rôle important aujourd'hui. Ainsi l'association *i-boycott* (www.i-boycott.org) engage des actions en appuyant principalement sur l'image de marque et sur une "menace de boycott".

Les formes d'actions pour un boycott sont variées. Nous retrouvons les différentes étapes d'une stratégie non-violente :



- choisir l'objectif
- informer l'entreprise
- populariser l'action
- faire pression
- éventuellement faire face à la répression
- négocier la fin de l'action (victoire ou compromis : tout le monde doit en ressortir "la tête haute").

Il est important de faire connaître l'action : la présence devant les magasins avec des tracts, des banderoles, un stand est nécessaire. Des actions plus dures peuvent s'organiser : remplir son caddie avec les produits à consommer et se présenter à la caisse en abandonnant le chariot et

en déclarant ne pas vouloir acheter cette marque, par exemple. Les rayons sont vidés des produits, les chariots doivent être rangés par le magasin.

La présence de la presse apporte une caisse de résonance à l'action, une vidéo peut alimenter les réseaux sociaux.

La légalité du boycott en question

La légalité des boycotts est en discussion. Les grandes entreprises essaient de faire interdire ce type d'action pour "entrave à la liberté du commerce" dans les traités internationaux de "libre échange" (comme le TAFTA). En France, le fait d'appeler au boycott pour des raisons religieuses, ethniques, ou de discriminations est condamnable. Ces raisons sont utilisées par Israël pour porter plainte contre l'appel à BDS sous prétexte que ce serait un boycott contre les Juifs (comme au temps de l'Allemagne nazie). Ce sont pourtant la pratique de l'apartheid et l'occupation illégale de la Palestine qui justifient politiquement le BDS. Il y a eu des procès initiés par des organisations pro-sionistes, mais en appel ce sont des relaxes qui sont prononcées. En effet la justice refuse l'amalgame entre antisémitisme (contre les Juifs) – qui est une idéologie raciste et illégale – et antisionisme (contre un État juif) – qui est une opinion politique, légale (au moment où ces lignes sont écrites).

Tous les deux mois, Serge Perrin aborde un aspect pratique de l'action non-violente. Mouvement pour une Alternative Non-violente – Lyon, www.nonviolence.fr



Le Danemark n'exporte plus d'armes vers l'Arabie Saoudite



Alors que le Parlement européen demande un embargo collectif sur les ventes d'armes en direction de Riyad, le Danemark a sauté le pas en décidant de suspendre toutes les exportations d'armes et d'équipements militaires vers l'Arabie Saoudite. Une décision qu'Amnesty International salue : "Un petit pays comme le Danemark peut faire la différence et jouer un rôle pour persuader d'autres États de prendre fermement position contre les violations massives des droits humains auxquelles se livre l'Arabie saoudite à l'intérieur du pays et à l'étranger." Malgré la crise humanitaire au Yémen, le nombre de pays qui continuent à nourrir ce conflit à travers la vente d'armes est encore trop élevé – une manne financière malheureusement profitable pour des pays comme les États-Unis ou la France, au détriment des vies humaines prises pour cible. D'autres États envisagent de suivre le sillon tracé par le gouvernement danois, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Finlande. La Suède, elle, se dit tentée mais n'a pas pris position. À quand notre tour ?



Fukushima

♦ **Le gouvernement continue à prêter de l'argent à TEPCO.** Pour éviter la faillite de la compagnie électrique, l'État lui fait des prêts sans intérêts. Le 25 septembre 2018, le 80^e prêt portait sur un montant de 1,7 milliard d'euros. Au total, l'État avance déjà 66,2 milliards d'euros.

♦ **Les combustibles toujours suspendus au-dessus des réacteurs accidentés.** Dans les centrales nucléaires japonaises, les piscines de stockage de combustibles sont placées au-dessus des réacteurs. Dans les réacteurs accidentés, ces piscines restent en position instable depuis 2011. Dans le réacteur n° 4 de Fukushima, arrêté au moment de l'accident, les barres de combustibles ont été évacuées. Mais pour les autres réacteurs, c'est extrêmement difficile à réaliser du fait de l'impossibilité pour des humains d'approcher les lieux. Depuis 2011, TEPCO cherche à mettre en place un procédé entièrement robotisé. La piscine du réacteur n° 3 devait commencer à être vidée en novembre 2018. Mais les problèmes techniques se sont multipliés et TEPCO ne donne maintenant plus de calendrier. Rappelons qu'en cas de fort séisme, ces piscines pourraient s'effondrer et mettre à l'air libre le combustible nucléaire. Selon certains spécialistes, cela pourrait provoquer un nuage radioactif bien pire que l'accident de 2011.

Le Japon reconnaît enfin la mortalité des radiations

Plus de sept ans après le début de la catastrophe de Fukushima, les autorités japonaises reconnaissent pour la première fois, en septembre 2018, qu'un employé de la centrale nucléaire de Fukushima est mort des suites d'une exposition aux radiations. Depuis 2011, plusieurs millions de personnes sont intervenues pour tenter de nettoyer les terres contaminées et plus de 50 000 afin d'essayer d'arrêter les émissions radioactives des trois réacteurs éventrés.

François de Rugy apprivoisé par le lobby nucléaire



Candidat à la primaire socialiste en 2016, l'ex-écologiste François de Rugy promettait dans son programme de fermer toutes les centrales nucléaires de plus de 40 ans, de viser la disparition de toutes les centrales nucléaires "à l'horizon 2040" et le 100 % d'électricité à base d'énergie renouvelable d'ici 2050.

Devenu ministre de la Transition écologique et solidaire, il voit apparemment les choses sous un autre angle. Le 28 janvier 2019, il a signé un contrat stratégique avec la filière nucléaire conservant une place de choix au nucléaire pour les 10 prochaines années et évoquant seulement la baisse du nucléaire à 50 % de la production d'électricité. Il déclarait à cette

occasion : "Il ne s'agit pas, je tiens à le dire très clairement, d'une stratégie de sortie du nucléaire, mais d'un rééquilibrage, dans lequel le nucléaire a toute sa place". "Dans la feuille de route énergétique de la France le nucléaire joue un rôle important", a-t-il précisé.



Le mythe d'un EPR "simplifié"

Le 6 juin 2018, un premier EPR a commencé sa montée en puissance à Taishan (Chine) avec quatre années de retard, avec une cuve forgée au Creusot, suspectée d'être non conforme. Ce type de réacteurs a été planifié après l'accident de Tchernobyl, en 1986, donc il y a plus de 30 ans. Une durée de mise en œuvre particulièrement longue, pour un résultat déplorable. Malgré cela EDF ne renonce pas et annonce très sérieusement étudier un "EPR simplifié" qui coûterait 30 % moins cher ; l'entreprise fait le forcing pour que le gouvernement lui accorde un site pour la construction d'un nouveau réacteur.

Rappelons que l'EPR actuel en construction à Flamanville a été mis en chantier en 2009. Or, il s'agit déjà d'un soi-disant nouveau réacteur plus sûr, plus rapide à construire (il devait fonctionner 3 ans plus tard, on ne rigole pas !) et il devait fournir une électricité moins chère que les actuels réacteurs... ce qui ne sera pas le cas, le coût de construction ayant triplé.

Même avec un nouveau modèle 30 % moins cher, l'électricité de cet hypothétique EPR resterait encore plus chère que celle des énergies renouvelables, tant les coûts ont baissé dans ce domaine. Arrêtons l'acharnement thérapeutique !

Journal de bord d'un préleveur volontaire

5 300 km pour prélever des échantillons d'eau à proximité des 19 centrales nucléaires françaises et de leurs 58 réacteurs qui produisent de l'électricité, mais rejettent chaque jour de la radioactivité dans l'environnement. C'est l'itinéraire de Patrick, qui fait partie de ces personnes qu'on appelle à l'ACRO (Association pour le contrôle de la radioactivité dans l'Ouest) un "préleveur volontaire". Sous forme humoristique mais bien documentée, Patrick présente dans le dernier numéro de la revue de l'ACRO son voyage à "Centrales park", parc à thème gigantesque employant 425 000 personnes et occupant 550 000 km², composé de 58 réacteurs, environ 210 mines d'uranium abandonnées, des centres de stockage, etc. Sous la forme d'un journal de bord, Patrick met en scène sa visite de 6 sites, leur état actuel, leur place dans l'économie locale, l'impact sur les paysages, des anecdotes, etc. Derrière un voyage rocambolesque, Patrick a surtout rapporté à l'ACRO 30 flacons d'eau prélevés à proximité des centrales, ce qui a permis d'obtenir des chiffres très précis sur leur

radioactivité. C'est aussi grâce à ces recherches décalées et engagées que le discours anti-nucléaire et la dénonciation des pratiques actuelles de l'ASN comme d'EDF se construisent.



♦ ACRO, 138 rue de l'Église, 14 200 Hérouville Saint-Clair, tél. : 02 31 94 35 34, laboratoire@acro.eu.org, www.acro.eu.org

Prolongation du nucléaire : tristes anniversaires

Faisant fi de l'accroissement des risques de fuite ou d'accident, le gouvernement d'Édouard Philippe prévoit la prolongation de certains réacteurs nucléaires jusqu'à 50 ou 60 ans. En juin 2019, le réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Tricastin dans la Drôme inaugurera sa quatrième visite décennale, cet examen en vue d'effectuer des travaux pour prolonger son fonctionnement. En 2020, ce sera au tour du réacteur n° 2 de la centrale du Bugey dans l'Ain. Fin 2020, 51 des 58 réacteurs du parc nucléaire français auront dépassé la durée de vie de 30 ans initialement annoncée tandis que 11 atteindront les 40 ans.



Poursuivre le nucléaire va handicaper la France

Une étude publiée par l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, service du ministère de l'environnement, publiée le 10 décembre 2018, présente sept scénarios énergétiques entre 2020 et 2060. L'Ademe a été optimiste concernant le nucléaire, estimant qu'avec l'expérience, les prochains réacteurs pourraient produire un Mwh à 70 € contre 110 € pour l'EPR en construction à Flamanville. L'histoire montre pourtant que dans le nucléaire, il n'y a pas d'effet d'échelle et que les coûts vont toujours en augmentant. Même avec cette hypothèse favorable au nucléaire, l'étude montre que dans tous les cas, poursuivre le nucléaire implique de produire de l'électricité à des prix plus élevés qu'avec les énergies renouvelables. Pire : les budgets consacrés au nucléaire vont ralentir les investissements liés aux énergies renouvelables. En conséquence, la France risque de perdre des points de compétitivité dans la course économique. Alors que le gouvernement a reporté à 2021 la décision de construire ou non de nouveaux réacteurs, voici qui ne fait que confirmer ce que de nombreuses études financées par des groupes écologistes avaient annoncé. L'Ademe insiste dans ses scénarios sur le potentiel de l'efficacité énergétique : c'est là que les investissements sont les plus rentables. Rien que par ce biais, elle estime qu'il est possible de diminuer de 22 % les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2060. L'Ademe estime que dès 2035, le gouvernement pourra supprimer toute subvention dans le domaine de l'énergie : l'éolien et le solaire auront alors atteint des prix extrêmement compétitifs. Les études montrent qu'il est possible de passer progressivement au tout renouvelable en arrêtant les centrales nucléaires petit à petit, les dernières avant leurs 50 ans. L'Ademe estime que l'on peut légèrement accélérer le rythme d'implantation des renouvelables à 2 gigawatts par an (contre 1,7 par an actuellement). Il serait possible d'accélérer la sortie du nucléaire et du thermique en regardant ce qui se fait déjà à l'étranger : l'Espagne en est à 3 gigawatts par an, l'Allemagne à plus de 4.

» Pyrénées-Orientales Prats-de-Mollo-la-Preste vise l'auto-suffisance énergétique



En combinant panneaux solaires, barrages hydrauliques et usines de méthanisation, le village de Prats-de-Mollo-la-Preste, 1 100 habitant-es, espère devenir autonome en énergie d'ici 2021. Le barrage hydraulique produit déjà 40 % de l'électricité du village, et un second barrage, appartenant à la *Chaîne thermique du soleil*, devrait être rénové. En parallèle, la mairie prévoit de financer la construction de 8 hangars agricoles recouverts de panneaux photovoltaïques, soit 700 m² de toiture et la production de 1,9 GWh par an. Un projet soutenu par les fermes agricoles, qui pourront investir les hangars, y stocker du matériel et abriter leurs bêtes. Enfin, le fumier produit par ces animaux alimentera le futur méthaniseur, également construit par la mairie. Le projet, baptisé *Prats'EnR*, coûtera environ 5 millions d'euros, une somme que le maire est prêt à investir, en y voyant un gain sur le long terme et parce que la mairie est propriétaire de sa régie électrique. La coopérative *E.CO.CIT.*, actionnaire à 20 % de *Prats'EnR*, regroupe déjà fin 2018 une centaine d'habitant-es. Une expérience originale de réappropriation de son énergie par un village, que l'on espère voir aboutir. (Source : *Socialter*, déc. 2018, janv. 2019, n°32)

Efficacité énergétique des appareils électroménagers



Bien que les Suisses aient de plus en plus d'appareils électriques dans leurs logements, leur consommation totale est en baisse. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée

pour le compte du Conseil fédéral suisse. Depuis 2000, le nombre d'appareils a augmenté de 40 %, mais la consommation électrique a baissé de 9,3 %. Cette baisse s'explique par une hausse régulière de l'efficacité énergétique du gros électroménager (lave-linge, lave-vaisselle, frigo-daire) de l'ordre de 24 %, hausse encore plus importante dans le domaine des technologies de l'informatique (de l'ordre de 51 %). L'économie réalisée au niveau de la Suisse représente 716 millions de kWh entre 2000 et 2017. L'étude note que les gains au niveau des télévisions sont négligeables car les gens achètent des écrans de plus en plus grands... Avec toutefois, une baisse des achats depuis 2015, du fait de la concurrence des ordinateurs.

» Provence-Alpes-Côte-d'Azur Une expo sur la transition énergétique

France Nature Environnement PACA et le Groupe régional d'actions citoyennes pour l'énergie (*Grace*) sont allés recueillir le ressenti des citoyen-nes de leur région, issues d'horizons divers, sur la transition énergétique, afin de comprendre leurs attentes à ce sujet. L'exposition itinérante retranscrit ces échanges, ces témoignages des modes de vies, habitudes et expériences de la transition. Lycéen-nes, retraité-es, commerçant-es, etc, parlent de leur quotidien et de leur vision du changement, en autant de panneaux illustrés de citations et de portraits photos.

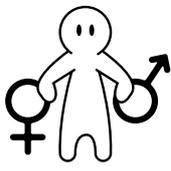
♦ FNE Paca, 14 Quai de Rive Neuve, 13007 Marseille, tél. : 04 91 33 44 02, <https://fnepaca.fr>

La géothermie peut aider à la transition

La géothermie consiste à utiliser de l'eau qui se réchauffe en profondeur. Si les nappes phréatiques chaudes sont nombreuses, la difficulté est d'estimer le volume d'eau que l'on peut utiliser sans refroidir la nappe. La géothermie ne peut pas être envisagée à petite échelle : elle est forcément industrielle. À de rares exceptions près où les nappes sont assez proches du sol et déjà exploitées (comme sous Paris), il faut mettre en place des canalisations sur de grandes profondeurs. C'est toutefois une solution pour produire de la chaleur pour, par exemple, chauffer de grands ensembles. La ville d'Illkirch, en Alsace, a lancé fin 2018 la création d'une usine qui va aller chercher de l'eau à 150°C à 3 000 m de profondeur, ce qui permettra en 2020 de chauffer 13 000 logements et de produire également de l'électricité.

Si les besoins en chauffage devraient baisser dans l'avenir, les nouveaux bâtiments devant être à énergie positive à partir de 2020, seule 20,7 % de la consommation finale de chaleur en France provient pour le moment de sources renouvelables. La géothermie peut combler une partie de ce qui manque, mais pas tout. Le solaire passif (effet de serre) est une autre solution à développer. Celle-ci peut se faire au niveau individuel ou collectif.





Femmes, hommes, etc.

» CHRONIQUE

UN LIEU À SOI

Isabelle Cambourakis

Une caravane de femmes contre l'atome

Souvent l'histoire occulte le rôle des épouses, mères, sœurs, filles, compagnes, maîtresses, secrétaires des grandes figures d'intellectuels hommes et reproduit à l'envi l'image d'une création solitaire *ex nihilo*. De Dora Black Russell, presque personne — en France en tout cas — ne se souvient. Celle qui fut la maîtresse puis l'épouse du philosophe et pacifiste Bertrand Russell fut pourtant une grande intellectuelle engagée, féministe, pacifiste, pédagogue. Née à Londres en 1894, étudiante au Girton Collège, première université anglaise pour femmes, à Cambridge, elle milite pour les droits des femmes, la liberté sexuelle, le contrôle des naissances. Mariée avec Russell tout en prônant l'amour libre, elle fonde avec lui en 1927 une école progressiste, *Beacon Hill*. Plus tard, alors qu'ils sont séparés, elle participe avec lui à la création en 1957 de *CND (Campagne pour le désarmement nucléaire)*. C'est l'année suivante qu'elle lance une "caravane des femmes pour la paix" qui traverse l'Europe des deux blocs pour s'opposer à l'atome.

Quelles femmes à l'ère atomique ?

Au temps de "l'âge atomique" et de "l'atome pour la paix", les publicitaires promeuvent l'image d'une ultra-féminité moderne, glamour, et montrent des femmes portant aux oreilles et autour du cou des bijoux argentés représentant l'explosion nucléaire. À la même époque pourtant, et à rebours de cette esthétique et de ces nouvelles normes, de nombreuses femmes s'engagent, le plus souvent au nom de leur statut de mère, dans la lutte contre le nucléaire militaire. Pour Dora Russell, le corps des femmes est politique dans la sexualité comme dans la maternité. Et c'est à partir de son expérience de mère — et de pédagogue — qu'elle participe alors à un mouvement international qui organise en Europe de nombreuses conférences s'adressant à la "responsabilité des femmes à l'âge atomique". Membre du *Permanent International Committee of Mothers*, elle réussit à fédérer autour d'elle une dizaine de femmes et à organiser en mai 1958 un périple d'Édimbourg à Moscou.



L'Atomik Tour à Bure.

Sur la route entre femmes

Anciennes suffragettes, quakers, militantes pacifistes, agacées par l'absence d'initiatives masculines contre la menace de la guerre nucléaire, elles sont une quinzaine de 21 à 79 ans à se joindre à la caravane composée de deux bus, sur les routes durant 14 semaines dans des conditions souvent spartiates, devant s'occuper de nombreux problèmes mécaniques. Elles traversent l'Europe d'ouest en est, passant par la France, l'Allemagne, la Suisse, l'Italie, la Yougoslavie, l'Albanie, la Bulgarie, la Roumanie, la Tchécoslovaquie, la Pologne et enfin l'URSS. Sur tout le chemin, elles rencontrent d'autres femmes, participent à des conférences : "Elles étaient les maillons de la chaîne [...]". *Jamais jusque-là je n'avais rencontré autant de femmes d'âges, de classes,*

de situations si différentes, des femmes intellectuelles, des femmes des usines, des paysannes, jamais je n'avais été aussi intensément consciente de ce que signifiait être une femme, de la dignité, la force, la beauté, la vitalité propre aux femmes." Dans une société des années 1950 qui renvoie les femmes dans leur foyer et qui oppose les blocs, elles découvrent une formidable énergie à partager au quotidien entre elles, et sur la route la vie de multiples femmes à l'ouest comme à l'est du Rideau de fer.

Aujourd'hui, alors que la France consacre toujours plus d'argent au nucléaire une nouvelle caravane, l'Atomik tour, a pris la route et vous donne rendez-vous dans 50 lieux sur le territoire français. Venez la rencontrer.

➤ <http://atomik-tour.org>

Atomik Tour

La *Commission nationale du débat public* a prévu un débat officiel d'une durée de 4 mois ce printemps sur la question des déchets nucléaires. L'un des principaux enjeux de ce débat est le site de Bure dans la Meuse où l'État veut mettre en place *Cigeo* pour y entreposer des déchets radioactifs. Toutes les associations locales opposées à *Cigeo* appellent à boycotter ce débat, refusant d'avoir à choisir seulement "la couleur des fûts" : "Nous ne voulons pas seulement discuter des déchets mais nous voulons poser la question du nucléaire dans son ensemble".

Afin d'organiser une alternative à ce faux débat, une tournée est organisée dans toute la France afin de demander aux personnes rencontrées : "La France nucléaire, vous y tenez ? Pourquoi ?". Cette tournée, l'Atomik tour, sillonne la France en une cinquantaine d'étapes de janvier 2019 où elle débute à Bure, à août 2019. Des arrêts sont prévus dans des lieux alternatifs et résistants, afin de tisser un réseau actif de résistances contre le nucléaire et son monde.

◆ Informations et étapes sur <http://atomik-tour.org>.
Contact pour les internautes : atomik-tour@riseup.net

Chaque mois, retrouvez dans cette chronique un lieu habité dans un esprit féministe.

Femmes, hommes, etc. ♀

» Lille

Chez Djouheur, le tricot et les crayons tissent des liens



En septembre 2018, un lieu autogéré par les femmes a ouvert ses portes à Fives, quartier populaire de l'est de Lille. À l'initiative du projet, Ratiba, fivoise, plasticienne et comédienne. Ce local, c'est pour les femmes du quartier, pour qu'elles se sentent à l'aise de développer les activités qu'elles veulent. C'est un lieu de mixité sociale et culturelle à l'image du quartier où les femmes de toutes origines doivent pouvoir se sentir chez elles. Entièrement géré par des femmes, le local s'est très vite rempli, entre les ateliers tricotés, dessins ou conversations en arabe. Au quotidien, cet espace permet aux femmes de prendre la parole librement, d'y exister par elles-mêmes. Un lieu ouvert où les femmes peuvent entrer spontanément, sans engagement et passer un moment autour d'un café, d'un espace créatif. Le lieu est ouvert sur le quartier, participe à son animation, et surtout rend visible le travail des femmes trop souvent oublié. Les hommes ne sont pas exclus de Chez Djouheur, et peuvent pousser la porte pour prendre des renseignements sur la démarche et le fonctionnement du lieu.

♦ Chez Djouheur, 83 rue Pierre Legrand, 59000 Lille

» Belgique

Perséphone, des femmes en quête de lumière

Perséphone est une association flamande pour et par les femmes handicapées. Elle est consacrée à la sécurité des femmes vivant avec un handicap intellectuel. Toutes les femmes subissent le sexisme, mais les femmes handicapées font aussi face à des violences spécifiques, comme la maltraitance institutionnelle ou l'infantilisation. Alors, l'association Perséphone, en écho à l'épouse d'Hadès, le roi des enfers, qui revient à la lumière au printemps et en été après un hiver sous terre, intervient pour sortir ces femmes de périodes sombres. Exclusivement composée de femmes partageant des expériences de handicap ou d'invalidité, Perséphone organise des espaces de rencontre, des conférences pour visibiliser ces femmes sur tous les sujets : maternité, emploi, logement, etc.

♦ Contact : Persephone vzw, p/a Ann Van den Buys, Solvijnstraat 30, 2018 Antwerpen 1, Belgique, info@persephonevzw.org, www.persephonevzw.org

» Ecosse

Des protections hygiéniques gratuites pour les étudiantes

À la rentrée 2018, le gouvernement écossais a annoncé la mise en place d'un programme qui met gratuitement à disposition des protections hygiéniques aux 395 000 étudiantes du pays. C'est une première mondiale pour lutter contre la "précarité menstruelle". L'achat de protections hygiéniques représente en effet une difficulté financière pour un quart des étudiantes écossaises. En France, les changements sont plus progressifs. En 2015, une mobilisation concernant le prix des produits de première nécessité avait poussé l'Assemblée nationale à adopter la baisse de la TVA sur les protections hygiéniques de 20 à 5,5%. Les initiatives viennent davantage d'associations, comme *Règles élémentaires*, pionnière dans la collecte de protections hygiéniques pour les femmes SDF.

♦ <https://www.regleselementaires.com>, contact@regleselementaires.com

Politique

Silence soutient Chirac et Giscard d'Estaing

Deux anciens présidents de la République française, blanchis sous les ors de la République, et illuminés d'une sagesse tardive, représenteront la grande marée de l'écologie sociale lors des prochaines élections présidentielles. Accompagnés de cheveu-légers nouvellement converti-es, Valérie Pécresse et Nicole Notat, au développement et à la revitalisation des services publics, Christine Ockrent, Patrick Le Lay et Jacques Séguéla, chargé-es du programme "Temps de méditation disponible", etc., ils et elles porteront hautes (mais pas trop, rhumatismes et Rolex obligent) les couleurs de la diversité et mèneront de front l'avènement d'une Constitution décroissante, de la désindustrialisation heureuse et de la fin de la propriété immobilière. Basé-es à la ZAD de Notre-Dame-des-Landes, notre nouveau parti *LRED La République écologiste et décroissante* a reçu le soutien de Alain Minc, Jacques Attali et Agnès Verdier-Molinié, parmi tant d'autres...



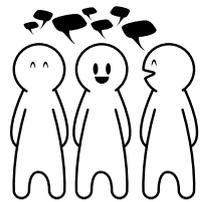
Des juifs antisionistes prennent la parole

Suite à plusieurs agressions et manifestations d'antisémitisme en France début 2019 et à une annonce de la hausse de ces agressions en 2018, la montée de l'inquiétude à ce sujet est légitime. Dans la foulée, quelques député-es, poussé-es par le CRIF (*Conseil Représentatif des Institutions Juives de France*), souhaitent proposer le vote d'une loi pénalisant l'antisémitisme. Une proposition plus que problématique, car elle "risque d'introduire un délit d'opinion" selon Dominique Vidal, journaliste et historien, auteur d'*Antisionisme = antisémitisme ? Réponse à Emmanuel Macron* (éd. Libertalia). Celui-ci estime dans *Jeune Afrique* du 25 février 2019 que "les lois antiracistes existantes sont plus que suffisantes pour poursuivre et condamner la propagande et les violences antisémites". Parallèlement, la *Coordination nationale de l'UJFP, Union juive française pour la paix*, a publié le 18 février 2019 un communiqué intitulé "Nous sommes juifs et nous sommes antisionistes".

♦ UJFP, 21 ter rue voltaire, 75011 Paris, <https://ujfp.org>

Qui fait la loi ?

136 projets de loi, c'est-à-dire des textes rédigés par le gouvernement, ont été déposés au parlement depuis 2017 et 81 ont été votés. 806 propositions de loi ont été portées par des parlementaires durant la même période. 20 ont été promulgués (2%). Entre 2007 et 2017, 194 propositions de loi ont été votées parmi les 3 767 rédigées par les député-es et sénat-rices (5%). Durant ces deux mandats présidentiels, 756 lois ont été promulguées sur les 906 propositions de loi soumises aux parlementaires par des membres du gouvernement nommé-es par le président de la République (83%). En fin de compte, 80% des lois votées au cours des 12 dernières années proviennent donc du gouvernement, et 20% des parlementaires. (Source: assemblee-nationale.fr)



Le Service National Universel : appel à boycott pour les associations

Le gouvernement a l'intention de lancer le dispositif du Service National Universel (SNU) dès le mois de juin 2019. Le syndicat *Solidaires* appelle les associations à se désolidariser de ce dispositif. Voici des extraits d'un communiqué paru fin novembre 2018 : "La première phase obligatoire dite de "cohésion" a un triple objectif : renforcer la "cohésion sociale", "développer une culture de l'engagement" mais aussi "prendre conscience, des enjeux de la défense et de la sécurité nationale". Tout cela n'est pas sans rappeler le service militaire suspendu... depuis 1997. Militaires de carrière mais aussi fonctionnaires, militant.e.s associatifs se reliaient auprès des jeunes pour leur inculquer des connaissances en matière de sécurité ou d'engagement. Comme pour le service militaire, des sanctions sont d'ores et déjà prévues pour les jeunes qui ne feraient pas leur service. L'éducation à la guerre devient ainsi le nouvel eldorado de "l'engagement". La seconde phase du SNU, facultative, verra les

jeunes "s'engager" dans "les armées, la police, la gendarmerie" mais aussi dans "l'accompagnement des personnes, l'environnement ou encore le tutorat" [...]. Autant dire que les jeunes pourront s'engager absolument partout, fournissant une main d'œuvre abondante et bon marché pour des services publics et des associations en grandes difficultés et pour des entreprises qui ne pensent qu'à leur "taux de marge" et aux profits de leurs actionnaires...

"Apprendre aux jeunes à ne pas réclamer leurs droits"

Le service civique sera un des "moyens d'engagement" de cette seconde phase du SNU et il y a fort à parier qu'il sera étendu à de nombreux secteurs. Le volontariat de service civique est un dispositif destiné aux jeunes de 16 à 25 ans qui leur permet de s'engager pour une association ou une structure d'intérêt général entre 24 et 35h sans être soumis au code du travail, sans ouverture de droit au chômage et pour moins

de 600 € par mois. C'est une première mise au pas des jeunes visant à apprendre aux jeunes à ne pas réclamer leurs droits ! Étendre ce dispositif revient à créer un nouveau Contrat Première Embauche et on imagine mal comment des jeunes en difficultés pour trouver un emploi pourront repousser ces injonctions à s'engager travailler sans droit et avec une rémunération en dessous du seuil de pauvreté. Comme son ancêtre le service militaire, le SNU ne rendra aucun service à la société, mais il sera une vaste insanité publique. [...] Nous appelons l'ensemble du secteur associatif à boycotter le Service National Universel, dispositif né des dérives sécuritaires de notre gouvernement qui vise à la militarisation forcée et à la précarisation accrue de la jeunesse. Ce dispositif est la négation même de la notion d'engagement. Il est contraire à toutes des valeurs que nous défendons quotidiennement. Ne nous laissons pas acheter par quelques subventions, refusons de participer à ce dispositif."

» Isère

Pour un centre-ville convivial à Saint-Martin-d'Hères

Sur le terrain situé entre la Mairie de Saint-Martin-d'Hères et le domaine universitaire, le promoteur *APSYS* veut construire un centre commercial de 47 980 m² de surface de plancher dont 24 000 m² de surface de vente et une vingtaine de restaurants et bars, à l'emplacement des usines *Neyrpic*. Ce projet fait actuellement l'objet d'une enquête publique et il est dénoncé par une partie de la population. Le *Collectif Neyrpic* autrement dénonce notamment la pollution atmosphérique et sonore que va engendrer ce centre commercial, la minéralisation de 4,5 ha, la pollution des sols, et plus largement l'approche consumériste et gigantiste imposée par le promoteur, au détriment d'un vivre-ensemble local. "Le projet de centre commercial *Neyrpic* est un grand projet inutile, ont réaffirmé les membres du collectif à l'université d'été d'ATTAC 2018. Il est à rapprocher d'*Europacity*, de *Bure*, de *Sivens*, du gazoduc en Occitanie. Nous ne sommes pas les seuls à nous opposer à un projet d'un autre temps". Le collectif propose de repenser le projet en un vrai quartier de ville et de l'articuler avec le campus, voisin. Parmi les propositions du collectif, on trouve une maison des associations, un lieu multifonctions permettant d'accueillir des événements divers : réunions, séminaires universitaires, associations, fêtes familiales, ou encore un équipement du type auberge de jeunesse, en particulier pour l'accueil des étudiant-es arrivant de loin.

♦ <https://collectif-neyrpic.info>

» Marseille

Une colère qui ne s'étirole pas

Le 5 novembre 2018, deux immeubles de la rue d'Aubagne, à Marseille, s'effondraient, tuant 8 personnes. Plusieurs mois après, la situation de près de 2 000 habitant-es évacués reste précaire. La colère contre la gestion de la municipalité est intacte, et la dénonciation de l'incurie des politiques publiques toujours virulente, les manifestations rassemblant plus de 10 000 Marseillais-ses. Cet effondrement est un symptôme de l'habitat indigne trop présent à Marseille : 40 000 logements, ce qui concerne 100 000 habitant-es. En février, sur 2 000 personnes déplacées suite aux risques d'effondrement, seulement 500 avaient été relogées ou étaient retournées dans leur logement. En parallèle, les évacuations continuent. Le *Collectif du 5 novembre - Noailles en colère*, s'est constitué pour réagir politiquement. Le *Collectif du 5 novembre* c'est plus d'une cinquantaine d'habitant-es bénévoles qui agissent pour interpeller les pouvoirs publics mais également pour organiser des rencontres dans le quartier avec les habitant-es et les délogé-es de toute la ville, informer tout le monde de ses droits, dénoncer



Erik Delamotte

les violences policières, faire de la vigilance citoyenne en cas d'évacuation, entamer des démarches juridiques, faire de la communication, imaginer un autre projet pour Noailles, créer de la solidarité. Il existe des permanences les lundis de 18h à 20h et le mardi de 14h à 17h au Molotov (place Paul Cézanne). Des assemblées générales du collectif ont également lieu régulièrement.

♦ Contact : contact@collectif5novembre.org, <https://collectif5novembre.org>

» Pays-Bas

96 jours de messe, 700 réévaluations de demandes d'asile

Nous avons signalé, dans notre numéro de février 2019, la messe célébrée depuis le 26 octobre 2018 à l'église Bethel pour empêcher l'expulsion d'une famille arménienne. Ce marathon religieux s'est arrêté le 30 janvier 2019, après l'accord conclu par le gouvernement néerlandais permettant la réévaluation des demandes d'asile refusées d'environ 700 enfants ayant grandi aux Pays-Bas.



Non à *Blablacar*, oui à *Covoiturage-libre.fr*

Blablacar, ce site qui met en lien passagè-res et conduct-rices automobile, est aujourd'hui le symbole du détournement capitaliste d'une bonne idée : le site s'enrichit sur un système d'entraide entre citoyen-nés, en touchant une commission à chaque trajet. Pire, il centralise les lieux d'échanges et normalise les prix et les interactions. Pourtant, à l'origine, le projet est louable : quitte à voyager en voiture, autant en faire profiter le maximum de personnes. Le site *covoiturage-libre.fr* propose ce service de manière non commerciale. Ce site appartient aux personnes qui l'utilisent et propose une plateforme d'échange. Il a évolué en septembre 2018 avec la création de *Mobicoop*, une coopérative de la mobilité partagée. Il est possible de devenir sociétaire de la coopérative, l'occasion de reprendre les rennes sur les façons de partager, et de se déplacer. Loin de faire l'apologie d'un usage quotidien de la voiture, *Covoiturage-libre.fr* propose de faire des moyens de déplacement un bien commun et raisonné. (Source: *Carfree*, 26 septembre 2018)

» Finlande

Neige et vélos pour des enfants écolos



Oulu est une ville d'environ 200 000 habitant-es située au cœur de la Finlande et qui ne possède pas, *a priori*, un climat idéal pour faire du vélo... Mais, surprise, 1 000 des 1 200 enfants d'une école de Oulu arrivent le matin à vélo, même en hiver. 100 à 150 élèves arrivent en marchant, et le reste à ski, luge et voiture. En février 2019, il faisait -17°C. Les moufles sont sûrement plus chaudes en Finlande, mais ce joli exemple montre qu'on peut enfourcher sa bicyclette dans bien des conditions climatiques. Alors, à quand d'aussi grands parcs à vélos dans les écoles ? (Source : *www.carfree.fr*, 8 février 2019)

Nord/Sud

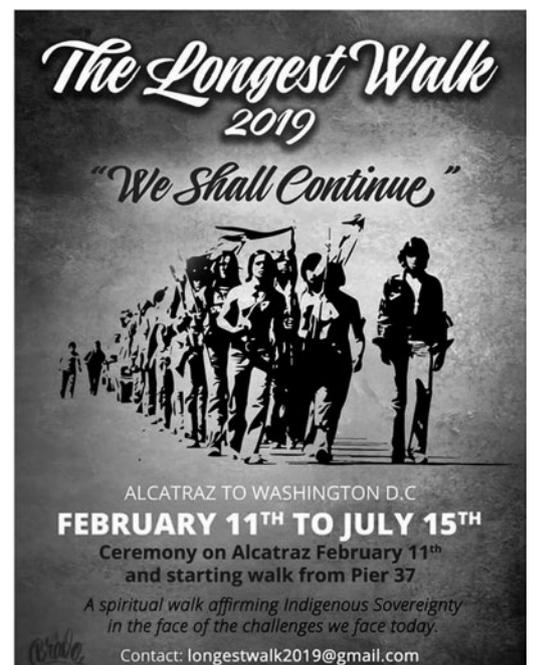


» États-Unis

D'Alcatraz à Washington : longue marche pour les peuples autochtones

En 1978, une longue marche était organisée pour commémorer l'occupation pacifique en 1969 de l'île d'Alcatraz, dans la Baie de San Francisco, par un groupe d'activistes amérindiennes, pour affirmer leur droit à occuper les terres fédérales inutilisées. C'était un moyen d'affronter des projets de loi visant à abroger des traités avec la population indienne. Depuis, plusieurs "longues marches" ont eu lieu, pour attirer l'attention sur les problèmes qui touchent les autochtones. En 2019, une longue marche est organisée du 11 février au 15 juillet, pour défendre les droits des Autochtones d'Amérique du Nord, mais aussi de tous les Peuples Autochtones. Si la France n'est pas citée parmi les pays qui enfreignent gravement les Droits des Autochtones, c'est parce que la France a supprimé, en 2003, le terme Peuples Autochtones de sa Constitution et de toutes ses lois, pour le remplacer par "populations". Mais les problèmes exposés dans la déclaration d'appel à la marche sont aussi ceux des peuples autochtones de Guyane, de Polynésie et de Nouvelle-Calédonie.

La marche affirme l'urgence de se positionner et d'agir dans 11 domaines : soutenir et protéger les enfants indiens, honorer les femmes autochtones, renforcer la souveraineté autochtone, créer une convention de l'environnement, faire annuler la loi 280 et la doctrine des pleins pouvoirs, nettoyage et protection de la terre, des eaux et de l'air, traités, territoires et responsabilités coutumières, renforcer et affirmer la liberté spirituelle et protéger les sites sacrés, protéger le savoir autochtone, soutenir une transition juste et affronter l'abus d'alcool et autres drogues. Le trajet permettra de discuter de ces thèmes, avant l'arrivée à Washington, et l'organisation de discussions sur ces problèmes, dans l'intention de trouver des bases communes sur lesquelles les diverses nations et organisations des peuples autochtones peuvent être d'accord. (Source : <http://www.csa-nitassinan.org>, 11 février 2019)





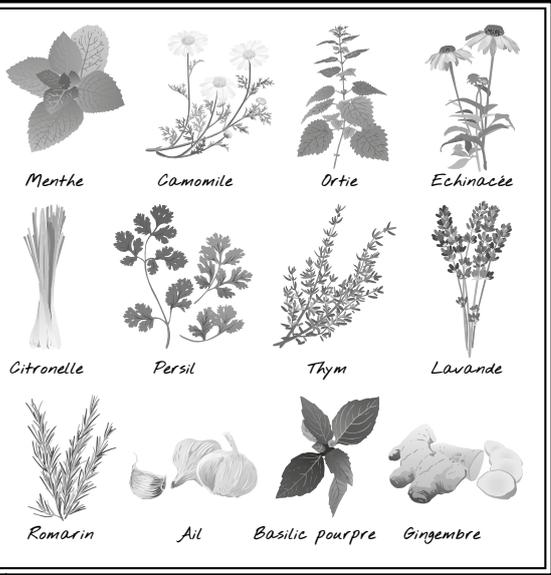
Herboriste, un métier d'avenir ?

Depuis début 2018, et le décès de la dernière détentrice du diplôme d'herboriste, supprimé en 1941, il n'y avait plus de professionnel-le reconnu-e en France. Actuellement, il existe dans l'hexagone cinq écoles qui assurent une formation d'herboriste, métier reconnu chez nos voisins européens et au Québec, mais qui demeure illégal en France. Une situation que la *Fédération Française des Écoles d'Herboristerie* a dénoncé en 2017 dans une lettre ouverte adressée à l'Assemblée nationale et au Sénat. Le Sénat a constitué en avril 2018 une mission d'information sur

le développement de l'herboristerie et des plantes médicinales. Dans un rapport rendu en octobre 2018, elle préconise notamment "la reconnaissance du métier d'herboriste". Elle préconise aussi de promouvoir et développer les formations agricoles spécialisées dans la culture et la production des plantes médicinales (PPAM), filières en développement dans plusieurs régions françaises. Car les savoirs et les pratiques de l'herboristerie ne sont pas arrêtés en 1941 ! On croise encore des herboristeries en France et il existe de nombreuses associations, comme l'*Association des producteurs de plantes aromatiques et médicinales du Morbihan*, qui défendent ces savoirs. Entre les tisanes bio, le thym comme anti-inflammatoire ou le millepertuis contre les brûlures, le soin par les plantes est toujours d'actualité et les métiers qui l'accompagnent aussi. Mais la législation interdit pour

l'instant d'informer sur les bienfaits médicaux de l'utilisation de ces plantes. La reconnaissance professionnelle de leur activité pourrait permettre aux herboristes de revendiquer leurs connaissances et les vertus de leurs plantes. Selon une étude d'AgriMer en juin 2018, 45 % de la population française a recours à la phytothérapie.

♦ Fédération française des écoles d'herboristerie, FFEH c/o ELP, 13 rue Alsace Lorraine, 69001 Lyon, contact@ffeh.fr, <http://www.ffeh.fr>



» Cancers

Soleils en boîte cancérigènes



Dans un communiqué, l'Agence de sécurité sanitaire a recommandé le 10 octobre 2018 de fermer les cabines de bronzage pour risque "avéré" de cancer. Dans un avis, elle demande "aux pouvoirs publics de prendre toute mesure de nature à faire cesser l'exposition de la population aux UV artificiels".

» Téléphonie mobile

L'État italien condamné à informer sur les risques sanitaires

Dans un jugement du 13 novembre 2018 rendu public le 15 janvier 2019, le tribunal administratif du Lazio, à Rome, a condamné l'État italien à mener, dans les six mois, une campagne d'information adressée à l'ensemble de la population concernant l'identification des méthodes correctes d'utilisation des appareils de téléphonie mobile (téléphones cellulaires et sans fil) et des informations sur les risques sanitaires et environnementaux liés à une mauvaise utilisation de ces appareils. L'État n'a pas fait appel de cette décision. Le tribunal motive son jugement par les effets sanitaires et les risques environnementaux liés à l'utilisation des téléphones portables et sans fil, décrits par la littérature scientifique, notamment les effets sur les jeunes et les enfants. C'est l'*Associazione Per la Prevezione e la Lotta all' Electrosomag* qui a attaqué l'État, s'appuyant notamment sur les données de l'Agence Nationale des Fréquences (ANFR).

♦ Informations ; Robins des toits, 55 rue des Orteaux, 75020 Paris, tél. : 01 47 00 96 33, www.robindestoits.org, et Alerte Phone Gate, www.phonegatealert.org.

Les produits ménagers tuent... les femmes

Selon une récente étude norvégienne publiée dans l'*American Journal of Respiratory and Critical Care Medicine* et citée par *Sciences et Avenir*, faire le ménage régulièrement accélère le déclin de la fonction pulmonaire, au point qu'au bout de 20 ans les dégâts sont comparables à ceux qu'occasionne la

consommation d'un paquet de cigarettes par jour. Un résultat qui ne vaudrait... que pour les femmes. Les hommes ne semblent singulièrement pas touchés par l'irritation causée par la plupart des produits chimiques de nettoyage sur les muqueuses qui tapissent les voies respiratoires, y entraînant des changements persistants. Trois raisons potentielles : ils sont quasi absents du premier panel de l'étude autour des professionnel-les du nettoyage : dans l'étude,

293 sont des femmes, 57 des hommes. En dehors du cadre professionnel, selon *Sciences et Avenir*, "seuls 46 % des hommes de l'étude disaient avoir une activité ménagère à la maison, contre 85% des femmes. Un nombre suffisant cette fois pour en faire une analyse statistique, mais dont les résultats pourraient être faussés par les risques encourus d'autre part par les hommes en dehors de l'activité ménagère". Troisième hypothèse, les femmes pourraient avoir une constitution plus sensible à ces produits, "comme cela est rapporté pour (...) la fumée de tabac et (...) la poussière de bois, pour lesquelles des études ont montré qu'une exposition moindre chez les femmes suffit pour développer une maladie", expliquent les chercheurs. (Source : *Sciences et Avenir*, Camille Gaubert, 11 juillet 2018)





Lactalis : reprise précipitée de l'activité



Mardi 18 septembre 2018, l'Association des familles victimes du lait contaminé (AFVLCs) a appris que les autorités ont donné leur accord à la vente des produits infantiles produits dans l'usine de Craon (Mayenne). L'association évoque "une trahison" et la précipitation des services de l'État. Rappelons qu'au total, 40 nourrissons, dont 37 en France, avaient été atteints de salmonellose après avoir consommé des produits des marques Picot et Milumel fabriqués à Craon. L'ONG Foodwatch, pour sa part, estime que la reprise de la commercialisation des laits infantiles Lactalis est "inacceptable" car l'enquête judiciaire préliminaire est toujours en cours.

L'AFVLCs s'indigne : "La transparence pour les victimes tant vantée par les ministres reste incantatoire". Les 800 familles de l'association se disent prêtes à mener de nombreuses actions coup de poing à travers la France pour le boycott des produits commercialisés et appelle l'ensemble des parents au boycott des produits Lactalis et des marques du groupe (Milumel, Picot, etc).

♦ Contact de l'AFVLCs : www.victimelactalis.fr, victimelactalis@gmail.com

Fin des pesticides à base de métam-sodium en France

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES) a annoncé le 5 novembre 2018 le retrait des produits pesticides à base de métam-sodium. Malgré des dangers connus dès le début des années 2000, le métam-sodium avait été homologué au niveau européen en 2012.

Annonces

» Travailler

■ **Haute-Vienne.** Le Monde allant vers, association de sensibilisation et d'éducation à l'environnement à Eymoutiers, recrute deux personnes en CDD, possibilité CDI, une en animation/gestion et une en collecte/réparation électro-ménager. L'association emploie 7 personnes à temps partiel qui, avec le soutien d'une vingtaine de bénévoles, s'occupent principalement de faire fonctionner une ressourcerie. L'association anime également un jardin partagé, participe à l'émergence d'un Tiers Lieu, anime un Espace de Vie Sociale, intervient ponctuellement dans les écoles, etc. Au Monde allant vers... tout le monde participe aux 5 piliers de la ressourcerie : collecte des objets, valorisation, vente, sensibilisation, administration, gestion et maintenance. L'équipe fonctionne en autogestion. *Candidature par courriel (CV et lettre de motivation) à contact@lemondeallantvers.org, Association Le monde allant vers..., 2 avenue Foch, 87120 Eymoutiers, tél. : 05 55 69 65 28.*

■ **Bas-Rhin.** Cherche emploi dans la distribution/vente de produits bio, fermiers et locaux en magasin de producteurs ou Biocoop.

Étudie toute proposition y compris opportunités dans un autre secteur. Zone géographique Alsace ou outre. *Contact : tél. : 06 43 40 10 98. Ne pas hésiter à laisser un message, courriel : mylogin2017@laposte.net*

» Partager

■ **Seine-Maritime.** À Rouen, nous cherchons un local près de la Seine de 12x4m minimum avec accès à l'eau et l'électricité. Si possible gratuit sinon avec un loyer modéré ! Pour construire, en chantier participatif, une barge à pédales écologique, se déplaçant sur les canaux, fleuves et rivières, propulsée par une roue à aubes, mu par nos jambes à vélo, une voile, de l'éolien... *lesbargesapedales@gmail.com*

» Habiter

■ **Rhône-Alpes.** Sexagénaire très proche de la nature, cherche location ou gardiennage, loin de l'urbanisation, 250 km autour de Lyon, même avec confort minimum, garage, petit coin atelier, jardin. *Pierre, tél. : 04 37 04 26 90 (un petit message et je vous rappelle).*

» Immobilier

■ **Loir-et-Cher.** 45 km de Tours. Vends lot atypique sur un terrain expo plein sud, accès à pied ou par chemin viticole : une petite maisonnette avec pièce troglo (les travaux de réhabilitation ont été arrêtés cause décès) + une cave + un jardin arboré fruitiers. 50 000 €. *Contact : tél. : 04 75 47 55 03 ou 06 45 78 07 42.*

» Se former

■ **Haute-Marne.** À l'herbier de la Tille, nous vous proposons des stages pour apprendre l'usage des plantes aromatiques. Vous serez logé dans notre tipi indien et découvrirez plus de 50 plantes médicinales dans notre jardin de 3 000m². *Infos pratiques, dates, thèmes et tarifs des stages sur : herbierdelatille.fr. Xavier Decloux, paysan cueilleur, rue des Quatre noyers, 52 160 Villemercy, tél. : 06 80 38 93 51, herbierdelatille@gmail.com*

Gratuites : Les annonces de *Silence* sont gratuites pour les abonnés (le premier abonnement est à 20 € pour six mois). Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement. **Taille des annonces.** Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes. **Délais :** Pour passer une annonce dans le numéro de mai 2019, il faut qu'elle soit parvenue à la revue au plus tard le mardi 26 mars. Pour passer une annonce dans le numéro de juin 2019, au plus tard le lundi 29 avril, etc. **Adresse réelle :** Nous vous demandons d'indiquer au minimum une adresse postale et/ou un numéro de téléphone fixe. **Domiciliées :** *Silence* accepte les annonces domiciliées à la revue contre une participation de 5 € en chèque. Pour répondre à une telle annonce, mettre votre réponse dans une enveloppe. Écrire sur cette enveloppe au crayon les références de l'annonce, puis mettre cette enveloppe dans une autre et envoyer le tout à la revue. **Sélection :** *Silence* se réserve le droit de ne pas publier les annonces qui lui déplaisent.

Échange d'encart contre stand

28^e FOIRE éco-biologique
Naturellement ! 2019

18 & 19 mai NYONS
www.ceder-provence.org

Association ceder organisation

> 18 & 19 mai - Nyons
28^e FOIRE ÉCO-BIOLOGIQUE
Naturellement !

2 jours pour partager conférences et démonstrations techniques, concerts, ateliers, expositions, spectacles et bien d'autres surprises...

L'éthique de la foire vous invite à réfléchir sur notre responsabilité éco-citoyenne pour le respect et la préservation de la planète.

Contact 04 75 26 22 53 www.ceder-provence.org
naturellement@ceder-provence.org

Agenda

agri-bio



VAUCLUSE : JOURNÉES PLANTES RARES ET JARDIN NATUREL

13-14 avril

À Sérignan-du-Comtat. 21e édition. Une fête familiale pour apprendre et partager autour de la nature. Ateliers scientifiques pour enfants : fabrication de nichoirs à oiseaux, petits pots de cactus minéraux, œuvres en branchages, etc. Ferme pédagogique, conférences. Pour les adultes : cours de jardinage, sorties nature à thème, plus de 80 pépiniéristes, etc. Association plantes rares et jardin naturel, 190 cours Joël Estève, 84830 Sérignan-du-Comtat, tél. : 06 30 24 45 31, info@plantes-rares.com, https://www.plantes-rares.com

AVEYRON : CONSTRUCTION D'UNE SPIRALE D'AROMATIQUES

14 avril

Toutes mes aromatiques à deux pas de la cuisine. Au cours de ce stage pratique, réactualisation collective d'une spirale d'aromatiques. Chez Séverine et Charles Ploffet, Le Cayla, 12 620 Saint-Laurent-de-Lévêzou, www.naturellementsimplés.com

décroissance, transition



FRANCE : TOUTES AU COMPOST !

30 mars-14 avril

Semaine du compostage de proximité conduite par le Réseau Compost Citoyen. Plusieurs centaines d'événements dans toute la France. Le 6 avril à Ligugé, dans la Vienne, safari compost, ateliers, expo, par Le broyat du Poitou, 10-18h. Le 6 avril à Toulouse, atelier et démonstration de compostage collectif en pied d'immeuble, 5 rue Pierrette à 14h, par Tous au compost. Le 6 avril à La Môle, dans le Var, distribution de composteurs, de compost et de poulaillers, quartier Maravéou, 10-17h. Le 11 avril à L'Isle d'Abeau, en Isère, apprendre à trier ses déchets alimentaires et obtenir un bon compost, au collègue Robert Doisneau, par les élèves du club jardin. Etc. Voir la présentation et la carte de toutes les initiatives sur www.semaineducompostage.fr

éducation



AVEYRON : JEUX ET PRATIQUES COOPÉRATIVES

27-29 avril

À Millau. Formation "Éducation consciente" animée par Brigitte Cassette. Ce stage peut aussi être proposé sous forme de cycle avec un accompagnement individuel ou familial ou l'aide à la mise en place de projets (professionnels ou non). Renseignements : tél. : 06 11 62 60 52, aspre@wanadoo.fr, http://aspre3.wix.com/altermeduc-aspre

énergies



MEUSE : BURE : OCCUPATION CONTRE LA POUCELLE NUCLÉAIRE

Les opposants à Cigéo, le projet de l'Andra de construction d'un site d'enfouissement de déchets nucléaires en Meuse, occupent depuis deux ans le bois Lejuc sur la commune de Bure et ses alentours, et se retrouvent à la Maison de la résistance pour organiser la lutte. Tout soutien est le bienvenu ! www.bureburebure.info, sauvoislaforet@riseup.net, tél. : 03 29 45 41 77.

FRANCE : ATOMIK TOUR

02-29 avril

Afin d'organiser une alternative au faux débat organisé par la Commission nationale du débat public au sujet des déchets nucléaires

en 2019, une tournée est organisée par des opposants dans toute la France pour se rencontrer et s'interroger sur la France nucléaire et son monde. L'Atomik tour passera en avril du 2 au 4 à Toulouse, du 6 au 8 à Albi, du 10 au 12 à Narbonne, du 14 au 16 à Montpellier, du 18 au 20 à Marseille, du 23 au 25 à Nice, du 27 au 29 à Gap. Informations et étapes sur <http://atomik-tour.org>. Contact : atomik-tour@riseup.net

HAUT-RHIN : TCHERNOBYL 33 ANS DE CATASTROPHE

27 avril

À Mulhouse. Rassemblement, pour la 26e année consécutive, pour montrer que la catastrophe sanitaire se poursuit. Entre 15h00 et 16h00 sur les marches du Temple Saint-Étienne, place de la Réunion. <http://www.lesenfantsdetchernobyl.fr>

environnement



ISÈRE : ZAD DE ROYBON

Occupation du bois des Avenières pour empêcher la réalisation d'un Center Parks. Des dizaines de cabanes vous attendent sur place. Contact : www.zadroybon.noblogs.org, www.chambarans.unblog.fr

PICARDIE : FESTIVAL DE L'OISEAU

13-22 avril

À Abbeville. 400 sorties guidées sur 10 jours, 50 expos photos et d'art, 32 films en compétition, 100 animations Juniors. Festival de l'oiseau et de la nature, 20 rue du Chevalier de la Barre, 80142 Abbeville Cedex, tél. : 03 22 24 02 02, www.festival-oiseau-nature.com

femmes, hommes, etc.



ISÈRE : GRENOBLE, C'EST AUSSI UNE HISTOIRE DE FEMMES

13 avril

Visite proposée par la guide-conférencière Caroline Rioussel-Champetier. Venez découvrir les lieux et l'histoire de femmes artistes, écrivaines ou résistantes à Grenoble. Si les noms de certaines sont portés par des rues, d'autres vous sembleront inconnus. Et pourtant elles ont ouvert la voie aux générations suivantes... À 10h30. Inscription auprès de l'Office de tourisme de Grenoble, tél. : 04 76 42 41 41.

fêtes, foires, salons



FINISTÈRE : FESTIVAL GRAINS DE SABLE

27-29 avril

À Trégunc. Week-end familial et festif autour d'une foire biologique et alternative réunissant, depuis 15 ans, plus d'une centaine d'exposants, des spectacles, animations et ateliers pour enfants et adultes. Concerts (Didier Super, Bal Floc'h), conférences (Inès Léraud, Frédéric Bosqué, Olivier Bonfond), films et restauration. Plus d'infos sur le site : asso-paresse.org

films, spectacle, culture



HAUTS-DE-SEINE : FESTIVAL CINÉMA ET ÉCOLOGIE

30 mars-6 avril

À Vanves. L'association La Ruche de Vanves présente son 11e festival. Le thème 2019 est : "L'intelligence du vivant". Chaque film est suivi d'un débat. Samedi 30 mars 20h00 : *La Terre vue du cœur* de Iolande Cadrin-Rossignol (2018). Débat avec Bernard Chevassus-au-Louis. Mardi 2 avril 20h30 : *L'Esprit des plantes*, de Jacques Mitsch (2009). Débat avec François Bouteau. Mercredi 3 avril 20h30 : *Nous, mammifères*, de Marie Daniel et Fabien Mazzocco (2016). Débat avec François Moutou et Patrick Hafner. Samedi 6 avril 20h00 : *Les animaux ont-ils des droits ?* de

Martin Blanchard (2016). Débat avec Marie Toussaint.

Contact et renseignements : www.laruchedevanves.org, tél. : 01 41 08 01 16.

paix



CORSE : FORMATION À LA DÉSOBÉISSANCE CIVILE

20 avril

Organisée par l'AFC-Umani avec les Désobéissants.

Contact pour savoir le lieu exact et pour l'inscription : afc@afcumani.org, ou tél. : 04 95 55 16 16.

ISÈRE : ÊTRE À MA PLACE AU SEIN D'UN GROUPE

24-28 avril

À L'Arche de Saint-Antoine, avec Jorge Ochoa et Daphné Cochet. Créer, travailler, décider et vivre en groupe implique une compréhension de ce qui se joue entre nous... Quelle est ma place dans un groupe ? Que puis-je lui apporter ? Cette session explore la dimension structurelle des conflits.

Plus d'informations et inscription sur www.feve-nv.com, tél. : 04 76 36 48 25, feve@feve-nv.com

société, politique



PARIS : ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE SCIENCES CITOYENNES

6 avril

À Paris. L'association Sciences Citoyennes a pour objectif de favoriser et prolonger le mouvement actuel de réappropriation citoyenne et démocratique de la science, afin de la mettre au service du bien commun. Assemblée ouverte à toutes, seules les membres à jour de cotisation pourront participer aux votes. Dans les locaux de la FPH au 38 rue Saint-Sabin, 75011 Paris, <https://sciencescitoyennes.org>

BORDEAUX : RENCONTRE AVEC PINAR SELEK

7 avril

Dans le cadre du festival littéraire l'Escalade du livre, Pinar Selek viendra présenter le livre coédité par Silence et les éditions Cambourakis. *L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek*. Place Renaudel-Quartier Sainte-Croix, à Bordeaux, le dimanche 7 avril à 14h. Informations auprès de Escales littéraires Bordeaux Aquitaine, 15 rue Professeur Demons, 33000 Bordeaux, tél. : 05 56 10 10 10, <http://escaladulivre.com>

HAUTE-SAVOIE : COIN DE CHAMP

10 avril

Le réseau Astra (Agriculture sociale et thérapeutique en région Auvergne-Rhône-Alpes) organise une journée porte-ouverte à la ferme de Chosal, structure accueillant des personnes ayant un handicap mental ou consommatrices de substances psychoactives. 10-12h : visite de la ferme. 14h : rencontre d'Apreto (Association de soins, réduction des risques et prévention des addictions). À la ferme du Chosal (près de Cruseille), 98, route de l'Usine, 74350 Coppoix et à Apreto, 61 rue du Château Rouge, BP 245, 74106 Annemasse. Inscriptions et infos : www.reseau-astra.org

FRANCE : SEMAINE INTERNATIONALE DE LA RÉBELLION

15-21 avril

Semaine internationale de la rébellion lancée par Extinction Rebellion pour susciter un changement radical par le biais d'actions directes et d'une résistance non-violente, afin d'éviter le réchauffement climatique et de minimiser le risque d'extinction de l'humanité et d'effondrement écologique. <https://extinctionrebellion.fr>

YVELINES : PROJECTION DE SUGARLAND

16 avril

À Saint-Rémy-lès-Chevreuse (à 200 mètres de la gare RER). L'association Paroles en

action organise un ciné-débat en projetant Sugarland : "Le sucre est partout ! Comment cet aliment a pu s'infiltrer au cœur de notre culture et de nos régimes ? Damon Gameau a décidé de tester les effets d'une alimentation haute en sucre sur un corps en bonne santé, en consommant uniquement de la nourriture considérée comme saine et équilibrée. À travers ce voyage ludique et informatif, il pose des questions sur l'industrie du sucre et s'attaque à son omniprésence dans nos supermarchés". Isabelle Guillotel, diététicienne, et Corinne Giray-Gié, naturopathe, répondront à toutes vos questions. À l'espace Jean-Racine, 15 rue Ditté. www.parolesenaction.fr

santé



FRANCE : NOUS VOULONS DES COQUELICOTS

6 avril

Depuis l'appel pour l'interdiction de tous les pesticides de synthèse en octobre 2018, des rassemblements, toujours plus nombreux chaque mois, s'organisent les premiers vendredis de chaque mois devant les mairies, afin de se rencontrer et de s'organiser pour un monde sans pesticides. Il y a sûrement un rassemblement près de chez vous ! <https://nousvoulonsdescoquelicots.org>

silence



LYON : EXPÉDITION DE SILENCE

Jeudi 18 et vendredi 19 avril

Dans nos locaux. Jeudi à partir de 15h, repas bio et végétarien offert à 20h30. Vendredi matin à partir de 9h30.

LYON : CINÉ-CLUB

10 avril

Projection du film *Lorsque le soleil est tombé du ciel* d'Aya Domenig, sorti en 2015. Partie sur les traces de son grand-père, jeune médecin à l'hôpital de la Croix-Rouge d'Hiroshima lors de l'explosion atomique de 1945, la cinéaste rencontre un ancien médecin et une infirmière qui ont, eux aussi, vécu cette catastrophe. Elle parvient ainsi à approcher ce que son grand-père a tenu sous silence toute sa vie. Alors qu'elle recueille les souvenirs de ces ultimes survivantes, se produit, le 11 mars, la catastrophe de Fukushima... ses recherches prennent alors une tournure inattendue. À 20h à l'Aquarium café, 10 rue Dumont, Lyon 4e. Réservation conseillée : cineclubsilence69@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99 (Monique Douillet) ou 09 81 96 94 29 aquarium.association@gmail.com

LYON : SOUTENONS SILENCE, ENTRONS EN DÉCROISSANCE !

13 avril

"Stratégies et pratiques lyonnaises de la décroissance", une après-midi de soutien à la revue *Silence*. *Silence* met les militantes lyonnaises de la décroissance à l'honneur, à l'occasion d'une discussion publique portant sur les pratiques et les stratégies politiques - actuelles ou souhaitables - de l'objection de croissance. Le débat sera accompagné d'une présentation de *Silence*. De 14h à 17h dans le cadre du festival des Expériences politiques. Maison pour Tous-Salle des Rancy, 249 rue Vendôme, 69003 Lyon.

vélo



PARIS : VÉLORUTION

6 avril

Départ place de la Bastille à 14h. www.velorution.org/paris



▲ La marche pour le climat du 8 décembre 2018 à Paris.

Marches pour le climat et Gilets jaunes : une colère rouge et verte !

Quel regard porter sur le moment politique que nous vivons, marqué par l'émergence simultanée des Marches pour le climat et des Gilets jaunes ? Le vert et le jaune auraient-ils en commun... le rouge ? Les regards croisés de Corinne Morel-Darleux, militante écosocialiste et conseillère régionale d'Auvergne-Rhône-Alpes, Vincent Liégey, essayiste et co-auteur de l'ouvrage *Un projet de Décroissance*, et Didier Aubé, de la *Commission Écologie* de l'union syndicale *Solidaires*.

Silence : Comment expliquez-vous l'écllosion du moment politique inédit que nous vivons en France depuis le début de l'automne 2018 ?

Vincent Liégey : Le mouvement des Gilets jaunes, et par extension plusieurs mouvements insurrectionnels que l'on voit émerger un peu partout dans le monde occidental ces dernières années, s'inscrit dans un rejet de la centralité de l'économie marchande dans nos vies, de son marché dit auto-régulateur et de son diktat.

AUX SOURCES DE LA RÉVOLTE

Depuis les années 80, s'est imposé violemment et non sans résistance, le néo-libéralisme qui petit à petit s'est immergé dans notre quotidien. Cela crée toujours plus d'inégalités mais surtout cela participe à toujours plus déshumaniser les rapports humains : on remplace les services de proximité par des applications en ligne ou des "call centers", etc. La technocratie au pouvoir, au service d'une oligarchie financière, récite comme un catéchisme ses arguments fallacieux sous couvert de

réalisme : qu'il n'y aurait pas d'alternatives à la dérégularisation, aux privatisations, aux délocalisations. Avec le déni de démocratie suite au rejet par les urnes ignoré du Traité Constitutionnel pour l'Union Européenne en 2005 notamment, c'est un sentiment profond et ancien de dépossession qui s'exprime à travers les Gilets jaunes. Des colères, des souffrances profondes, des humiliations aussi bien symboliques qu'économiques se sont additionnées pour finalement s'exprimer.

Didier Aubé : Les mobilisations contre la loi Travail en 2016 peuvent être considérées comme le moment fort originel. Alors que personne ne s'y attendait, elles ont été d'une ampleur inégalée depuis longtemps, et la défaite au bout de plus de 3 mois de mobilisation a été d'autant plus amère, mettant en avant l'impuissance des organisations syndicales. Les formes inédites de mobilisation avec "Nuit debout" ont vu parallèlement émerger les réseaux sociaux comme outils d'organisation avec l'arrivée d'une nouvelle génération de militant-es.



▲ Marche pour le climat à Marseille le 8 décembre.

La campagne présidentielle de 2017 et l'élection controversée de Macron avec une forte abstention, ont fini d'entamer la confiance envers la classe politique.

La première année de pouvoir de Macron est marquée par des mesures favorables aux plus riches et aux grandes entreprises (fin de l'ISF, Flat tax à 30 % et CICE/allègement cotisation sociale) et par des attaques côté social : poursuite de la casse du code du travail amorcée par la loi El Khomri de 2016, à la manière d'un bulldozer en utilisant tous les ressorts de la 5^e République, et le recours aux ordonnances pour éviter tout débat sur le fond et prendre de vitesse des mobilisations sociales qui n'ont pas été à la hauteur ; hausse de la CSG pour les retraités ; SNCF, libéralisation du transport voyageur...

Côté écologie, hormis l'abandon du projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, la politique macronienne s'est surtout résumée à de la communication et à des arbitrages permanents

avec le ministère de l'Écologie en défaveur de mesures écologiques significatives (glyphosate toujours autorisé, aide à la conversion au bio supprimée, plan climat toujours pas sorti et qui reste favorable au nucléaire).

Parmi les catalyseurs, on peut citer l'affaire Benalla au début de l'été 2018 qui a porté un coup déterminant sur la crédibilité de Macron à s'affranchir de l'ancien monde politique, et la démission de Nicolas Hulot peu de temps avant la journée

de mobilisation internationale pour le climat du 8 septembre.

"À FORCE D'ÊTRE ÉTOUFFÉE, LA COLÈRE A FINI PAR SORTIR"

Entre Gilets jaunes et Marches pour le climat, comment analysez-vous l'attitude des citoyen-nes face à l'écologie ? Assistes-on à des formes de convergence entre luttes pour la justice sociale et pour l'écologie ?

Corinne Morel-Darleux : Il me semble qu'il existe deux moments politiques simultanés — au départ parallèles voire opposés, qui désormais se cherchent et parfois se trouvent comme à Commercy ou au Pays Basque, dans les blocages d'entrepôts de *Monsanto*, d'*Amazon* ou aux péages de *Vinci*. Le premier, celui des Gilets jaunes, ressemble à l'explosion d'une soupape trop longtemps contenue. Le mépris des gouvernements successifs, le recul des droits, la précarité qui monte en même temps que la richesse de certain-es, le hiatus entre les impôts qui sont censés financer le bien commun et des services publics qui rétrécissent, la tension consumériste de la société qui génère beaucoup de frustrations, tout ça, depuis des années, n'a pas trouvé à s'exprimer massivement dans les manifestations syndicales, les partis ou les débouchés électoraux. À force d'être étouffée, la colère a fini par sortir. Et elle entraîne du même coup l'irruption sur la scène publique des violences institutionnelle et policière qui existaient déjà, mais invisibilisées, dans les quartiers populaires ou sur les Zad.

Le second, c'est la réaction face à l'aggravation critique de la situation en termes de climat et de biodiversité : les changements deviennent visibles avec des sécheresses, incendies, écroulements de montagne, la date des vendanges qui change. Ça devient concret. Cette irruption, là aussi, d'un phénomène jusqu'ici invisible,

Et le vote ?

Quelles conséquences peut-on attendre de ces mouvements sociaux à un niveau politique et électoral ? Pour Vincent Liégey, "Ces mouvements à dimension insurrectionnelle peuvent déboucher sur le pire comme sur le meilleur. De même, ils peuvent s'éteindre temporairement pour repartir de plus belle. L'enjeu est ainsi d'occuper le terrain en créant du débat, des liens, du dialogue. Le rendez-vous électoral européen arrive au plus mauvais moment et va remettre au cœur des débats de mauvaises questions et donc de mauvaises réponses et créer encore plus de rejet des institutions. Par contre les municipales prévues en 2020 peuvent être un levier pertinent pour ré-encadrer des débats politiques dans le réel. Nos réflexions, propositions, expérimentations concrètes ont un rôle important à jouer, tant les solutions sont là, du revenu de base au revenu maximum acceptable, des monnaies locales aux gratuités, du low-tech à l'agroforesterie."



▲ Le site de Monsanto à Trèbes (Aude) bloqué par des Gilets jaunes le 15 décembre 2018.

est appuyée par le succès du courant de pensée autour de l'effondrement ou de la collapsologie, et par tout ce qui s'est construit sur le terrain depuis cinq ans, autour d'*Alternatiba* notamment (1). Ajoutez à cela la démission de Nicolas Hulot, et on obtient une prise de conscience qui a considérablement grandi en quelques mois. En outre cette conscience commence à se politiser, elle dit maintenant ouvertement une idée minoritaire il y a dix ans : que l'écologie est incompatible avec le capitalisme, que les questions sociales et environnementales sont liées. Soit tout l'inverse de la calamiteuse manière qu'a eu le gouvernement de faire de l'écologie un boulet avec cette taxe carbone impopulaire qui a mis le feu aux poudres, quelques semaines après qu'on ait vu le président de la République faire du jet-ski dans une réserve privée ! Enfin, cette conscience militante ne veut pas seulement demander ou pétitionner mais veut désormais agir, comme c'est le cas avec *Extinction Rebellion* qui a organisé son Jour de déclaration de rébellion le 24 mars 2019 en France.

Didier Aubé : De plus en plus de citoyens agissent aujourd'hui pour lutter contre les changements climatiques, pour l'amélioration du cadre de vie ou sous forme de luttes citoyennes contre des projets locaux qui portent atteinte à leur environnement.

Dans le même temps, une part importante de la population française a une vision négative de l'écologie par le caractère jugé punitif des mesures mises en œuvre : hausse de taxe carbone, hausse des taxes locales (distribution de l'eau, assainissement, enlèvement des ordures), bonus/malus pour l'achat d'une voiture, précarité énergétique... À cela s'ajoute un rejet des cadres institutionnels de débat et de prise de décision qui sont le signe d'un malaise démocratique.

Justice sociale et urgence climatique ne sont pas si éloignées de par leur origine commune. Le capitalisme, qu'il prenne la forme du productivisme, du

libéralisme financier, de la toute-puissance des multinationales, se caractérise par un accaparement des richesses pour quelques-uns, une surexploitation qui va au-delà des limites de la planète et par ses conséquences, les inégalités sociales et le dérèglement des équilibres naturels de la planète.

L'urgence climatique n'est pas absente des préoccupations des Gilets jaunes et du côté des mobilisations pour le climat, la question sociale n'est plus ignorée. Reste à concrétiser leurs intérêts communs à se solidariser dans l'action et à rapprocher les revendications. Cette perspective se vérifie avec des jonctions qui se développent dans plusieurs villes où l'on retrouve Gilets jaunes, syndicalistes et "Gilets verts".

"LA PRISE DE CONSCIENCE DES ENJEUX ÉCOLOGIQUES S'EST IMPOSÉE DANS LES DÉBATS"

Vincent Liégy : Gilets jaunes et verts rejettent le même système mais à travers des vécus, des perceptions, des ressentis et des cheminements différents. Ces dernières années la prise de conscience autour des enjeux environnementaux, des limites à la croissance, s'est imposée dans les débats, avec une accélération stupéfiante ces derniers mois. De même pour le rejet de notre modèle économique dominant qui génère toujours plus d'inégalités tout en gaspillant toujours plus. La démocratie libérale limitée à son outil représentatif, toujours plus discrédité, est à bout de souffle. L'émergence des réseaux sociaux

Quel rapport à l'État ?

Gilets jaunes, Marches pour le climat... le rapport aux autorités et aux institutions en place n'est pas forcément le même partout. Du côté des Marches pour le climat, on a plutôt l'impression d'une demande adressée à l'État de remplir ses promesses et d'exercer des réformes compatibles avec la survie climatique. Du côté des Gilets jaunes, on a le sentiment d'un mouvement moins en attente de réformes de la part du pouvoir établi que d'un changement de personnel au pouvoir ("Macron, démission!") ou d'une modification des règles du jeu de ce même pouvoir (avec les Référendums d'initiative citoyenne, etc.). Des revendications multiformes, plus floues et parfois aussi plus inquiétantes.

(1) Enfin, ça joue aussi, des scientifiques sortent de leur "neutralité" et commencent à lancer l'alarme.



▲ Alors que la COP24 en Pologne échouait à répondre à l'urgence climatique, les mobilisations s'étoffaient en décembre 2018.

nous enferme dans des bulles de vérité du fait des algorithmes construits pour optimiser les recettes publicitaires.

Ainsi, on rencontre de grandes difficultés à voir apparaître la convergence entre Gilets jaunes et Gilets verts. D'abord nous ne nous rencontrons que trop peu car nous ne vivons pas dans les mêmes espaces (2).

Violence économique, violence de manifestant-es, violence de la répression... Quels enseignements peut-on tirer de cet épisode en termes d'analyse politique des violences ?

Didier Aubé : Les violences policières avec l'usage d'armes mutilantes qui peuvent entraîner des blessures graves, des handicaps à vie, en plus du traumatisme subi, ces violences sont malheureusement la première des convergences des mobilisations. Cela dénote une dérive autoritaire de l'État qui s'ajoute à la violence du quotidien du fait du chômage de masse, de la précarisation du travail et en miroir l'accroissement de la richesse et de l'impunité pour quelques-uns. Le gouvernement actuel ne semble pas prêt à sortir de cette spirale. Le projet de loi "anti-casseur" ou plutôt anti-manif n'a d'autre objectif que de museler les organisations du mouvement social (3) et des citoyens qui ont une fâcheuse tendance à s'auto-organiser ces derniers mois pour défendre leurs droits !

Corinne Morel-Darleux : Tout cela pose la question de la violence de plusieurs manières : d'abord, on ne peut écarter le risque de dérive vers des États autoritaires face à la pénurie de ressources naturelles, et d'une société à deux vitesses basée sur l'approvisionnement de quelques-uns en situation de pénurie généralisée (4).

Ensuite la question de l'usage d'une certaine forme de violence se pose dans le domaine de l'activisme : d'abord, parce que la culture de non-violence est précieuse mais ne doit pas se réduire

à une *ignorance* de la violence, réelle et qui peut s'exercer contre nous. Dans beaucoup de cas il y a déjà besoin d'auto-défense, de la forêt brésilienne au Rojava, et on ne peut pas faire l'impasse sur ce fait. Ensuite, on a absolument besoin d'une *culture* de résistance et de nouveaux récits, certes, mais n'oublions pas que cette culture ne suffit pas : elle doit aussi pousser à l'action et servir la résistance. Enfin, une fois qu'on a tout essayé, alerté, changé de banque, signé des pétitions, marché et manifesté, et qu'on n'est toujours pas écouté, alors que l'inaction devient un péril pour les conditions même de vie sur Terre, il va falloir sérieusement se poser la question de l'action directe, du sabotage de chantiers à la plantation d'arbres.

Vincent Liégy : De quelles violences parlent-on ? Est-ce que brûler une voiture, briser la vitrine d'une banque ou encore faire un acte de sabotage contre une pelleteuse de Vinci utilisée pour nous imposer de grands projets inutiles constituent des actes de violence au même titre que la délocalisation d'usines, la religion des indicateurs et le harcèlement au travail, la montée des inégalités ou encore l'agression publicitaire ? Et je n'ose même pas parler de la répression policière et judiciaire disproportionnée qui ne fait qu'attiser toujours plus les haines.

Ce sont les forces au pouvoir qui définissent le niveau de violence. Et pourtant, je continue à soutenir une stratégie fondamentalement non-violente, mais qui ne se prive pas d'action directe, de désobéissance civile construites et réfléchies. Depuis plusieurs décennies, nous n'arrêtons plus d'alerter de manière non-violente sur l'impasse dans laquelle nous amène ce système mais nous n'avons reçu que mépris et coups de matraque... alors oui, non-violent malgré tout, car la violence a toujours été un outil pour discréditer les mouvements, mais sans naïveté, avec détermination et subtilité.

(2) Là où pour les uns le gilet jaune et le rond point aux abords du supermarché représentent la vie de tous les jours, ils n'ont pas de sens pour d'autres qui n'ont pas de voitures, donc pas de gilets jaunes et fréquentent encore moins les supermarchés.

(3) Associations d'éducation populaire, pour la défense des droits, la défense de l'environnement, les organisations syndicales.

(4) Se pose également le risque d'aggravation des conflits armés comme on l'a vu avec la sécheresse, la famine et l'exode paysan qui a précipité le début de la guerre en Syrie.



▲ Dès le commencement du mouvement, les Gilets jaunes ont bloqué des péages.

De l'extrême-gauche à l'extrême-droite de l'échiquier politique, les appartenances traditionnelles semblent être mélangées au sein des Gilets jaunes. On assiste à un pareil mélange entre libéraux et anticapitalistes au sein des marches pour le climat. Quelle lecture politique peut-on faire de ce qui se passe actuellement ?

Didier Aubé : La période reste incertaine, elle montre néanmoins un regain de l'implication citoyenne dans le débat politique avec un besoin fort de démocratie et une remise en cause de la verticalité du pouvoir.

Il est difficile de dire aujourd'hui quelle sera la traduction politique de ce mouvement social d'abord parce qu'il est loin d'être terminé. Ce qui est certain, c'est que parmi les citoyens qui s'impliquent actuellement dans les Gilets jaunes et/ou les Marches pour le climat, pour un bon nombre d'entre eux et elles, c'est une première. Ils et elles apprennent à s'organiser, à construire des actions, à formuler et argumenter des revendications.

Vincent Liégy : Nous nous sommes trouvés démunis ces dernières années face au rouleau compresseur idéologique néolibéral qui a contribué à toujours plus dépolitiser nos sociétés, en particulier les plus jeunes. Il faut réhabiliter la notion d'éducation populaire pour ramener la politique et le débat d'idées au cœur de nos sociétés et nous ne manquons pas de ressources pour cela.

Nous faisons face à deux points de blocages. Le premier peut se résumer derrière la notion de société du spectacle. A travers la télévision et les médias dominants mais aussi les réseaux sociaux, le tout renforcé par la publicité, le système dominant façonne les imaginaires en créant rivalités ostentatoires, frustration et peurs. Le second est lié au manque de temps, tant nos modes de vie sont devenus exténuants, entre travail et consommation, là aussi renforcés par l'arrivée des écrans ou

encore du bouguisme dans nos vies. Ce qui ressort du mouvement des Gilets jaunes est ce sentiment de libération et de fraternisation du fait d'avoir quitté son écran pour rencontrer ses voisins au rond-point. Comment organiser un ralentissement généralisé afin de mieux se rencontrer, s'écouter, avec bienveillance et ouverture est l'un des enjeux centraux face à ces deux blocages.

Corinne Morel-Darleux : Le centre de gravité de l'action politique, avec un grand P, est en train de bouger. Il y a dix ans c'était l'apanage des syndicats et des partis, la "société civile" était un non-lieu. Elle est aujourd'hui en train de se constituer. Et ça tombe bien, car le dévissage institutionnel et démocratique auquel on assiste n'aide en rien la mise en œuvre de politiques publiques à la hauteur des enjeux de l'effondrement qui nous pend au nez. Il va falloir continuer à alerter bien sûr, mais aussi réinvestir les territoires, réfléchir en termes de résilience et de subsistance. Et se préparer à ce que ça ne suffise pas. Il va falloir changer de braquet. De nombreux îlots de résistance existent déjà, il faut désormais non pas les unifier en un continent où tout le monde penserait la même chose et agirait de la même manière, mais les "archipeliser", c'est-à-dire les mettre en synergie, en réseau, avec des objectifs et une stratégie coordonnés. On va sans doute vers des mouvements de désobéissance civique et actes "disruptifs" qui ne font que commencer.

Extrême-droite contre extrême-centre ?

Davantage qu'une possible récupération des Gilets jaunes par l'extrême-droite, il faut constater que celle-ci est une composante de ce mouvement dès le départ. Son influence varie selon les lieux, d'une présence diffuse des idéologies racistes dans certains endroits à une claire exclusion de l'extrême-droite dans quelques autres. D'où une grande difficulté à se repérer politiquement et un certain confusionnisme parfois.



▲ En 2005, Ekta Parishad a lancé une grande campagne d'action non-violente. Ici des paysan-nes sans terres du Chhattisgarh marchent par l'acquisition de terrains.

Balises pour une économie non-violente

La non-violence est la source première de l'éthique, elle est fondamentale. Elle se vit dans l'absence d'intention de nuire à qui que ce soit : à la nature, à tout être vivant.

LA NON-VIOLENCE EST LE SOCLE DU prendre soin, en commençant par les plus démunis : les enfants, les personnes les plus âgées ou en difficulté. C'est une manière de vivre, au quotidien.

La non-violence enracine notre vision du bien-être et du bien commun. *Les Amis de la Terre* (Belgique) ont entrepris une réflexion en profondeur, en animant des ateliers au cours desquels la parole de chacun-e enrichit pas à pas la vision élaborée ensemble : chacun-e est indispensable pour constituer la trame de notre regard sur le bien-vivre et le comment agir ensemble.

LES 9 DIMENSIONS DU BIEN-ÊTRE AU QUOTIDIEN

Riches de toutes nos expériences de la vie, en s'appuyant sur des méthodes issues de *Ekta Parishad*, du *Buen vivir*, et de références proposées par Gandhi, Vandana Shiva, Arne Naess, Patrick Viveret, Susan Georges, Kate Raworth, Thich Nhat Hanh, Satish Kumar, etc. (1), ces échanges nous ont projeté-es dans les 9 dimensions "qui font le bien-être au quotidien" : des valeurs à partager, des principes à élaborer, des

activités à déployer, des actions concrètes à mener (voir le schéma).

Le sujet est important : il constitue une trame d'articulation entre notre lien tangible à la nature, notre manière de vivre simplement et nos savoirs, afin de mettre en œuvre des dispositifs d'échange démonétisés. Plus largement, cela nous conduit à formuler des balises pour une économie non-violente, localement et globalement, et à les partager en une commune humanité.

Notre condition d'être vivant est évidemment fondamentale : nous sommes dépendant-es et connecté-es à toute la nature (spiritualité réelle et écologie profonde). La notion de suffisance est essentielle, dans chacune de ces 9 dimensions. Le "vivre en simplicité", le "j'ai assez" à l'inverse du "toujours plus", est une clé du bonheur individuel et du vivre ensemble ("*Vivons simplement pour que tous simplement puissent vivre*", Gandhi). Il s'agit de vivre notre profonde sororité et fraternité : agir en égalité est aussi un levier d'auto guérison, pour prendre soin de soi et de l'autre (à l'exemple des coopératives sociales).

(1) Sur Gandhi, voir "Libres leçons de Gandhi sur l'autonomie", *Silence* n° 333, mars 2006. Vandana Shiva est une écologiste et féministe indienne qui lutte pour la défense de l'agriculture paysanne et biologique face aux OGM. Arne Naess, philosophe norvégien, est un des fondateurs de l'écologie profonde. Patrick Viveret est philosophe et essayiste altermondialiste, ancien conseiller référendaire à la Cour des Comptes. Susan George est une écrivaine franco-américaine, militante altermondialiste et présidente d'honneur de l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne (ATTAC). Kate Raworth est une économiste anglaise, auteure du livre *La théorie du donut*, qui défend une prospérité sans croissance. Thich Nhat Hanh est un moine bouddhiste vietnamien militant pour la paix. Satish Kumar est un activiste indien promoteur de la simplicité volontaire.

ENCHÂSSER LE BIEN-ÊTRE DANS LE BIEN COMMUN

Notre bien-être dépend en partie du niveau individuel, de notre état d'esprit. L'interdépendance humaine se déploie au sein de communautés auxquelles nous consacrons du temps et de la compétence. Ces dernières peuvent alors être les garantes de nombreux autres leviers du bien-être individuel et collectif. Enfin, le regard sur "la politique du bien-commun", au travers d'une communauté et/ou d'une société, nous amène à parler structure, fonctionnement, actions, équilibre, développement interne ou externe, rapports internes et rapports à d'autres ensembles.

RALENTIR ET ÉPOUSER LES RYTHMES DU VIVANT

Vaste chantier, mais bien inscrit dans nos quotidiens. Réinventer, apprendre à renouer notre lien au temps. Penser et agir pour bâtir des sociétés lentes, ralentir la société jusqu'à épouser le rythme du vivant poursuit un double objectif : contenir la grande accélération et déployer des dispositifs collaboratifs pour forger le bien commun, rendre la vie meilleure pour chacun-e, retrouver la mémoire...

Cette recherche du bien-être et du bien commun permet de nouer des espaces de dialogue : en premier, il s'agit de comprendre l'autre, l'écouter, aller vers le dialogue... avec les jeunes et les plus âgés, les migrant-es, les Roms, etc. "J'ai toute confiance en toi", mes peurs s'estompent. Considérer que nous sommes tou-t-es migrant-es et que nous avons un besoin d'accès semblable à des biens communs (eau, terre, semences, air...). Développer un espace de sérénité, se considérer comme une petite goutte dans la mer.

Plus globalement, les regards sur "l'état du monde d'Oxfam de 2014 à 2018", par exemple le constat que "Les 1 % les plus riches empochent 82 % des richesses créées, la moitié la plus pauvre de l'humanité n'en voit pas une miette" (2) nous invitent à repenser nombre des mécanismes de partage, de solidarité concrète. Le bilan de "la grande accélération" (3) nous incite à formuler avec Bruno Latour la nécessité d'un "attracteur terrestre" qui oriente l'ensemble de nos politiques (4).

ENRAYER LES MÉCANISMES VIOLENTS DE L'ÉCONOMIE

Les débats et actions menés partout dans le monde par les citoyen-n-es engagé-es en une commune humanité – les *Dialogues en Humanité* (5), les agoras des habitant-es de la terre (6), le mouvement Jai Jagat, etc. nous amènent à penser et agir "du bas vers tout le monde" ('bottom-to-all') : le

Le bien-être



'top down' (de haut en bas) a montré toutes ses lacunes et ses violences directes voire sa cruauté lorsque les 1% les plus riches - agissant "hors-sol" se montrent "hors humanité".

À l'arrivée de la marche *Jai Jagat* à Genève en septembre 2020, nous porterons la voix des plus pauvres auprès des Nations-Unies pour régénérer l'agenda des 17 Objectifs du développement durable : y intégrer le "halte à la logique de croissance économique", l'indispensable équité (la pauvreté n'a pas à exister : il n'est question que de juste répartition), la reformulation de ce qu'est le progrès et le développement, le désarmement du système financier, etc. Il nous appartient d'enrayer localement et globalement les mécanismes de violence structurelle de l'économie.

Alain Dangoisse ■

(2) Voir www.oxfam.org, février 2018.
 (3) Qui se caractérise par la diminution de la couche d'ozone, l'effondrement de la biodiversité, les pollutions chimiques, le changement climatique, l'acidification des océans, la perturbation des cycles de l'eau, l'artificialisation des terres, les rejets d'azote et de phosphore et ceux des aérosols atmosphériques, en particulier. Cf le *Programme international de la biosphère-géosphère* (IGPB) et le *Stockholm resilience center*, www.stockholmresilience.org
 (4) Voir Bruno Latour, *Où atterrir ?*, éd. La Découverte, 2017.
 (5) <http://dialoguesenhumanite.org>
 (6) <http://audacia-umanita.blogspot.com>

Jai Jagat

Silence est partenaire de *Jai Jagat*, la marche mondiale pour la justice et la paix qui partira de New Delhi en octobre 2019 et arrivera à Genève en septembre 2020. Littéralement "la victoire du monde", ce mouvement d'ampleur est impulsé par le mouvement gandhien *Ekta Parishad*, qui lutte pour les droits et la dignité des paysan-n-es, des sans-terre et des sans-voix en Inde. En Europe, de nombreuses marches convergeront vers Genève à cette même date, dont une marche Lyon-Genève.

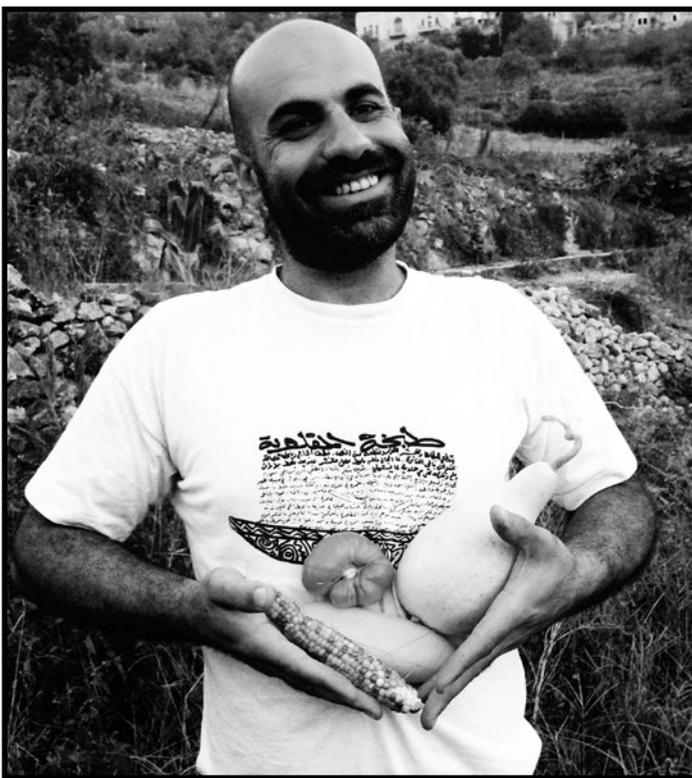
• Pour en savoir plus, on peut aller sur <https://jaijagat2020.eu>, écrire à lyongeneve2020@nonviolence.fr ou prendre contact avec *Silence*.





Cultiver la biodiversité en Palestine

La *Palestine Heirloom Seed Library*, *Bibliothèque des graines patrimoniales de Palestine*, est animée du même esprit que le mouvement *Slow Food* en Italie. Elle repose sur l'idée que personne ne peut être vraiment libre s'il ou elle n'a pas la souveraineté sur sa nourriture. Vivien Sansour, sa fondatrice, vit en Cisjordanie.



VIVIEN SANSOUR A COMMENCÉ à sillonner la Cisjordanie, cherchant les graines conservées dans les tiroirs de vieux agriculteurs et les ramenant à force de soins à la vie.

"Les agriculteurs se situent entre les artistes et les scientifiques" dit-elle. *"Le seul fait que ces variétés existent, on le doit à des générations d'agriculteurs palestiniens qui n'ont jamais cessé d'expérimenter, qui n'ont jamais abandonné la terre".*

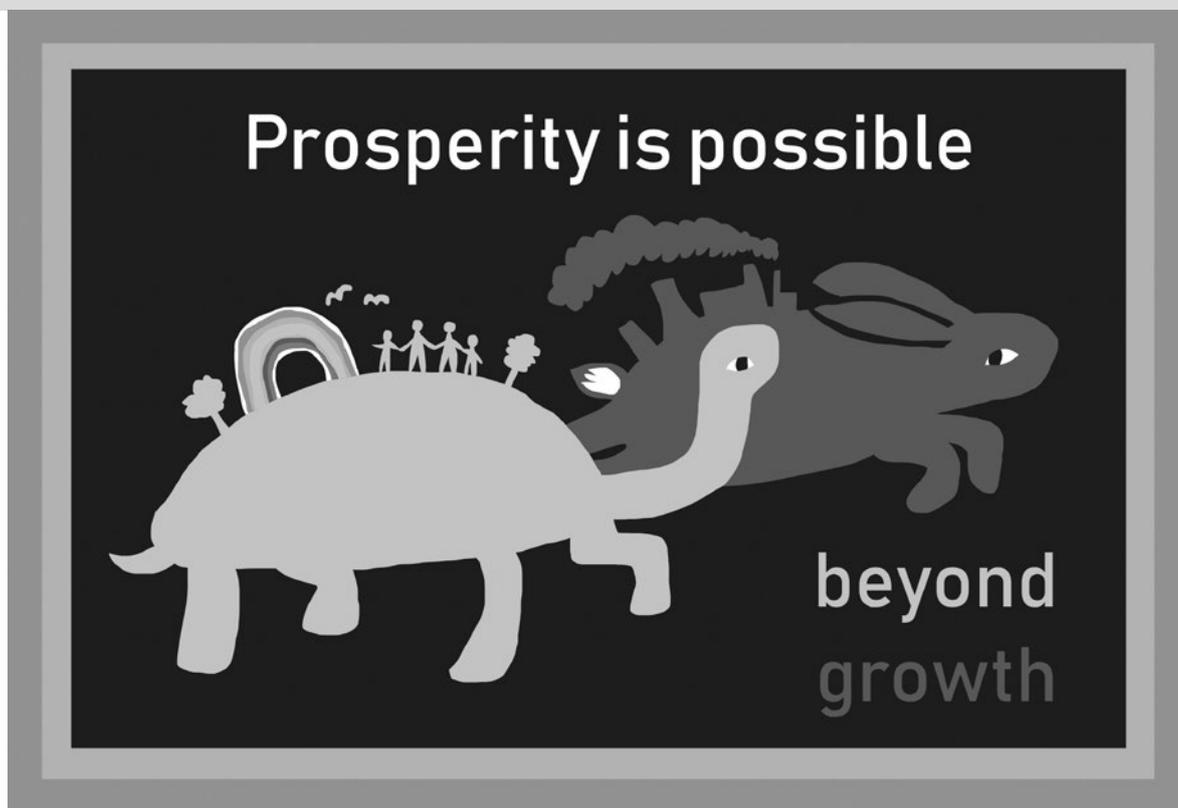
Ce ne sont pas seulement les graines qui ont besoin d'être sauvegardées, mais aussi les agriculteurs et les agricultrices, dont les terres ont été volées, l'eau déviée et qui ont été déracinées.

"Retirer aux gens la possibilité de produire leur nourriture a été l'écrasement du dernier bastion de la communauté", dit Sansour. *"Avec chaque moisson viennent une tradition, une pratique, une histoire de qui vous êtes. Et donc avec chaque moisson perdue, ce n'est pas seulement la*

biodiversité, mais aussi la diversité culturelle qui est perdue".

Avec du travail, de l'amour et de l'imagination, la bibliothèque de Vivien permet de cultiver quelques belles graines... de résistance.

- Source : Agence Médias Palestine, www.agencemediaspalestine.fr, 25 juillet 2018.
- Contact : la grainothèque a une page facebook au nom de "palestineherloomseeds".



► "La prospérité sans croissance est possible"

La crise migratoire et le mode de vie impérial

Comment penser des réponses alternatives à la "crise migratoire" présentée par les médias ? Nous publions ici des extraits d'un texte de Miriam Lang, qui propose de s'attaquer à la source du problème, le mode de vie impérial de certains pays du Nord.

LA DÉFENSE DU DROIT À MIGRER NOUS conduit-elle nécessairement à ignorer les nombreuses contraintes entremêlées qui poussent les gens à quitter leurs lieux d'origine ? Ne devrions-nous pas plutôt regarder en face les effets des phénomènes géopolitiques dans les pays du Sud et reconnaître notre rôle historique, économique et politique ?

LES ÉCUEILS DE LA "LIBERTÉ DE CIRCULATION"

Certes, nous devons réagir lorsque des institutions gouvernementales trient les bon-nes réfugié-es, les "légitimes", et les mauvais-es, les "illéga-les". Toutefois, cela ne doit pas nous mener à ignorer les rapports de force mondiaux ni à faire de la migration un tableau naïf qui la décrirait comme un phénomène positif fondé sur le choix individuel et l'autodétermination.

En se contentant d'une grille de lecture tournant autour de la "liberté de circulation", on passe à côté de la caractéristique de cette vague migratoire. Un-e Allemand-e qui choisit d'habiter aux États-Unis n'a rien à voir avec un-e Nigérien-e qui affronte les risques de la traversée de la Méditerranée et de l'entrée illégale dans l'Union européenne. Fin 2015, à l'échelle mondiale, on comptait plus de 65 millions de personnes déplacées (1)

— un record historique. Il est au final tout aussi urgent de lutter contre la destruction accélérée des ressources dans les pays du Sud que de militer pour l'ouverture des frontières et l'amélioration des conditions de vie de ceux qui ont déjà fui.

Ce processus repose sur la division internationale du travail et, plus spécifiquement, sur l'exploitation de la nature (les "ressources") et de la main-d'œuvre bon marché dans les pays du Sud, assurant aux pays du Nord une consommation sans limites.

Une telle avidité de matières premières a causé, à grande échelle, l'expansion et l'accélération de l'extractivisme : pour les économies du Sud, l'exportation de pétrole, de minerais ou de produits agricoles est souvent le seul moyen de s'intégrer au marché mondial actuel. Ces procédés détruisent les conditions matérielles nécessaires à la subsistance d'un nombre croissant de personnes.

Ce que l'on détruit, ce n'est pas seulement l'environnement : c'est souvent aussi le tissu social des régions concernées. Contraintes à la migration, les personnes perdent leurs liens sociaux, leur cadre culturel et leur savoir-faire. Dans la plupart des cas, la migration ne résulte pas d'un libre choix d'émancipation mais d'une réaction à de multiples contraintes spécifiques, qui

(1) "Des déplacements de populations sans précédent à travers le monde", Agence des Nations unies pour les réfugiés, juin 2016
www.unhcr.org



▲ *Le mode de vie impérial s'incarne dans une société de la surconsommation.*

peuvent être capitalistes, genrées, écologiques et/ou (néo)colonialistes.

QUI A DROIT AU MODE DE VIE IMPÉRIAL ?

L'expression "mode de vie impérial", créée par Ulrich Brand et Markus Wissen (2), ne cherche pas à décrire le style de vie de milieux sociaux spécifiques. Elle fait plutôt référence aux schémas hégémoniques de production, distribution et consommation, combinés à des imaginaires culturels et à des subjectivités. Ces notions, profondément ancrées dans les gestes quotidiens des majorités des pays du Nord, se fraient un chemin de plus en plus large parmi les classes supérieures et moyennes des pays du Sud.

Ce mode de vie est impérial dans la mesure où il offre à une petite minorité privilégiée, et à elle seule, un accès illimité à toutes les ressources du monde — l'espace, la nature, la main-d'œuvre bon marché et les égouts à l'échelle mondiale.

REPENSER L'OUVERTURE DES FRONTIÈRES

Il ne fait aucun doute que nous devons lutter pour l'ouverture des frontières et la mobilité à l'échelle mondiale, en particulier afin de contrer le nationalisme et l'écologie d'extrême droite. Toutefois, de nouvelles questions apparaissent autour de ces revendications : le fait de revendiquer l'ouverture des frontières et la liberté de circulation se traduit-il par le droit de toutes, y compris les habitant·es des pays du Sud, à adopter ce mode de vie impérial, quitte à migrer pour l'obtenir ?

C'est impossible pour deux raisons : premièrement, la destruction écologique que ce mode de vie nécessite s'en trouverait décuplée, alors même qu'une crise écologique menace déjà les

conditions matérielles de reproduction de la vie sur notre planète. Deuxièmement, le mode de vie impérial exige l'existence d'un "ailleurs", un site lointain vers lequel on peut externaliser exploitation et destruction. Il ne fait aucun doute que de nombreuses migrant·es se tournent vers l'Europe dans l'espoir de participer au mode de vie impérial et, dans bien des cas, leur illusion bute sur le mécanisme complexe de "l'inclusion sélective". Toutefois, la véritable question devrait être : ont-ils, avons-nous, quiconque a-t-il un droit à un mode de vie qui exploite et détruit les ressources d'autrui ?

RECONCEVOIR UNE VIE RÉUSSIE

Le discours dominant qui définit ce qu'est une vie agréable et réussie repose sur plusieurs présupposés problématiques : ainsi, la vie que l'on mène dans le monde occidental correspondrait au plus haut niveau de développement de la civilisation ; le bonheur reposerait forcément sur la consommation de masse et l'accumulation de biens matériels, etc.

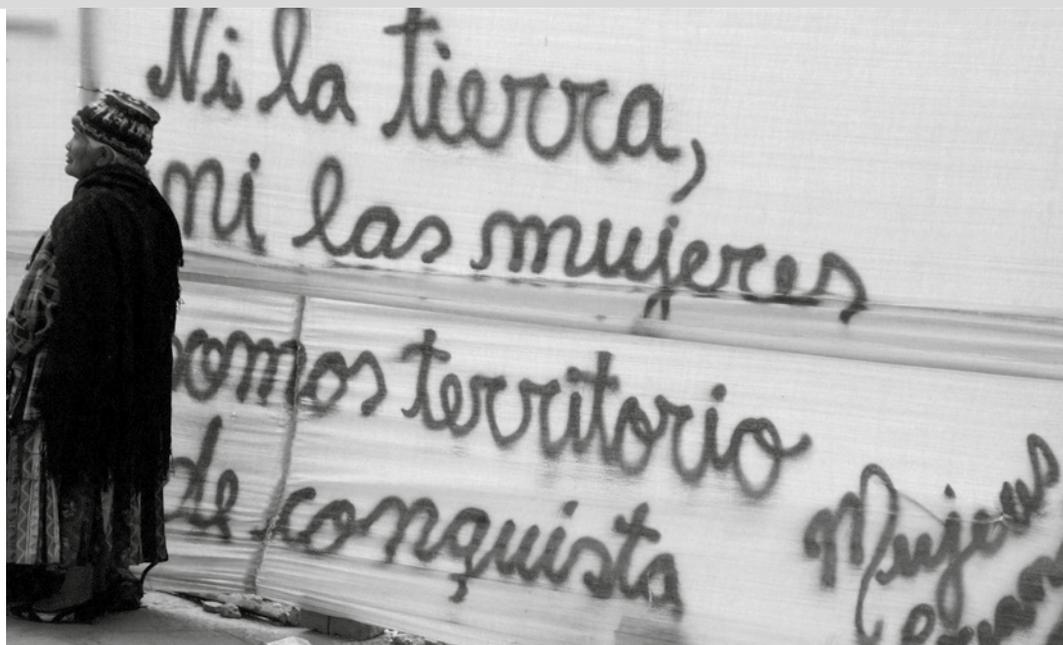
Selon moi, la clé permettant de contrer ce récit consiste à établir un lien entre les mouvements antiracistes qui défendent le droit à la migration et ceux qui prônent une vie différente, moins aliénée, moins accélérée, moins individualiste. De telles luttes existent, en Europe et dans les pays du Nord, et elles se sont renforcées ces dernières années. Le mouvement pour la décroissance, de même que l'écoféminisme, ébranlent les notions cocardières du "droit à la prospérité" et les craintes d'un déclassement social qui serait dû à la présence de personnes migrantes : en effet, ces combats remettent radicalement en cause l'idée d'un mode de vie occidental, européen, synonyme de prospérité et de réussite. Comme l'a dit Veronika Bennholdt-Thomsen (3) : "*Nous, habitants de l'hémisphère Nord, sommes bien*

■ **Miriam Lang** est professeure d'études sociales et mondiales à l'Universidad Andina Simón Bolívar de Quito, en Équateur. Elle a suivi des études latino-américaines à l'Université libre de Berlin et est titulaire d'un doctorat de sociologie. Dans les années 1990, elle a participé à des mouvements antiracistes berlinois. Installée en Amérique latine en 2003, elle vit en Équateur depuis 12 ans.



(2) Ulrich Brand et Wissen Markus, "Sozial-ökologische Transformation und imperiale Lebensweise. Zu Krise und Kontinuität kapitalistischer Naturverhältnisse". En anglais : www.univie.ac.at

(3) Née en 1944, l'Autrichienne Veronika Bennholdt-Thomsen est sociologue et ethnologue (NDLT).



▲ "Ni la terre, ni les femmes ne sont un territoire à conquérir".
L'écoféminisme défend un mode de vie émancipateur et protecteur de l'environnement.

Buen vivir

Ces dix dernières années, dans certains pays d'Amérique latine, un paradigme alternatif nommé *buen vivir* (ou bien-vivre) est venu contrer le bien-être capitaliste. Il considère les êtres humains comme un élément de la Nature et promeut donc des relations harmonieuses avec les autres êtres vivants. Parmi ses principes centraux figurent l'équilibre, la réciprocité et la complémentarité, qui remplacent accumulation, progrès, croissance et compétition. Des mouvements tels que la décroissance ou les *commons* peuvent se conjuguer aux combats tels que le *buen vivir*, le post-extractivisme et le post-développement dans les pays du Sud, ouvrant ainsi une perspective qui permettrait aux habitant·es du Nord et du Sud géopolitiques de s'allier pour vaincre l'hégémonie du mode de vie impérial.

approvisionnés, voire trop, et pourtant nous ressentons des manques. Les gros problèmes de notre époque sont l'isolement de l'individu, la solitude et les craintes existentielles, ainsi que le recours à des schémas de convivialité raciste, nationaliste, car nous manquons de concepts émancipateurs."

Des mouvements tels que la décroissance et l'écoféminisme s'attaquent aux schémas de consommation du mode de vie impérial dans leur dimension quotidienne. Ils démontrent, collectivement, qu'une plus faible consommation matérielle, en échange contre l'intégration dans des réseaux sociaux communautaires, n'est pas forcément une privation mais peut au contraire déboucher sur un véritable enrichissement.

Bien entendu, notre reproduction sociale et la satisfaction de nos besoins ont une dimension matérielle. Mais celle-ci, d'une part, n'est pas nécessairement gouvernée par la seule notion

d'argent — voir le débat et la pratique autour de la notion de *commons* et de *commonism* — et, d'autre part, n'est pas la seule dimension de la pauvreté et de la richesse. Les notions d'abondance, de valeur et de santé, en relation avec la qualité des relations sociales, l'autodétermination, l'autonomie, la capacité de redistribution, sont systématiquement masquées par les mesures de pauvreté qui dominent le discours développementaliste : la qualité de vie est réduite à l'argent, à la consommation et, au mieux, à l'accès aux services publics.

Les mouvements anti-racistes et la recherche critique sur la migration ne sauraient se contenter de lutter contre le système des frontières européennes en plaidant pour leur ouverture. Pour mener une stratégie offensive contre un patriotisme raciste de prospérité, leurs critiques doivent viser le mode de vie impérial et le déséquilibre des relations Nord-Sud qui en découle, mais aussi la définition dominante d'une vie réussie. Une perspective actualisée des relations entre les peuples nécessite d'ouvrir les yeux sur les raisons profondes de la migration forcée et, par conséquent, de réduire fortement la consommation d'énergie et de matières premières des pays du Nord, tout en développant de nouvelles conceptions du bien-être au niveau mondial, sans considérer la protection sociale comme un privilège fondé sur l'origine d'un individu ou sur un droit inné.

Miriam Lang,

texte traduit par Emmanuelle Pingault ■

Radiations

À propos de la BD de Drosophile "Où se faire irradier ?" (*Silence* de décembre 2018 page 20), tout le monde a entendu parler de Tchernobyl et de Fukushima, tout le monde a plus ou moins pris des "coups de soleil" et tout le monde sait qu'une radio des poumons ou des dents se fait avec des rayons x. Ce qui me gêne un peu ce sont les amalgames. On ne peut pas mettre sur le même plan des rayons de différentes natures, ultraviolets, gamma, x, etc. (...)

L'objectif du document est de dire que nous sommes cernés par les radiations. Certes la terre et le soleil sont radioactifs, c'est ce qui crée les conditions de la vie avec la lumière et des températures où l'eau est liquide (sève, sang...). Chacun de nous émet des radiations. Au cinéma et dans le métro nous sommes bombardés de becquerels, mais la plupart passent à côté de nous comme des gouttes de pluie qui tombent du ciel.

Alain Cochet
Puy-de-Dôme



Halte à l'escroquerie ! Utiliser de l'électricité d'origine réellement renouvelable...



Nous sommes en 2019, et la France est encore alimentée en électricité nucléaire...
Toute ? Non ! Car il existe quelques fournisseurs qui s'engagent à fournir une électricité d'origine réellement renouvelable. Mais ils sont trop nombreux à prétendre le faire, et bien rares à respecter leur promesse ! Pourtant, il est possible de choisir... ceux qui tiennent réellement leur parole.

Donc, attention à ne pas se laisser raconter des histoires ! Car il y a une bonne vingtaine de fournisseurs sur le territoire national ; ce qui veut dire qu'entre eux la concurrence est rude, et qu'à leurs yeux tous les arguments sont bons pour se faire valoir – même ceux qui sont de simples mensonges...

Parmi ces arguments, le plus utilisé est celui qui consiste à vous vendre de l'électricité nucléaire sans le dire, tout simplement parce que la loi autorise à la "camoufler" sous ce qu'elle appelle "certificats verts" – qui sont de simples bouts de papier émis n'importe où, par des producteurs détenant des centrales hydroélectriques (généralement dans des pays montagneux, Scandinavie ou Europe centrale).

Et l'escroquerie consiste à vous laisser croire que le supplément qui vous est facturé (au titre de l'électricité "verte") soutient le développement de celle-ci dans notre pays, alors qu'il n'en est strictement rien : ce supplément est tout simplement "détourné" vers les systèmes de production classiques où s'approvisionne votre revendeur – en nucléaire pour l'essentiel ! Et va ainsi augmenter son bénéfice...

Alors, que faire ? Tout simplement, ne pas se laisser raconter des histoires, et choisir un fournisseur réellement associé au développement de l'électricité verte. Dans notre pays, il n'y en a que trois – tous les autres s'approvisionnent pour l'essentiel auprès des centrales nucléaires d'EDF, sans le dire évidemment.

Ces trois "bons" sont *Enercoop*, *Energie d'ici* et *Ilek* ; en leur achetant votre électricité (généralement un peu plus chère que chez les autres, c'est vrai), vous soutenez effectivement le développement en France de la nécessaire transition écologique...

Pour que reste habitable le monde où devront vivre nos petits-enfants ! Pour changer de fournisseur, c'est très simple : prenez contact avec celui que vous avez choisi, il se chargera de toutes les formalités : tapez son nom, ou téléphonez : *Enercoop* : 09 73 72 25 00 ; *Energie d'ici* : 05 64 27 04 88 ; *Ilek* : 09 87 65 52 32.

Louis Pinsard
Jura

Le paracétamol n'est pas sans risque

Le 29 décembre 2017, dans un hôpital de Strasbourg, une jeune femme de 22 ans décède. Le rapport d'autopsie indiquera que sa mort est due aux suites d'une "défaillance multiviscérale sur choc hémorragique". (...) Comment peut-on après des maux de ventre mourir d'une "défaillance multiviscérale sur choc hémorragique" ?

Certes, la prise en charge de la détresse vitale de Naomi Musenga n'a pas été à la hauteur, mais il y a un autre suspect sur lequel ne s'attardent ni les médias, ni la ministre de la santé (...).

Ce suspect se nomme Paracétamol et c'est la molécule phare parmi les médicaments antidouleur délivrés en France sans ordonnance. (...)

Cet autre suspect ne semble pas non plus avoir retenu l'attention des médias. Pourtant, comme le note l'enquête préliminaire, le décès de Naomi Musenga est "la conséquence d'une intoxication au Paracétamol absorbé par automédication sur plusieurs jours. La destruction évolutive des cellules de son foie a emporté une défaillance de l'ensemble de ses organes conduisant rapidement à son décès."

Ce fameux Paracétamol (...) est le médicament contre la douleur le plus vendu en France et on le trouve dans le commerce sous différentes appellations : Doliprane, Dafalgan, Efferalgan,...

En France, "c'est la première cause de greffe du foie pour hépatite aiguë grave" nous indique Anne Prigent dans un article du *Figaro* de juillet 2017.

Naomi Musenga aurait-elle abusé de ce médicament anti-douleur ? (...) Pour le professeur Nicolas Moore, pharmacologue au CHU de Bordeaux, "Le risque hépatique du paracétamol ne semble (...) pas se limiter au seul surdosage".

De plus, (...) la prise de Paracétamol exposerait également à d'autres risques. Selon une étude britannique dirigée par le Pr Conaghan (Hôpital de Leeds), la prise régulière de Paracétamol augmenterait de 20% le risque de maladie cardiovasculaire (infarctus et AVC). De même pour les problèmes rénaux "le risque serait multiplié par deux en cas de prise cumulée de plus de 500g de paracétamol au cours de la vie" (journal *20 minutes* du 03/03/15)

(...) Selon une étude Danoise portant sur 64 000 femmes et réalisée entre 1996 et 2002, la prise de Paracétamol aurait un lien avec les troubles de l'attention et l'hyperactivité chez l'enfant (TDA/H). Ingré au cours de la grossesse, le Paracétamol induirait, chez le fœtus, un risque de TDA/H 40 % plus élevé. (...)

Thierry Richard
Essonne



L'internet n'est pas compatible avec l'écologie

Abonné depuis près d'une décennie, je ne suis guère étonné, hélas, que votre rédaction ait mis en exergue le livre de Philippe de Grosbois *Les batailles d'internet* dans votre dernier numéro (*Silence* n°474 de janvier 2019).

En effet, ce choix de livre du mois, étendard de votre ligne éditoriale, montre à quel point vous vous inscrivez dans la pensée mollassonne d'une écologie qui, en aucun cas, ne remet en question les fondements de la société industrielle et le progrès linéaire qui la sous-tend. Certes, vous voulez protéger les arbres, les animaux, la terre, les relations humaines mais sans jamais démentir le confort moderne dans lequel les occidentaux se vautrent depuis l'époque coloniale.

L'internet, à ce titre, nouvel emblème du capitalisme mondialisé, représente un tel émerveillement dans l'évolution du "génie (destructeur) humain" qu'il faut, à tout prix, trouver une issue pour le maintenir et le justifier, tout en préservant notre bonne conscience de privilégié européen.

Nonobstant les destructions écologiques, culturelles et physiques. Nonobstant les atomisations cognitives, corporelles et sensitives. Nonobstant l'éradication des métiers, des relations humaines, de la pensée autonome et de la mémoire. Nonobstant la standardisation sans précédent des humains qu'il fabrique. Nonobstant l'esclavage, les mines, les déchets et les maladies. Nonobstant l'énergie démentielle qu'il requiert et qui entre en contradiction violente avec les économies drastiques que devrait nous imposer le dérèglement climatique. Nonobstant le totalitarisme indolore et planétaire qu'il organise.

Vous vous accrochez désespérément aux inepties les plus absurdes. Je dois concéder que celle d'"attaquer les monopoles des Gafam" est une des plus réussies. Comment peut-on croire à pareille bêtise ? Comment l'internet pourrait-il fonctionner sans les Gafam ? Il a été conçu et réalisé par eux, et quelques autres, avec le soutien logistique et financier de l'armée américaine.

Son objet est double. D'une part, la mise au pas et le contrôle de l'ensemble des peuples ; d'autre part, la marchandisation de nos vies entières, y compris ce qu'elles ont de plus intime. Il est le prolongement de la cybernétique qui visait à remettre la gouvernance des humains aux machines informatiques.

Mais les autres saints auxquels vous vous vouez ne manquent pas de "panache" ; comme si nous pouvions "relocaliser les serveurs des sites web", comme si la "cyber-militance" était autre chose qu'un corps atone et

mutilé, scotché devant un écran et répondant aux injonctions de ses seigneurs et maîtres que sont les machines qui normalisent ce qui lui reste de cerveau humain.

Cette recension m'évoque inlassablement le livre de Jaime Semprun *L'abîme se repeuple*, et au hasard cette citation : "*Parmi les choses que les gens n'ont pas envie d'entendre, qu'ils ne veulent pas voir [...] : que tous ces perfectionnements techniques, qui leur ont si bien simplifié la vie qu'il n'y reste presque plus rien de vivant, agencent quelque chose qui n'est déjà plus une civilisation ; que la barbarie jaillit comme de source de cette vie simplifiée, mécanisée, sans esprit.*"

Vous vous prétendez écologistes, que diantre lisez Ellul et Charbonneau ! Ils défendaient la nature, le sauvage et la dignité humaine mais avec une pensée politique claire et cohérente. Ils rejetaient la société industrielle et le centralisme étatique qui lui est inhérent ainsi que la rationalisation que le système technicien impose.

Votre conclusion, enfin, est consternante : devant le "déferlement numérique", que chacun constate, vous vous proposez de plonger dans le déni le plus absolu. L'internet et les smartphones sont des gadgets de destruction massive. Ils atomisent notre condition humaine et, de façon concomitante, toutes les vies sur Terre. Ils sont le prolongement de la société industrielle dont les ravages crèvent les yeux. Les logiciels libres ne règlent rien, ils sont l'huile des rouages du système, ils légitiment l'ensemble des vicissitudes et des crimes du techno-capitalisme libéré. Mon indignation est grande et ma colère aussi, face à votre renoncement, inacceptable, qui nous conduit irrémédiablement à la perte des interstices de liberté qui subsistent encore.

Hervé Krief

Creuse

Auteur du livre *Internet ou le retour à la bougie* (éd. Quartz, 2018).

Vous pouvez nous envoyer des textes pour le courrier des lectrices soit par courrier postal, soit en passant par le formulaire de contact qui se trouve sur le site de *Silence* : www.revuesilence.net. Soyez concis : pas de textes de plus de 3000 signes.

Les informations contenues dans les courriers n'engagent pas la rédaction.

Essais

■ **C'est pas parce qu'ils sont nombreux à avoir tort qu'ils ont raison !** Jean-Pierre Boyer, éd. *Écosociété*, 2018, 780 p., 28 €. Recueil de 12923 citations classées par thème, avec un fort engagement politique et une prédominance des auteurs francophones masculins. De quoi enrichir ses textes dans à peu près tous les sujets.

■ **Résister à la société qu'on nous impose**, Simon Charbonneau, éd. *Libre et Solidaire*, 2018, 166 p., 14,90 €. "*Sur le plan politique, jamais l'incapacité de nos représentants à comprendre et à concevoir un avenir digne de ce nom n'a été aussi manifeste*". Ce livre semé de références à Orwell et à Aldous Huxley, mais aussi à des penseurs contemporains comme Zygmunt Bauman et Hartmut Rosa lance un appel à résister aux désordres engendrés par les technologies galopantes, qui conduisent "*à l'asservissement et à la domestication des hommes*".

■ **Douze femmes hors du commun durant l'Antiquité et le Moyen Âge**, Yves Bertrand, éd. *Chronique Sociale*, 2018, 143 p., 12 €. C'est un travail difficile que de reconstruire l'Histoire des femmes à partir d'une absence d'information. Que savez-vous de Séménaris, Aspasia, Diotima, Marcia... qui ont changé la face du monde en leur temps ? Saviez-vous que Socrate n'avait pas hésité à confesser à des parterres d'hommes ahuris que c'était deux femmes qui avaient transformé sa vie ?

■ **Paris JO 2024, miracle ou mirage ?**, coord. Frédéric Viale, éd. *Libre & Solidaire*, 2018, 240 p., 15,50 €. L'organisation des Jeux Olympiques se solde régulièrement par un gouffre financier et des décennies d'endettement pour la ville qui les accueille. Et pour les aut-rices, Paris 2024 a tout du grand projet inutile et imposé : absence de consultation démocratique, coût économique mais aussi social et écologique. Cet ouvrage annonce de façon argumentée un désastre à venir.

■ **Martin Luther King, le rêve de la "Communauté bien-aimée"**, Jean-Claude Girardin, éd. *Mennonites*, 2018, 88 p., 9 €. Une approche originale de la pensée de Martin Luther King, lue par une pasteur protestant guadeloupéen. Un petit livre, ancré dans la foi, qui rappelle que la notion de communauté porte aussi des valeurs de justice et d'entraide. Se penser ensemble, lutter contre le racisme et la violence, demande aussi de l'engagement, au-delà de l'indignation. Des propos qui peuvent parler au-delà de la communauté religieuse.

■ **Les territoires du vivant, un manifeste biorégionaliste**, Mathias Rollot, éd. *François Bourin*, 2018, 256 p., 20 €. C'est par l'habitat que l'auteur, architecte, aborde la question des territoires. Manifeste qui dénonce la surabondance des représentations qui se brouillent à l'ère du numérique et la dépendance à internet, il cherche à réhabiliter la possibilité d'habiter une maison "nue", dénuée de flux et de connexion. Le biorégionalisme, qui part de l'échelle de la communauté, défend la coopération et l'autosuffisance, la décentralisation et la diversité, serait-il la solution ?

■ **20 000 ans ou la grande histoire de la nature**, Stéphane Durand, éd. *Actes Sud*, 2018, 240 p., 22 €. L'amnésie écologique, cet étrange phénomène qui nous fait considérer toujours comme originel le monde qui nous a vus naître, nous empêche d'apercevoir l'étonnante richesse et l'abondance de la vie sauvage qui a peuplé la France, de l'âge de Glace à aujourd'hui. Un retour dans le temps salutaire, et presque féérique, en compagnie des récifs de posidonie et des phoques sur les plages de Deauville.

Roman

■ **Zénobie ou l'âme rebelle**, Bernard Farinelli, éd. *Lucien Souny*, 2018, 204 p., 16,50 €. Prof de philo, Victor est arrêté, suspecté d'être responsable d'un attentat écolo. Après un non-lieu et sa remise en liberté, il se sent en décalage avec le monde actuel et va s'installer dans la montagne. Là, il voisine avec des néoruraux, enquête sur l'ancienne propriétaire Zénobie, protège le fils d'un truand rencontré en prison, a des histoires de cœur... L'auteur connaît bien le milieu des alternatifs, mais il lui manque quand même un scénario bien ficelé.

Artemisia

Une plante pour éradiquer le paludisme

Lucile Cornet-Vernet, Laurence Couquiaud



Au cours d'un voyage en Afrique subsaharienne, des ami-es de l'autrice sont victimes d'une crise de paludisme sévère et guéris par une plante prise en tisane ! 48 heures après le traitement,

les voilà remis sur pied. Ce médicament transmis dans le secret, souvent par des tradipraticiens, est ignoré des hôpitaux. Quelque temps après, on les retrouve en Éthiopie, découvrant l'histoire de ce remède millénaire d'origine chinoise, tiré de *Artemisia annua* (armoise annuelle). Leur rencontre avec le professeur Lutgen en 2012, les amène, après de longues recherches, à plaider devant l'Organisation mondiale de la santé la cause de cette tisane et... se font démonter par les ministères, les législateurs, les ONG et les laboratoires. Du coup l'autrice décide de se lancer avec le professeur Lutgen dans un combat contre le Goliath de la pharmacie et l'hostilité des instances publiques. Le duo recherche des fonds pour créer des Maisons de l'Artemisia en Afrique et dans le monde. La nouvelle se répand, les patient-es guéri-es sont leur meilleure arme de propagande. MD

Éd. Actes Sud, 2018, 192 p., 18 €

Méditerranée : des frontières à la dérive

sous la direction de Nathalie Bernardie-Tahiri et Camille Schmall



Au fil de l'évolution des arrivées de migrant-es, l'Europe a pris des mesures de plus en plus drastiques pour essayer d'endiguer les flux. Elle utilise la Méditerranée comme une frontière flottante où se noient de plus en plus d'êtres humains. Les aut-rices de cet ouvrage montrent comment la situation évolue. La Sicile, Malte, ou les îles grecques se sont transformées en zone non plus d'accueil mais de rétention. Le livre souligne également l'ambiguïté des habitant-es qui craignent l'effondrement du tourisme (comme à Lesbos) mais voient par ailleurs une opportunité d'avoir du travail dans l'encadrement ou l'accueil des ONG, des journalistes (Lampedusa). Le livre raconte comment des situations de solidarité de la population ont été empêchées par une militarisation des lieux et l'isolement des migrant-es. Des ONG se sont repliées en mer, mais rencontrent des difficultés pour effectuer leur travail de sauvetage. L'Europe essaie maintenant de repousser les frontières plus loin en finançant des camps en Turquie et en Libye. Cruelle inhumanité. MB

Éd. Le passager clandestin, 2018, 144 p., 10 €

Petit traité du jardin punk

Éric Lenoir



De même que les punks sont en révolte contre le système, l'auteur, paysagiste, propose de revoir notre conception du jardin en étant le plus possible en relation avec la nature, en refusant les travaux trop pénibles, en acceptant qu'un jardin change de par lui-même, en cherchant le maximum de biodiversité... Présentés avec des titres très punks dans le style, des conseils pleins de bon sens pour se détacher des allées tirées au cordeau et des pelouses où pas une tête ne dépasse. Un appel à la désobéissance jardinière fort agréable à lire, plus radical qu'un Gilles Clément. FV

Éd. Terre Vivante, 2018, 96., 10 €

Le vote blanc toujours censuré

Olivier Durand



Quatre millions de personnes ont voté blanc lors du deuxième tour des élections présidentielles de 2017. Et cela n'est pas considéré comme un vote exprimé. *L'Association pour la reconnaissance du vote blanc* que préside l'auteur, a organisé différents débats ces dernières années, élargissant la question à la démocratie directe, au vote obligatoire, aux réformes électorales qui éloignent de plus en plus élu-es et élect-rices, aux moyens alternatifs de choisir un-e élu-e (voir *Silence* n°455), etc. Une quinzaine de personnes ont participé à ces débats : des politiques, des universitaires, un journaliste, un sondeur. Peut-on faire évoluer les choses pour que les électrices et les électeurs soient mieux pris en compte ? Un peu foutraque dans la présentation, mais beaucoup de réflexions intéressantes. MB

Éd. L'Harmattan, 2018, 194 p., 20,50 €

Fonctionner ou exister ?

Miguel Benasayag



L'auteur s'insurge contre la réduction de l'existence humaine à un fonctionnement. La manière dont notre société traite les personnes les plus âgées en est symptomatique. Nous vivons dans un monde obsédé par la performance, le management de soi, divisé entre gagnant-es et perdant-es. Pourtant nous pouvons dépérir même si "tout fonctionne bien". Les nouvelles technologies et le transhumanisme viennent nourrir ces illusions de performance. *"D'un côté on nous serine que tout est possible, même d'abolir la mort. De l'autre nous nous sentons de plus en plus impuissants pour agir, et dans nos vies et dans nos sociétés"*. Une invitation à "ne pas écraser nos dysfonctionnements", à "entrer en amitié avec nos fragilités" qui ouvrent un espace pour la relation, la sagesse, la culture et l'amour. Nos vies valent décidément bien plus qu'un bilan de compétences ! GG

Éd. Le Pommier, 2018, 140 p., 14 €

Livres

Itinérances

Collectif, coordonné par Josep Rafanell I Orra



Cet ouvrage complexe analyse des nouvelles formes d'organisation et d'existences pour s'opposer à la marchandisation tous azimuts et à l'emprise de l'économie de marché.

À travers des témoignages et des réflexions sur de nouvelles associations, telles que celle du quartier des Lentillières à Dijon, il s'agit de dénichier, déceler et creuser les expériences partagées, à même de faire exister la communauté, la solidarité et une économie locale détachée du système marchand capitaliste.

Le désastre est devenu immanent à notre monde. *"La catastrophe n'est plus à annoncer."* Face à cela les aut-rices proposent de jeter les jalons *"de nouveaux commencements en relocalisant le possible"*. JP

Éd. Divergences, Les Laboratoires d'Aubervilliers, 2018, 27 p., 16 €

Une autre fin du monde est possible

Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Gauthier Chapelle



Dans ce livre à la croisée entre analyse politique, méditation philosophique et expériences personnelles, les auteurs analysent ce que cela fait de se voir confronté-es à la perspective d'un effondrement écologique. Ils proposent de réhabiliter les émotions et font appel aux expériences de la maladie incurable pour trouver des pistes nous permettant de "danser" avec la mort ou la destruction attendue. Ils proposent de constituer des collectifs "d'usagers de l'effondrement", et parient sur nos capacités de résilience qu'ils encouragent à cultiver. Puis ils s'essaient à imaginer une sagesse de l'effondrement, une "col-lapsosophie". Il s'agit entre autres de s'ouvrir aux autres formes de savoirs "relationnels", de faire alliance avec les autres qu'humains, de s'ouvrir à l'écopscologie ou encore à la dimension spirituelle. Ou comment apprendre à plonger dans l'eau glacée la nuit. GG

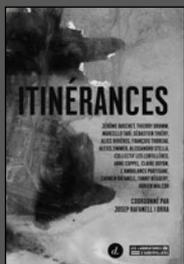
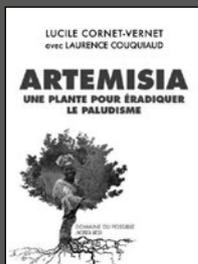
Éd. Seuil, 2018, 332 p., 19 €

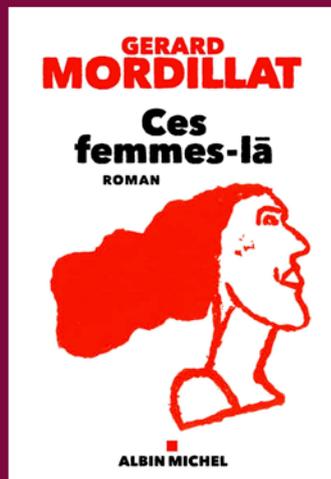
Capitalisme de plateforme L'hégémonie de l'économie numérique

Nick Srnicek



L'essor du capitalisme de plateforme se caractérise par une économie basée sur la récolte, l'analyse et l'exploitation de données. En effet, *"tout comme le pétrole, les données sont une matière que l'on peut extraire, raffiner et utiliser de multiples manières"*. L'inconvénient pour nos libertés, dans ce système où "la





Ces femmes-là

Gérard Mordillat

En 2024, un régime autoritaire dirige la France et décide d'expulser tou-tes les Musulman-es. Syndicats, parents d'élèves, militant-es divers-es organisent alors une immense manifestation de protestation. Les pro-gouvernementaux organisent aussi la leur. Un groupe d'extrême droite va tenter de tuer les dirigeant-es syndica-les en mitraillant la tête de manif. Un groupe islamiste va faire de même en tête de l'autre. Un groupe anarchiste a décidé lui de s'en prendre aux responsables et va s'attaquer au siège du patronat. En suivant le parcours d'une cinquantaine de manifestant-es, de politicien-nes et de forces de l'ordre, Gérard Mordillat fait monter la pression tout au long du roman. Alors que les manifs tournent au massacre, les femmes seules tentent de marcher sur l'Assemblée nationale... Sans doute écrit avant la crise des Gilets jaunes, une remarquable anticipation politique. MB

Éd. Albin Michel, 2019, 384 p., 21,50 €

suppression de la vie privée appartient à l'essence même des plateformes", c'est que "la surveillance et le profit finissent par converger". Certaines plateformes "allégées" comme Uber ou AirBnB font des profits colossaux, mais ne possèdent aucun des biens dont elles tirent profit, se limitant à mettre en contact acheteu-ses et prestataires de service. De nombreux frais sont reportés sur les travailleu-ses, réactualisant la figure du travailleur journalier exploité. L'avenir verra-t-il une concentration ou une fragmentation d'internet ? Les deux tendances sont à l'œuvre. GG

Éd. Lux, trad. Philippe Blouin, 2018, 160 p., 14 €

B. D.

Simone Veil, l'immortelle

Hervé Duphot et Pascal Bresson



Le livre commence par l'arrivée de Simone Veil à l'Assemblée nationale, au milieu des insultes des "anti-avortement". Parmi les prises de parole qui contestent son projet de loi, plusieurs allusions sont faites aux méthodes nazies. Les auteurs font alors des flash-backs sur la vie de jeune fille de Simone Veil, juive, déportée en 1944 avec sa famille. Un dessin très ligne claire en bichromie (avec une couleur qui varie selon les moments) permet de passer facilement d'une époque à l'autre. Histoire émouvante, mais qui oublie le fait qu'elle a été la première

présidente du Parlement européen à favoriser la réconciliation entre les adversaires de la Deuxième Guerre mondiale. FV

Éd. Marabulle, 2018, 180 p., 18 €

Vagin tonic

Lili Sohn



Les connaissances sur le sexe féminin sont encore peu développées. Sexisme oblige, on n'en parle pas et en médecine, on ne l'étudie que depuis quelques décennies. Après un cancer du sein et des discussions avec des copines qui lui ont montré l'étendue de notre ignorance, l'autrice a donc décidé de se pencher sur la question : c'est quoi une femme, un clitoris, les règles, une grossesse, etc. Pour s'instruire sur la fougoune de manière sérieuse, le tout avec beaucoup d'humour. FV

Éd. Casterman, 2018, 270 p., 20 €

La nouvelle bande dessinée arabe

Histoires courtes en bande dessinée

Collectif



Des récits oniriques aux super-héros, ce recueil foisonne d'histoires où chacun-e trouvera son compte. Tirés de fanzines égyptien, libanais, marocain, tunisien, irakien, algérien, syrien

et jordanien, ils sont rassemblés ici pour nous faire découvrir des illustrateurs très actifs et parfois très critiques. Une pépinière d'artistes expérimentant leur art sous la forme d'une littérature graphique. C'est d'autant plus intéressant quand on mesure la fragilité et la frilosité des éditeurs de ces pays. DB

Trad. Sarah Siligaris, éd. Actes Sud BD/Sindbad/L'Orient des livres/[barzakh], 2018, 270 p., 27 €

Devenir Rosie

Rosie la Riveteuse

et la performativité du genre

Shreyas R. Krishnan



Tout le monde connaît maintenant l'image iconique de cette femme en bleu de travail qui montre ses muscles en semblant faire un bras d'honneur.

Mais qui connaît l'origine de ce graphisme ? L'autrice s'est penchée sur son histoire. Cette affiche a été conçue initialement aux États-Unis, pendant la Deuxième Guerre mondiale pour inciter les femmes alors à la maison, à s'engager dans les usines afin de remplacer les hommes partis au front. Rien de bien féministe initialement. Précieuse analyse du phénomène et de ses détournements. FV

Traduit de l'anglais par Amandine Schneider-Depouhon, éd. Cambourakis, 2018, 16 p., 10 €

Romans

Tu n'habiteras jamais à Paris

Omar Benlaala



L'auteur fait un parallèle entre la vie de son père Bouzid, venu en métropole en 1963 et ayant travaillé toute sa vie dans le bâtiment... sans jamais pouvoir habiter dans ce qu'il construit, et Martin Nadaud, maçon de la Creuse qui un siècle plus tôt a participé à la construction des immeubles haussmanniens et qui a été l'un des rares ouvriers à devenir député. Un dialogue entre les deux époques qui soulève bien des questions sur ce qu'est l'immigration, l'intégration. De quoi s'interroger sur la persistance des classes sociales et sur le devenir des migrant-es d'aujourd'hui. MB

Éd. Flammarion, 2018, 200 p., 19 €

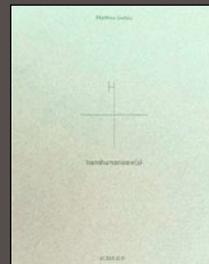
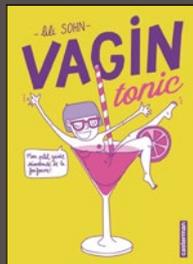
Beaux livres

H+

Matthieu Gafsou



L'exposition photographique du suisse Matthieu Gafsou aux Rencontres photographiques d'Arles (été 2018) présente un historique des "aides technologiques", tant de celles que nous



acceptons que de nouvelles venues qui soulèvent de nombreuses questions éthiques. L'exposition, reprise en livre aujourd'hui, commence par montrer des photos de lentilles de contact, de seringues à insuline, objets familiers depuis plus ou moins longtemps et utilisés pour la plupart sans débat éthique. Il photographie ensuite des inventions sujettes à polémique : exosquelettes qui peuvent aider les paraplégiques, stimulateur cardiaque, etc. Et on arrive ainsi à des objets connectés comme les casques de réalité virtuelle, le puçage, la recherche de l'immortalité développée autour de la cryogénéisation ou des renouvellements d'organes. L'exposition interroge les limites de ce que l'on considère comme acceptable dans le recours à la technologie. MB

Éd. Actes Sud, 2018, 160 p., 79 photographies, 45 €

Jeunes

Grand-père Mandela

Sean Qualls



Dès 5 ans. Zindzi est la fille de Nelson Mandela. Ses petits-enfants lui demandent de leur raconter l'histoire de celui-ci. Elle choisit donc les mots simples pour leur parler de la vie de cet homme qu'on ne présente plus. On y découvre l'histoire de la lutte contre l'apartheid racontée à travers les souvenirs de sa fille. Une belle introduction à ce récit de résistance et de dignité collective, illustré avec des collages et des aplats de couleurs réussis. GG

Éd. Rue du monde, 2018, 48 p., 17 €

Je les entends nous suivre

Florence Cadier



Dès 13 ans. Léo, adolescent de 15 ans, se découvre homosexuel lors de sa soirée d'anniversaire. Ce sera le début de nombreux questionnements quant à l'acceptation de sa différence par ses camarades de classe et par ses parents. Petit à petit, son entourage prendra connaissance de sa relation avec Robin, et certaines peurs disparaîtront. Mais c'est oublier un peu vite que le monde qui les entoure comporte une certaine violence envers celles et ceux qui vivent différemment. À travers sa courte histoire, Florence Cadier nous permet de suivre l'évolution d'un jeune couple homosexuel, d'aborder le vivre ensemble et l'acceptation de la différence. Une histoire émouvante et particulièrement tendre. JP

Éd. Le Muscadier, 2018, 98 p., 9,50 €

Musique

Le Caribou Volant

Yapadam, l'écho magique



Enfin un disque pour enfants qui ne se borne pas à chanter qu'il faut bien éteindre la lumière et fermer le robinet pendant qu'on se lave les mains ! Les chants croisés de ce duo québécois vont plus loin et posent des questions sur le commerce, la croissance et nos modes de consommation. Dans un style reggae, les 7 chansons de cet album abordent des sujets comme le réchauffement climatique, la pollution et la gestion des déchets, Google et Internet ou Monsanto ("Pas bon pour ma santé !"). Les personnages sont souvent des animaux, c'est pour ça qu'il s'adresse aux enfants, mais les adultes en apprécieront également les paroles. Un seul regret, 7 chansons c'est trop court ! PM

La Caravane Créative, 2018, 7 titres, 12 €

Films

Tes cheveux démêlés cachent une guerre de 7 ans

documentaire de Fatima Sissani



Regards croisés de trois femmes qui ont participé à la guerre d'indépendance algérienne au côté du FLN et connu la clandestinité, la prison, la torture, l'hôpital psychiatrique. C'est au crépuscule de leur vie qu'elles choisissent de témoigner. L'une d'elles, née en 1927 mourra à la fin du tournage en 2014. Elles s'expriment très librement sur l'Algérie coloniale, la ségrégation, le racisme, la prison, l'antisémitisme, la torture, les solidarités, et aussi nous parlent de la nature, de leur attachement à leur pays. Elles n'ont rien perdu de leur alacrité bien qu'on devine des non-dits, motifs probables du silence qu'elles ont gardé depuis. Cependant leur forte conviction demeure : "nous avons obtenu l'indépendance et ça, il le fallait !" Le film sort en salles en 2019 sous le titre moins poétique de "Résistantes". MD

Distrib. Les films des deux rives, 2017, 1 h 16 min

Nous avons également reçu... 2/2

Roman

■ **Femme qui court**, Gérard de Cortanze, éd. Albin Michel, 2019, 410 p., 22,90 €. Violette Morris, excellente sportive, va, entre les deux guerres, battre de très nombreux records et se mesurer aux hommes dans des domaines aussi variés que le lancement du poids, la course à pied, le cyclisme, la boxe, la course automobile... Lesbienne assurée, elle sera rejetée par les médias, mais récupérée par le régime nazi. Elle meurt dans une embuscade dressée par la Résistance. Sous forme romancée, une tentative pour comprendre comment cette femme a pu se laisser entraîner par un régime détestable.

B. D.

■ **Moi René Tardi, prisonnier de guerre au Stalag 11B**, T3, Jacques Tardi, éd. Casterman, 2018, 144 p., 25 €. L'adaptation des carnets de guerre du père de l'auteur, en pleine Seconde Guerre mondiale, ses 5 ans de captivité dans un camp de Poméranie en Pologne. Le dessinateur se met en scène dans ce récit sous les traits d'un enfant. Beaucoup de narration et des images qui apportent peu à l'histoire. On aurait aimé savoir comment le jeune Tardi a basculé du côté antimilitariste après une telle jeunesse.

■ **Le loup en slip T3**, Slip hip hip !, Paul Cauuet, Wilfrid Lupano, Itoiz Mayana, éd. Dargaud, 2018, 40 p., 10 €. Série dérivée de la série des Vieux Fourneaux. Les auteurs continuent sous forme de livre jeunesse à aborder les grandes questions de société. Après le racisme et les migrant-es, ce troisième tome parle du handicap et critique une société de compétition qui ne l'accepte pas. Une fable toujours joliment dessinée pour les petit-es et les grand-es.

■ **Cyberfatale**, Clément Dubrerrie et Cépanou, éd. Rue de Sèvres, 2018, 54 p., 15 €. Il s'agit de cyberattaques qui utilisent la possibilité d'incruster des photos détournées sur des sites officiels ou de faire perdre le contrôle d'un avion militaire en pleine mission. L'histoire se focalise sur un contrat de vente de 40 Rafales à l'Inde et nous entraîne dans les coulisses du pouvoir où s'affrontent des intérêts divergents. Bien documenté, mais au final, quel est le message ? Plus de crédits pour l'armée ?

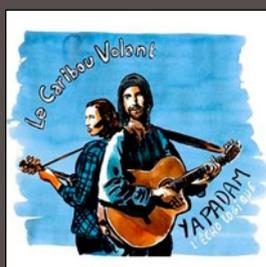
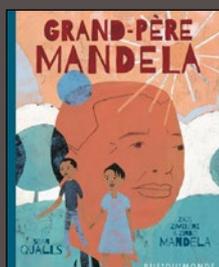
Jeunesse

■ **Une vie merveilleuse**, Melissa Pigois, Tom'Poche, 2018, 44 p., 5,5 €. Dès 4 ans. Une feuille d'arbre raconte sa vie à travers les saisons, de sa jeunesse printanière à son voyage automnal de fin de vie portée par le vent.

■ **Rue des Quatre-vents**, Jessie Magana et Magali Attiogbé, éd. Des Éléphants, 2018, 32 p., 16,50 €. Dès 6 ans. L'évolution d'une rue au fil du temps et des migrations de 1890 à aujourd'hui, avec des doubles pages qui se déplient. Un fin travail d'observation pour découvrir ce qui change.

■ **L'ours et le canard**, May Angeli, éd. Des Éléphants, 2019, 32 p., 14 €. Dès 4 ans. C'est l'histoire, joliment illustrée à la gravure sur bois, de l'amitié entre un canard qui s'est blessé et un ours dérangé dans son hibernation. Une belle réflexion sur la solidarité et sur l'amitié entre êtres différents.

■ **De quelle taille est ton cœur ?** Nathalie Wyss, Bernard Utz, Jamie Aspinall, éd. Helvetia, 2019, 32 p., 14 €. Dès 4 ans. Un enfant curieux va rencontrer divers animaux et leur pose la question : "De quelle taille est ton cœur ?". Chaque animal lui livre alors un petit secret qui fait vibrer son cœur. Et au fil des pages et du "boum boum" qui sort du cœur de chacun-e, on ressent que nous faisons toutes parties d'une même famille qui nous relie intimement.



Les livres présentés ici ne sont pas vendus par Silence. Vous pouvez les trouver ou les commander dans n'importe quelle librairie.

Préférez quand c'est possible, les librairies indépendantes.



Quoi de neuf ?

Nous abonnons votre bibliothèque

Afin d'améliorer notre visibilité et de toucher de nouveaux publics, nous cherchons à développer notre présence dans les bibliothèques publiques. Pour ce faire, nous offrons un abonnement gratuit de six mois à toute bibliothèque qui en fait la demande... en espérant qu'ensuite elle s'abonne.

Vous pouvez donc montrer cette annonce à la personne chargée des périodiques dans les bibliothèques que vous connaissez et leur suggérer de nous envoyer un courrier pour demander à bénéficier de cette offre.

Pourquoi *Silence* n'est pas en kiosque ?

Nous avons toujours refusé d'être en kiosque car cela oblige à des tirages importants (il y a plus de 30 000 points de vente en France)... pour des ventes, certes, plus importantes... mais avec un gaspillage énorme. La plupart des revues qui sont en kiosque ne vendent que de 30 à 50 % des exemplaires.

Silence a mis en place son propre réseau de distribution (près de 200 points de vente actuellement) et nous plaçons ainsi un peu plus de 1000 exemplaires de la revue, avec un pourcentage de vente qui dépasse 80 %. Et nous conseillons de donner les numéros non vendus, ce qui évite le gaspillage.

Abonnements suspendus

Avez-vous déjà entendu parler des cafés suspendus ? L'idée est d'en offrir un à un-e inconnu-e, en laissant l'argent correspondant au comptoir. Le café payé, mais non consommé est alors "suspendu", dans l'attente d'être demandé par qui veut. De la même manière, nos collègues de l'Âge de faire proposent depuis l'été 2017 des abonnements suspendus. Désormais, si vous souhaitez offrir un abonnement à *Silence* à un-e inconnu-e qui n'aurait peut-être pas eu les moyens de s'abonner, n'hésitez pas à nous envoyer la somme correspondante en indiquant "abonnement suspendu". Les personnes qui souhaitent bénéficier de ces abonnements peuvent tout simplement nous contacter. Elles recevront le journal dès qu'un abonnement suspendu sera disponible.

Gratuit en prison

Les prisonnier-es qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Silence, c'est vous aussi...

Venez nous voir les 18 et 19 avril !

Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe un jeudi de 14h 30 à 20h 30 et c'est suivi par un repas pris ensemble offert par *Silence*. Cela se poursuit le vendredi à partir de 9h 30. Le nouveau numéro vous est aussi offert. Prochaines expéditions : 16 et 17 mai, 13 et 14 juin, 22 et 23 août, etc.

Pour passer une info...

Les prochaines réunions du comité de rédaction se tiendront à 9h30 les mercredi 20 mars (pour le numéro de mai), 24 avril (pour le numéro de juin), 22 mai (pour le numéro d'été). N'hésitez pas à proposer des articles au comité de rédaction, *Silence* est une revue participative !

Vous pouvez aussi proposer des informations destinées aux pages brèves jusqu'au mardi qui suit le comité de rédaction. Pour envoyer des infos, vous avez donc jusqu'au 26 mars pour le numéro de mai, jusqu'au 30 avril pour le numéro de juin et jusqu'au 28 mai pour le numéro d'été. N'oubliez pas d'indiquer des coordonnées, de préférence avec une adresse postale et pas de numéro de téléphone portable.

Silence est une revue participative qui existe aussi grâce à vous.

Vous pouvez être au choix (multiple) :

Réd'acteur : en écrivant des textes sur les alternatives que vous connaissez autour de chez vous ou que vous avez découvertes en chemin. Vous pouvez soit nous envoyer des informations dessus soit écrire un article avec quelques photos.

Stand'acteur : votre implication dans la visibilité et la diffusion de la revue est essentielle pour l'association. Tenir un stand y contribue; alors si ça vous tente, à l'occasion d'un événement autour de chez vous (festival, salon, ciné-débat...), contactez l'équipe de *Silence*.

Relai local : il s'agit de représenter la revue localement et régulièrement, en tenant des stands, en organisant des débats ou des rencontres, en trouvant de nouveaux dépositaires ou abonné-es... en fonction de vos envies !

Don'acteur : *Silence* est une revue sans pub, sans subvention, et cela lui garantit sa liberté de ton. Pour conforter notre indépendance financière et éditoriale, vos soutiens sont les bienvenus. Il est à noter que l'association ne délivre pas de reçus fiscaux.

Plus d'infos sur : www.revuesilence.net/
rubrique : Comment participer

Rejoignez un relai local

- > **Alsace - Strasbourg.** Georges Yoram Federmann, tél. : 03 88 25 12 30, federmanja@gmail.com
- > **Auvergne-Rhône-Alpes.** Jean-Paul Pellet - Allier, jeanpaulpellet@orange.fr, tél. : 04 70 49 23 67 (soir).
- > **Territoire de Belfort.** Association Belfortaine d'Information sur les Limites à la Croissance, 18, rue de Brasse, 90000 Belfort, tél. : 03 84 58 18 84
- > **Bretagne.** Alexis Robert, La Guette en Beauvais, 35380 Paimpont, tél. : 02 99 07 87 83
- > **Drôme.** Patricia et Michel Aubart, obarm@laposte.net, tél. : 06 84 51 26 30
- > **Est-Puy-de-Dôme.** Jean-Marc Pineau, 63300 Thiers, pineau.jeanmarc@wanadoo.fr
- > **Gard.** Antonanzas Pascal, 7, rue du Dr Prosper Defau, 30160 Besseges, mploiko36@gmail.com, tél. : 06 04 03 06 42
- > **Gironde - Ariège.** Frédéric Perrier, silence33@ouvaton.org
- > **Haute-Vienne.** Brigitte Laugier, 25, rue du Petit Fort, 87300 Bellac, brig.bellac@gmail.com, tél. : 05 55 76 31 70
- > **Hérault.** Valérie Cabanne, tél. : 06 72 61 33 07, cabvalerie@yahoo.fr ; Elisa Soursac, tél. : 09 79 10 81 85
- > **Loire-Atlantique.** Décroissance 44, tél. : 06 11 78 27 27, Emmanuel Savouret, contact@decroissance44.org
- > **Lorraine.** Véronique Valentin, 45 bis, rue de Vayringe, 54000 Nancy, tél. : 03 54 00 60 20, veroniquevalentin@neuf.fr
- > **Lyon.** Ciné-club écocitoyen, cineclubsilence@gmail.com, tél. : 04 26 63 28 99
- > **Mayenne.** Ingrid de Rom, Les Petits Pins, 53480 Saint-Léger, tél. : 02 43 01 21 03
- > **Saône-et-Loire.** Annabelle à Chalon sur Saône, tél. : 03 85 93 57 54, silence71@orange.fr
- > **Seine-et-Marne.** Association Bio vivre en Brie, Mairie, Avenue Daniel Simon, 77750 St-Cyr-sur-Morin, biovivreennbrie@gmail.com

Votre abonnement gratuit ?

Si vous trouvez cinq nouveaux abonnés au tarif Découverte, votre abonnement vous est offert pour un an. Envoyez-nous leurs adresses (ainsi que la vôtre) et un chèque de 5 x 22 = 110 € (pour la France).

Partenaires



Coordination Permanente
MÉDIAS LIBRES



Commande : numéros, livres et affiche

Numéros disponibles

- 445 Extraction minière ni ici, ni ailleurs
- 448 Tout le monde en selle !
- 449 Vivre avec la forêt
- 450 Genre et éducation alternative
- 451 Handicaps : conquérir son autonomie
- 453 Travailler moins, et si on essayait ?
- 454 Créer des lieux alternatifs
- 455 Pour des élections moins primaires !
- 456 Nouveaux ogm, nouveaux combats
- 457 Le chant des luttes
- 459 Vers une école sans écrans ?
- 460 Les élections municipales à mi-mandat
- 461 Cuisines en transition

- 462 Les nouveaux visages de l'habitat participatif
- 464 Semences vivantes, graines d'autonomie
- 465 Réagir aux violences du quotidien
- 466 Jouer hors des cases
- 467 Le syndicalisme peut-il être écolo ?
- 468 Rouler pour des idées
- 470 Autogérons les coop' alimentaires !
- 471 L'arbre, cet allié méconnu
- 472 Nous vieillirons ensemble !
- 473 La montagne : du calme !
- 475 Retiens la nuit
- 476 Décroissance, où en est-on ?
- 477 Explorons les alternatives !

Numéros régionaux

- 447 Seine-et-Marne et Val d'Oise
- 452 Champagne-Ardenne
- 458 Hautes-Alpes et Alpes de Haute-Provence
- 463 Hérault
- 469 Loire
- 474 Alternatives en Côte-d'Or et Yonne

Indiquez le total de votre règlement
[numéro(s) + abonnement(s) + livre(s) + ...]:

Cochez le(s) numéro(s) désiré(s). Faites le total (4,80 € l'exemplaire).

Ajoutez les frais de port (pour la France comme pour l'étranger : 2,20 € pour un ex., 4 € pour 2 ex., 5 € pour 3 ex. et plus).

Affiche



100 dates qui construisent nos luttes féministes aujourd'hui - format 60x84cm - 7 €

Un joyeux panorama qui cherche à donner voix à la variété des approches du féminisme, avec un regard résolument subjectif. Loin d'un inventaire historique, ces dates ont été retenues parce qu'elles nous touchent ou

nous inspirent. Chacun-e pourra compléter à sa guise en fonction de ses aspirations et sensibilités propres. Réalisée en collaboration avec plusieurs groupes et organisations féministes.

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : 2€ de 1 à 3 ex., 4€ de 4 à 9 ex., offerts à partir de 10 ex. Autres pays, nous consulter.

Livres



Manuel de transition, 212 p. - 20 €*

Ce manuel est un peu la "bible de la transition". Rob Hopkins y raconte son parcours, d'abord dans la permaculture, et puis dans ce qui deviendra le concept de transition. Après plusieurs chapitres consacrés au pic pétrolier et à la crise climatique, l'ouvrage s'attache à comprendre la psychologie du changement et à exploiter la vision positive de l'évolution de la société.

Non-violence dans la révolution syrienne, 120 p. - 9€**

Recueil de textes publiés initialement en arabe ou en anglais sur Internet, traduits pour la première fois en français, ce livre veut mettre en lumière ce versant si peu éclairé de la révolution et de la résistance syriennes, cette action civile et sans armes aux mille visages qui ne cesse de se réinventer depuis 2011.



Nouveau



L'insolente. Dialogues avec Pinar Selek, 224 p. - 20€***

Pinar Selek est une femme aux mille vies. Écrivaine, sociologue, militante... Féministe, écologiste, antimilitariste... Oui, mais bien plus que cela ! Des rues d'Istanbul à son exil en France, ce livre retrace de manière vivante l'incroyable parcours de cette femme à l'énergie contagieuse. Pinar Selek a dénoncé tant le génocide des Arméniens que la situation faite aux Kurdes et le service militaire, ce qui lui vaut la persécution sans limites de la justice turque. Un récit inspirant !

Frais de port : (métropole, zone europe et suisse) : * 4,5€ / ** 2,5€ / ***5€.

Autres pays et/ou commandes de plusieurs livres, nous consulter.

Règlement par chèque à l'ordre de Silence ou par virement.

Je m'abonne à Silence

MANDAT DE PRÉLÈVEMENT SEPA (Autorisation de prélèvement)

	France métro.	Autres pays et DOM-TOM
Découverte 1 ^{er} abonnement, 6 n°	22€	29€
Particulier 1 an, 11 n°	48€	57€
Bibliothèque, association... 1 an, 11 n°	60€	68€
Soutien 1 an, 11 n°	60€ et +	60€ et +
Petit futé 2 ans, 22 n°	80€	92€
Petit budget 1 an, 11 n°	33€	40€
5 abonnements Découverte offerts + votre abo. 1 an gratuit (cf. conditions page précédente)	110€	Nous contacter

Groupés à la même adresse : nous contacter (tarif en fonction du nombre d'exemplaires souhaité)

Abonnement en ligne : www.revuesilence.net

Vos coordonnées (MERCI D'ÉCRIRE EN MAJUSCULES)

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____

Courriel : _____

Je désire recevoir la s!berlettre (lettre électronique mensuelle).

RUM (sera rempli par Silence) : _____

Type de paiement :

Paiement récurrent / répétitif :

- 8 € par trimestre (abonnement petit budget)
- 12 € par trimestre (abonnement normal)
- € par trimestre (abonnement de soutien)

Paiement ponctuel :

- € (abonnement - voir tarifs ci-contre)

Débiteur

Nom et prénoms : _____

Adresse : _____

Code Postal : _____ Ville : _____ Pays : _____

Coordonnées du compte bancaire ou postal

IBAN : _____

BIC : _____

CRÉANCIER :
SILENCE
9, rue Dumenge
69317 LYON Cedex 04
FRANCE
I.C.S. FR82ZZZ545517

À retourner à Silence
(adresse ci-contre).

Joindre obligatoirement un relevé d'identité bancaire (RIB).

Fait à : _____ Le : _____
Signature : _____

Vos droits concernant le présent mandat sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Pour tous renseignements concernant votre prélèvement, adressez-vous à Silence.

Kubra Khademi, *l'émancipation au bout des pincesaux*

Kubra Khademi est une artiste afghane née en 1989. Forcée de fuir l'Afghanistan à cause de son travail artistique contestataire, elle réside et travaille aujourd'hui à Paris. Peintre, plasticienne et performeuse, elle explore sa place de femme et de réfugiée dans ses pratiques. Après l'exécution de sa performance "L'Armure", en 2015, elle a été forcée de fuir son pays d'origine. Elle avait alors déambulé dans la rue dans une armure de fer pour dénoncer les attouchements faits aux femmes. Les peintures présentées ici donnent à voir, à travers une analyse de son propre parcours, le cheminement d'une femme vers plus de liberté et d'émancipation.

